



Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 23 avril 1966

Quebec, Saturday, April 23, 1966

Règlements

Rules

1^o Adresser toute correspondance à: L'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2^o Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When copy is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3^o Indiquer le nombre d'insertions.

3. Specify the number of insertions.

4^o Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

4. Pay cash and before publication for advertising copy according to the rates set forth below, exception when the copy is to be published several times. In that event, the interested party shall pay upon receipt of his account and before the second insertion: otherwise this insertion will be suspended without further notice and without prejudice to the Queen's Printer who will refund any overpayment.

5^o L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

5. Subscriptions, price of documents, etc., are payable strictly in advance.

6^o Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances.

6. Remittance must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7^o La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le *mercredi*, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le *mardi*. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the dead line for receiving notices, documents or advertising copy expires at noon on *Wednesday*, unless it is a holiday. In that event the dead line is noon, on *Tuesday*. Notices, documents or advertising copy not received on time will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, because of their length or for reasons of administration.

8^o Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

8. Any demand for cancellation or any remittance of money is subject to the provisions of article 7.

9^o Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1.50 la douzaine.

Abonnement: \$10 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Imprimeur de la reine,
ROCH LEFEBVRE

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962
13377 — 1-52-0

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$1 per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: \$1.50 per dozen.

Subscriptions: \$10 per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertion, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962
13377 — 1-52-0

Lettres patentes

A. L. équipement inc.
A. L. Equipment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24^e jour de février 1966, constituant en corporation: Adrienne Lebouthillier, ménagère, épouse séparée de biens de Julien Losier, 29, Irving Place, Dollard-des-Ormeaux, Louise Bourque, ménagère, épouse séparée de biens de Marcel Privé, 1180, Croissant Dauville, Laval, et Gilles Godin, avocat, 800, boulevard Houde, St-Lambert, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction et faire le commerce de toutes sortes d'équipements, machineries et véhicules, sous le nom de « A. L. équipement inc.—A. L. Equipment Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Pointe-aux-Trembles, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725-0 611-66

Agence de voyage Intercontinental inc.
Intercontinental Travel Bureau Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de mars 1966, constituant en corporation: Marcel Allard, vendeur, 806, Duluth est, Montréal, Claude Boileau, vendeur, 1230, Beaubien est, app. 9, Montréal, et Roger Leroux, vendeur, 10625, Francis, apt. 25, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agence de voyages et de transport, sous le nom de « Agence de voyage Intercontinental inc.—Intercontinental Travel

Letters Patent

A. L. équipement inc.
A. L. Equipment Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Adrienne Lebouthillier, housewife, wife separate as to property of Julien Losier, 29 Irving Place, Dollard-des-Ormeaux, Louise Bourque, housewife, wife separate as to property of Marcel Privé, 1180 Croissant Dauville, Laval, and Gilles Godin, lawyer, 800 Houde Boulevard, St-Lambert, for the following purposes:

To carry on business as a construction company and to deal in all kinds of equipment, machinery and vehicles, under the name of "A. L. équipement inc.—A. L. Equipment Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and into 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Pointe-aux-Trembles, judicial district of Montréal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725 611-66

Agence de voyage Intercontinental inc.
Intercontinental Travel Bureau Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Marcel Allard, salesman, 806 Duluth East, Montréal, Claude Boileau, salesman, 1230 Beaubien East, Apt. 9, Montréal, and Roger Leroux, salesman, 10625 Francis, Apt. 25, Montréal, for the following purposes:

To carry on business as a travel and transport agency, under the name of "Agence de voyage Intercontinental inc.—Intercontinental Travel

Bureau Inc., avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2182, Mont-Royal est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725-o 1006-66

Amiga inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de mars 1966, constituant en corporation: Emé Lacroix, 280, rue Appin, Mont-Royal, Claude Thivierge, 105, Thackeray, Beaconsfield, tous deux avocats, et Jacqueline Matte, secrétaire, fille majeure, 8390 Drolet, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Amiga inc. », avec un capital total de \$120,000, divisé en 50 actions ordinaires de \$100 chacune et en 1,150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725-o 911-66

Arsenault Aircraft Services Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1966, constituant en corporation: Robert Girouard, notaire, Monique Lefebvre, ménagère, épouse séparée de biens dudit Robert Girouard, tous deux de 70, 1er avenue, Terrasse-Vaudreuil, et Monique Rousselle, secrétaire, fille majeure, 335, 2e avenue, Ile-Perrot, pour les objets suivants:

Entretien, réparer et vendre des hélicoptères, avions et accessoires et donner tout service nécessaire, sous le nom de « Arsenault Aircraft Services Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 263, Cherrystone Drive, Pincourt, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725-o 471-66

Association des commerçants et hôteliers de Ste-Anne-de-Beaupré

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de mars 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Guy Blouin, commerçant, Benoît Paré, commerçant, et Albert J. Bilodeau, hôtelier, trois de Ste-Anne-de-Beaupré, pour les objets suivants:

Grouper en association les commerçants, hôteliers et moteliers de Ste-Anne-de-Beaupré et des municipalités environnantes, sous le nom de « Association des commerçants et hôteliers de Ste-Anne-de-Beaupré ».

Bureau Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 2182 Mount Royal East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725 1006-66

Amiga inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Emé Lacroix, 280 Appin Street, Mont-Royal, Claude Thivierge, 105 Thackeray, Beaconsfield, both lawyers, and Jacqueline Matte, secretary, fille majeure, 8390 Drolet, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Amiga inc.", with a total capital stock of \$120,000, divided into 50 common shares of \$100 each and into 1,150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725 911-66

Arsenault Aircraft Services Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Robert Girouard, notary, Monique Lefebvre, housewife, wife separate as to property of the said Robert Girouard, both of 70, 1st Ave., Terrasse-Vaudreuil, and Monique Rousselle, secretary, fille majeure, 335, 2nd Ave., Ile-Perrot, for the following purposes:

To maintain, repair and sell helicopters, airplanes and accessories, and to give all necessary services, under the name of "Arsenault Aircraft Services Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 263 Cherrystone Drive, Pincourt, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725 471-66

Association des commerçants et hôteliers de Ste-Anne-de-Beaupré

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Guy Blouin, trader, Benoît Paré, trader, and Albert J. Bilodeau, hotel keeper, all three of Ste-Anne-de-Beaupré, for the following purposes:

To group in association, the traders, hotel keepers, motel keepers of Ste-Anne-de-Beaupré and the surrounding municipalities, under the name of "Association des commerçants et hôteliers de Ste-Anne-de-Beaupré".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation est à Ste-Anne-de-Beaupré, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725-o

928-66

L'Association des employés indépendants de Ciment Indépendant inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11^e jour de mars 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Pelland, opérateur, St-Félix-de-Valois, Pierre Labrosse, technicien, 762, Ladouceur, Joliette, Cléophas Valade, journalier, rang du Vieux Moulin, Joliette, Roger Morel, électricien, 599, Montcalm, Repentigny, et Bernard Lebeau, électricien, 10, Parc Dumoulin, Repentigny, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts économiques, sociaux et éducationnels des membres de la corporation, sous le nom de « L'Association des employés indépendants de Ciment Indépendant inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation est à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725-o

1029-66

**Auto-Lave du boulevard inc.
Boulevard Car-Wash Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3^e jour de mars 1966, constituant en corporation: Roland Fournel, commerçant, Ste-Martine, comté de Châteauguay, Gérard Mathon, comptable, 299, rue De Lorraine, Longueuil, et Louis-Guy Denis, soudeur, 5451, 7^e avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Installer des machines automatiques aux fins de laver les voitures automobiles, sous le nom de « Auto-Lave du boulevard inc.—Boulevard Car-Wash Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725-o

293-66

Autos-Repos, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de mars 1966, constituant en corporation: Luc Geoffroy, avocat, 821, boulevard Briand, Chambly, Guy Bissonnette, avocat, 4351, Oxford, Montréal, et Jeannette Brodeur, secrétaire, fille majeure, 3450, Durocher, app. 31, Montréal, pour les objets suivants:

To amount to which the value of the annual revenue from the immoveable property which the corporation may own or acquire is to be limited is \$10,000.

The head office of the corporation is at Ste-Anne-de-Beaupré, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725

928-66

L'Association des employés indépendants de Ciment Indépendant inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1966, have been issued by the Government Administrator of the Province to incorporate a corporation without share capital: Paul Pelland, operator, St-Félix-de-Valois, Pierre Labrosse, technician, 762 Ladouceur, Joliette, Cléophas Valade, labourer, Vieux Moulin range, Joliette, Roger Morel, electrician, 599 Montcalm, Repentigny, and Bernard Lebeau, electrician, 10 Parc Dumoulin, Repentigny, for the following purposes:

To study, promote, protect and develop in any way possible, the economic, social and educational interests of the corporation's members, under the name of "L'Association des employés indépendants de Ciment Indépendant inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$20,000.

The head office of the corporation is at Joliette, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725

1029-66

**Auto-Lave du boulevard inc.
Boulevard Car-Wash Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Roland Fournel, trader, Ste-Martine, county of Châteauguay, Gérard Mathon, accountant, 299 De Lorraine Street, Longueuil, and Louis-Guy Denis, welder, 5451, 7th Avenue, Montreal, for the following purposes:

To install automatic machines in order to wash motor vehicles, under the name of "Auto-Lave du boulevard inc.—Boulevard Car-Wash Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725

293-66

Autos-Repos, inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Luc Geoffroy, advocate, 821 Briand Blvd., Chambly, Guy Bissonnette, advocate, 4351 Oxford, Montreal, and Jeannette Brodeur, secretary, fille majeure, 3450 Durocher, Apt. 31, Montreal, for the following purposes:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de "Autos-Repos, inc.", avec un capital total de \$60,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2045, Va-lois, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725-o 952-66

Le Bergerac inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de février 1966, constituant en corporation: Saul Handelman, avocat, 175, chemin Dufferin, Hampstead, Lilian Reinblatt, avocate, épouse séparée de biens de Moe Reinblatt, 4520, Rosedale, Montréal, Anne Brown secrétaire, fille majeure, 7030, chemin Côte-St-Luc, Montréal, et Stanley Cytrynbaum, avocat, 234, Sheraton Drive, Mont-real Ouest, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Le Bergerac inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Mont-réal Nord, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725 822-66

Gilles Bouchard Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administra-teur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de mars 1966, constituant en corporation: Gilles Bou-chard, 8644, du Buisson, Montréal, Irénée Bouchard, 8595, Tellier, Montréal, Paul Bou-chard, 8, boulevard Lévesque, Repentigny, André Bouchard, 45, de Bretagne, Repentigny, Claude Bouchard, 8656, du Buisson, Montréal, et Bernard Bouchard, 246, boulevard d'Iberville, Repentigny, tous six marchands, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport et faire le commerce du bois, de l'huile, du char-bon et de la glace, sous le nom de « Gilles Bou-chard Itée », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2085, rue Baldwin, Montréal, district judiciaire de Mont-réal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725-o 963-66

Ludger Bouchard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administra-teur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1966, constituant en corporation: Ludger Bou-chard, meunier, Thérèse Robert, ménagère, épouse séparée de biens dudit Ludger Bouchard, et Aimé Bouchard, rentier, tous trois de St-Gédéon, comté de Frontenac, pour les objets suivants:

To carry on business dealing in automobiles, and to act as garagemen, under the name of "Autos-Repos, inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 2045 Va-lois, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725 952-66

Le Bergerac inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Saul Handelman, advocate, 175 Dufferin Road, Hampstead, Lilian Reinblatt, advocate, wife separate as to property of Moe Reinblatt, 4520 Rosedale, Montreal, Anne Brown, secretary, fille majeure, 7030 Côte-St-Luc Road, Montreal, and Stanley Cytrynbaum, advocate, 234 Sheraton Drive, Montreal West, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "Le Bergerac inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Mont-real North, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725-o 822-66

Gilles Bouchard Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Gilles Bouchard, 8644 du Buisson, Montreal, Irénée Bouchard, 8595 Tellier, Montreal, Paul Bouchard, 8 Lévesque Boulevard, Repentigny, André Bouchard, 45 de Bretagne, Repentigny, Claude Bouchard, 8656 du Buisson, Montreal, and Bernard Bouchard, 246 Iberville Bouchard, Repentigny, all six traders, for the following purposes:

To carry on business as a transport company and to deal in wood, oil, coal and ice, under the name of "Gilles Bouchard Itée", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 2085 Baldwin Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725 963-66

Ludger Bouchard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Ludger Bouchard, miller Thérèse Robert, housewife, wife separate as to property of the said Ludger Bouchard, and Aimé Bouchard, annuitant, all three of St-Gédéon, county of Frontenac, for the following purposes:

Faire affaires comme meuniers, sous le nom de « Ludger Bouchard inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Gédéon, comté de Frontenac, district judiciaire de Beauce.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725-o

1045-66

**Boucherie Papineau Itée
Papineau Butchers Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de mars 1966, constituant en corporation: Allan Marcus, avocat, 1545, McGregor, Montréal, Abel Selick, avocat, 1605, chemin Norway, Mont Royal, et Lucille Blagdon, secrétaire, fille majeure, 10437, D'Auteuil, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de viande, volaille, fruits, légumes et tous autres produits, articles et marchandises se rapportant à l'épicerie, sous le nom de « Boucherie Papineau Itée — Papineau Butchers Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725

966-66

**Boutique du soulier inc.
Shoe Boutique Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4^e jour de mars 1966, constituant en corporation: Fernand Joncas, marchand, 6820, 20^e Avenue, Joseph Lacoursière, gérant, 10184, Iberville, tous deux de Montréal, et Richard Joncas, acheteur, 8975, 9^e Avenue, St-Michel, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de chaussures et articles en cuir, sous le nom de « Boutique du soulier inc. — Shoe Boutique Inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725-o

589-66

Brujohn Properties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27^e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Kenneth Gates, avocat, 166, Woodside Crescent, Beaconsfield, Eleanor Robertson, 3041, rue Beaugrand, et Charmaine Huot, 2239, avenue Oxford, ces deux dernières secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements et d'immeubles, sous le nom de « Brujohn Properties Ltd. », avec un capital-actions divisé en 25,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 45,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$5 chacune.

To carry on business as millers, under the name of "Ludger Bouchard inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at St-Gédéon, county of Frontenac, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725

1045-66

**Boucherie Papineau Itée
Papineau Butchers Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Allan Marcus, advocate, 1545 McGregor, Montreal, Abel Selick, advocate, 1605 Norway Road, Mount Royal, and Lucille Blagdon, secretary, spinster of the full age of majority, 10437 D'Auteuil, Montreal, for the following purposes:

To deal in meats, poultry, fruits, vegetables and all other goods, wares and merchandise connected with the grocery business, under the name of "Boucherie Papineau Itée — Papineau Butchers Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725-o

966-66

**Boutique du soulier inc.
Shoe Boutique Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Fernand Joncas, trader, 6820, 20th Avenue, Joseph Lacoursière, manager, 10184 Iberville, both of Montreal, and Richard Joncas, purchaser, 8975, 9th Avenue, St-Michel, for the following purposes:

To deal in all kinds of shoes and leather articles, under the name of "Boutique du soulier inc. — Shoe Boutique Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 5,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725

589-66

Brujohn Properties Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Kenneth Gates, advocate, 166 Woodside Crescent, Beaconsfield, Eleanor Robertson, 3041 Beaugrand Street, and Charmaine Huot, 2239 Oxford Avenue, the latter two secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and investment company, under the name of "Brujohn Properties Ltd.", with a capital stock divided into 25,000 common shares without par value and 45,000 preferred shares of a par value of \$5 each.

Le siège social de la compagnie est à Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725 334-66

Centre Dumar inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de mars 1966, constituant en corporation: Jean-Claude Dupont, chiropraticien, Blanche Marchesseault, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Claude Dupont, tous deux de 80, rue St-Félix, Drummondville-Ouest, et François Dupont, fonctionnaire, 295, rue St-Marcel, Drummondville, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'un studio de culture physique, sous le nom de « Centre Dumar inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725-o 692-66

Jacques Charron construction Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1966, constituant en corporation: Jacques Charron, entrepreneur en construction, Jacqueline Bailly, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jacques Charron, tous deux de 1, rue Laurin, et Marc Charron, assistant-gérant, 8, rue Deschambault, tous trois de Ste-Thérèse, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Jacques Charron construction Itée », avec un capital total de \$50,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1, rue Laurin, Ste-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725-o 818-66

Le Club de chasse à tir de Québec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de mars 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Louis Rémillard, avocat, 1169, Brown, Québec, Paul Morin, agent d'assurances, 1307, Fontenay, Ste-Foy, Kenneth Lachapelle, vétérinaire, 1635, Ranvoyzé, Ste-Foy, Dr Claude Petitclerc, médecin, 3038, La Forêt, Ste-Foy, et Raoul Hunter, sculpteur, 470, Lemesurier, Québec, pour les objets suivants:

Former et diriger un club de chasse et promouvoir le sport en général, sous le nom de « Le Club de chasse à tir de Québec ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$20,000.

The head office of the company is at Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725-o 334-66

Centre Dumar inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Jean-Claude Dupont, chiropractor, Blanche Marchesseault, housewife, wife contractually separate as to property of said Jean-Claude Dupont, both of 80 St-Félix Street, Drummondville-West, and François Dupont, civil servant, 295 St-Marcel Street, Drummondville, for the following purposes:

To exercise the operations of a physical culture studio, under the name of "Centre Dumar inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725 692-66

Jacques Charron construction Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Charron, building contractor, Jacqueline Bailly, housewife, wife contractually separate as to property of said Jacques Charron, both of 1 Laurin Street, and Marc Charron, assistant-manager, 8 Deschambault Street, all three of Ste-Thérèse, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Jacques Charron construction Itée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 250 common shares of \$100 each and into 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1 Laurin Street, Ste-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725 818-66

Le Club de chasse à tir de Québec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Louis Rémillard, advocate, 1169 Brown, Québec, Paul Morin, insurance agent, 1307 Fontenay, Ste-Foy, Kenneth Lachapelle, veterinarian, 1635 Ranvoyzé, Ste-Foy, Dr. Claude Petitclerc, physician, 3038 La Forêt, Ste-Foy, and Raoul Hunter, sculptor, 470 Lemesurier, Québec, for the following purposes:

To form and direct a hunting club, and to promote sports in general, under the name of "Le Club de chasse à tir de Québec".

The amount to which the annual income from the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$20,000.

Le siège social de la corporation est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province.

RAYMOND DOUVILLE.

14725-o

934-66

Club Optimiste Saint-Jean inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mars 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Claude Payette, libraire, 222, 15e Avenue, Iperville, Guy Baraby, commerçant, 561, Dorchester, et Jacques Rancourt, avocat, 112, St-Jacques, ces deux derniers de St-Jean, pour les objets suivants:

Former une association pour développer de toute manière l'Optimisme comme philosophie de vie, sous le nom de « Club Optimiste Saint-Jean inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est 112, rue St-Jacques, St-Jean, district judiciaire d'Iperville.

Le Sous-secrétaire de la province.

RAYMOND DOUVILLE.

14725-o

876-66

Comité de loisirs de Clarke City

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Narcisse Larouche, gérant de club social, P.-Walter Boudreault, gérant de magasin, Jean-Charles Déraspe, contremaitre, Raoul Bilodeau, propriétaire de taxi, Guy Hould, comptable, Edmond-H. Boudreault, soudeur, et Jean-Louis Gélinas, constable, tous sept d'Arnaud (Clarke City), pour les objets suivants:

Établir et exploiter un ou des centres de bien-être et loisirs, sous le nom de « Comité de loisirs de Clarke City ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$200,000.

Le siège social de la corporation est à Arnaud (Clarke City), district judiciaire de Hauterive.

Le Sous-secrétaire de la province.

RAYMOND DOUVILLE.

14725-o

1044-66

Comité des loisirs St-Cyrille-de-Wendover inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Roy Walsh, journalier, Gélase Courchesne, commerçant, Hilarion Lemire, maître de poste, Édouard St-Cyr, garagiste, Édouard Allard, plombier, et Michel Verrier, agent d'assurance, tous six de St-Cyrille-de-Wendover, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Comité des loisirs St-Cyrille-de-Wendover inc. ».

The head office of the corporation is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

14725

934-66

Club Optimiste Saint-Jean inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Claude Payette, bookseller, 222, 15th Avenue, Iperville, Guy Baraby, trader, 561 Dorchester, and Jacques Rancourt, lawyer, 112 St-Jacques, the latter two of St-John's, for the following purposes:

To form an association to develop in every way Optimism as a philosophy of life, under the name of "Club Optimiste Saint-Jean inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at 112 St-Jacques Street, St. John's, judicial district of Iperville.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

14725

876-66

Comité de loisirs de Clarke City

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Narcisse Larouche, social club manager, P.-Walter Boudreault, store manager, Jean-Charles Déraspe, foreman, Raoul Bilodeau, taxi owner, Guy Hould, accountant, Edmond-H. Boudreault, welder, and Jean-Louis Gélinas, constable, all seven of Arnaud (Clarke City), for the following purposes:

To establish and operate one or several welfare and recreational centers, under the name of "Comité de loisirs de Clarke City".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$200,000.

The head office of the corporation is at Arnaud (Clarke City), judicial district of Hauterive.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

14725

1044-66

Comité des loisirs St-Cyrille-de-Wendover inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, to incorporate a corporation without share-capital: Roy Walsh, labourer, Gélase Courchesne, trader, Hilarion Lemire, post master, Édouard St-Cyr, garage keeper, Édouard Allard, plumber, and Michel Verrier, insurance agent, all six of St-Cyrille-de-Wendover, for the following purposes:

Organisation of recreation center, under the name of "Comité des loisirs St-Cyrille-de-Wendover inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à St-Cyrille-de-Wendover, district judiciaire de Drummond.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725-o 460-66

Compagnie Cemalian Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1966, constituant en corporation: Raymond-G. Décary, avocat, 5614, Canterbury, Montréal, Claude-E. Leduc, avocat, 105, Beverley, Mont-Royal, Jean Guy, avocat, 5400, de Louisbourg, Montréal, et Gilles Bertrand, avocat, 5640, Decelles, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Compagnie Cemalian Itée », avec un capital total de \$320,000, divisé en 160,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 1,600 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725-o 1007-66

Conseil du Patronat du Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Girouard, avocat, 2575, Marie Le Neuf, Trois-Rivières, Marcel-J. G. Beaumier, avocat, 101, 4e Avenue, Grand'Mère, et Hélène Baribeau, secrétaire, fille majeure, 110, rue Beauchemin, Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Grouper en fédération les associations qui s'occupent d'activités patronales au Québec, sous le nom de « Conseil du Patronat du Québec inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$500,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725-o 3400-65

Dixon Van Lines (Montreal) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1966, constituant en corporation: Reid Waring, administrateur, 1051, William London, province d'Ontario, Gérard Corbeil, avocat, 394, De Maricourt, Longueuil, et Harold Hinton, gérant, 217, rue Principale, Exeter, province d'Ontario, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de transport, sous le nom de « Dixon Van Lines (Montreal) Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held is to be limited, is \$50,000.

The head office of the company is at St-Cyrille-de-Wendover, judicial district of Drummond.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725 460-66

Compagnie Cemalian Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Raymond-G. Décary, advocate, 5614 Canterbury, Montreal, Claude-E. Leduc, advocate, 105 Beverley, Mount Royal, Jean Guy, advocate, 5400 de Louisbourg, Montreal, and Gilles Bertrand, advocate, 5640 Decelles, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Compagnie Cemalian Itée", with a total capital stock of \$320,000, divided into 160,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 1,600 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725 1007-66

Conseil du Patronat du Québec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean Girouard, advocate, 2575, Marie Le Neuf, Trois-Rivières, Marcel-J. G. Beaumier, advocate, 101, 4th Avenue, Grand'Mère, et Hélène Baribeau, secretary, fille majeure, 110, Beauchemin St., Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To group in federation the associations interested in patronal activities of Quebec, under the name of "Conseil du Patronat du Québec inc."

The amount to which the value of the annual revenue from the immoveable property which the corporation may own or acquire is to be limited is \$500,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725 3400-65

Dixon Van Lines (Montreal) Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Reid Waring, executive, 1051 William, London, Province of Ontario, Gérard Corbeil, barrister, 394 De Maricourt, Longueuil, and Harold Hinton, manager, 217 Main Street, Exeter, Province of Ontario, for the following purposes:

To carry on the business of a transportation company, under the name of "Dixon Van Lines (Montreal) Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares

valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725 986-66

Domaine Mont-Joly du Lac Pauzé inc.
Mont-Joly's Estate of Lake Pauze Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de mars 1966, constituant en corporation: Gaston Roy, garagiste, 41, 4^e Avenue, Marcel Lacasse, industriel, 5, rue Collin, et Jean-Paul Chartrand, 374, Grande-Côte, tous trois de Ste-Thérèse-Ouest, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction; exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Domaine Mont-Joly du Lac Pauzé inc. — Mont-Joly's Estate of Lake Pauze Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Ste-Thérèse-Ouest, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725-0 920-66

Dream Lounge Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4^e jour de mars 1966, constituant en corporation: Toni Cava, comptable, Evelyn Shatilla, ménagère, épouse dudit Toni Cava, tous deux de 95, Trenton, Mont Royal, et William Sklar, industriel, 5120, de la Peltrie, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Dream Lounge Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725 5115-65

Dubeau & Giroux Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1^{er} jour de mars 1966, constituant en corporation: Stanley Dubeau, David Dubeau et Léo Dubeau, tous trois hommes d'affaires, de 4650, avenue Doherty, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fourrures, peaux, peaux crues, cuirs et tissus, sous le nom de « Dubeau & Giroux Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725 856-66

of a par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725-0 986-66

Domaine Mont-Joly du Lac Pauzé inc.
Mont-Joly's Estate of Lake Pauze Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating Gaston Roy, garage keeper, 41, 4th Avenue, Marcel Lacasse, industrialist, 5 Collin Street, and Jean-Paul Chartrand, 374 Grande-Côte, all three of Ste-Thérèse-West, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, to operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Domaine Mont-Joly du Lac Pauzé inc. — Mont-Joly's Estate of Lake Pauze Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Ste-Thérèse-West, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725 920-66

Dream Lounge Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Toni Cava, accountant, Evelyn Shatilla, housewife, wife of the said Toni Cava, both of 95 Trenton, Mount Royal, and William Sklar, industrial, 5120 de la Peltrie, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "Dream Lounge Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725-0 5115-65

Dubeau & Giroux Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Stanley Dubeau, David Dubeau and Léo Dubeau, all three businessmen, of 4650 Doherty Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in furs, skins, hides, leathers and materials, under the name of "Dubeau & Giroux Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of the par value of \$100 each and 200 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725-0 856-66

Robert J. Dumoulin Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1966, constituant en corporation: Harold W. Ashemmil, avocat, 5911, rue Dolbeau, Montréal, Stanley R. Shuster, avocat, 5526, rue Ashdale, Côte-St-Luc, et Jon Kosorwich, avocat, 2100 Guertin, St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Robert J. Dumoulin Investment Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3150, rue Sartelon, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725 1052-66

Albert Dyotte & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1966, constituant en corporation: Guy Lacoste, 3787, avenue Vendôme, Bernard-C. Forest, 3760, avenue Harvard, tous deux notaires, et Solange Julien, secrétaire, fille majeure, 5306, avenue Brodeur, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens, sous le nom de « Albert Dyotte & fils inc. », avec un capital total de \$150,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 7,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$20 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7348, rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725-o 884-66

Wilf Eagle Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Arthur Carey Strafford Stead, avocat, 275, avenue Dorval, Dorval, Ina Mason, teneuse de livres, veuve non remariée d'Albert Edward Mason, 187, chemin Cap St-Jacques, Pierrefonds, et Phyllis Elizabeth Russell, secrétaire, épouse séparée de biens de James Gordon Russell, en vertu des lois de la province de la Nouvelle Écosse, 138, 5e avenue, Pincourt, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et de constructeurs, sous le nom de « Wilf Eagle Limited », avec un capital-actions divisé en 2,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 65, avenue Donegani, Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725 5704-65

Robert J. Dumoulin Investment Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Harold W. Ashemmil, advocate, 5911 Dolbeau Street, Montreal, Stanley R. Shuster, advocate, 5526 Ashdale Street, Côte-St-Luc, and Jon Kosorwich, advocate, 2100 Guertin, St-Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of « Robert J. Dumoulin Investment Corp. », with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of the par value of \$1 each and 20,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 3150 Sartelon Street, St-Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725-o 1052-66

Albert Dyotte & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Guy Lacoste, 3787 Vendôme Ave., Bernard-C. Forest, 3760 Harvard Ave., both notaries, and Solange Julien, secretary, fille majeure, 5306 Brodeur Ave., all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "Albert Dyotte & fils inc.", with a total capital stock of \$150,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 7,000 preferred shares of a nominal value of \$20 each.

The head office of the company is at 7348 St-Hubert St., Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725 884-66

Wilf Eagle Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Arthur Carey Strafford Stead, advocate, 275 Dorval Avenue, Dorval, Ina Mason, bookkeeper, unmarried widow of Albert Edward Mason, 187 Cap St-Jacques Road, Pierrefonds, and Phyllis Elizabeth Russell, secretary, wife separate as to property of James Gordon Russell, in accordance with the laws of the Province of Nova Scotia, 138, 5th Avenue, Pincourt, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Wilf Eagle Limited", with a capital stock divided into 2,000 common shares without par value and 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at 65 Donegani Avenue, Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725-o 5704-65

Les Entreprises Del-Champ inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de mars 1966, constituant en corporation: Alain Belzile, Pierre Cardinal, tous deux comptables agréés, de 2345, Bélanger, Montréal, et Guy Trudel, gérant, 26, Terrasse Royale, Repentigny, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « Les Entreprises Del-Champ inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3565, rue Monselet, Marché Dun, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725-o

721-66

Les Entreprises Halo Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour de mars 1966, constituant en corporation: Tibor J. Halo, technicien en architecture, 95, rue François-Gauthier, Boucherville, Sandor B. Halo, ingénieur, 251, rue Martin, Jacques-Cartier, et Georges Halo, décorateur ensemblier, 1060, rue Pasteur, Brossard, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Les Entreprises Halo Itée », avec un capital total de \$75,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 450 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725-o

1041-66

Émile Faucher inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8^e jour de mars 1966, constituant en corporation: Émile Faucher, industriel, Lucienne Therrien, ménagère, épouse séparée de biens dudit Émile Faucher, tous deux de 94, Johnson, Coaticook, et Cécilien Lapointe, contremaître, 178, Beaulé, Coaticook, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Émile Faucher inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 402, rue Merrill, Coaticook, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725-o

748-66

G. M. T. Stencil Cutting Machine Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3^e jour de mars 1966, constituant en corporation: Jacques Théberge,

Les Entreprises Del-Champ inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Alain Belzile, Pierre Cardinal, both chartered accountants, of 2345 Bélanger, Montreal, and Guy Trudel, manager, 26 Terrasse Royale, Repentigny, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Les Entreprises Del-Champ inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 3565 Monselet St., Marché Dun, Montreal-North, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725

721-66

Les Entreprises Halo Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Tibor J. Halo, technician in architecture, 95 François-Gauthier St., Boucherville, Sandor B. Halo, engineer, 251 Martin St., Jacques-Cartier, and Georges Halo, interior decorator, 1060 Pasteur St., Brossard, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Entreprises Halo Itée", with a total capital stock of \$75,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 450 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725

1041-66

Émile Faucher inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Émile Faucher, industrialist, Lucienne Therrien, housewife, wife separate as to property of said Émile Faucher, both of 94 Johnson, Coaticook, and Cécilien Lapointe, foreman, 178 Beaulé, Coaticook, for the following purposes:

The industry and business dealing of wood, under the name of "Émile Faucher inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 402 Merrill Street, Coaticook, judicial district of St-François.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725

748-66

G. M. T. Stencil Cutting Machine Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Jacques Théberge, 355

355, Héroux, Gérald Caron, 261, 4e avenue, tous deux industriels, d'Iberville, Anthony Gaspari, 7355, L'Acadie, app. 404, et John Gaspari, 8433A, Foucher, ces deux derniers commerçants, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme ouvriers en métaux, sous le nom de « G. M. T. Stencil Cutting Machine Co. Ltd. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725-o

681-66

Great Whale River Community Association Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de mars 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Thomas Stuart Gillespie, Westmount, Raymond Crevier, Montréal, Paul Fortin, Montréal, David Henry Holland, St-Lambert, tous quatre avocats, Ernest William Mockridge, gérant, St-Lambert, Charles Eric Humphrey, teneur de livres, Verdun, Clifford George Meek, comptable, Guy Ambrose Miller, commis, Colin Richard Chisholm commis, et Theodore William Martinson, teneur de livres, ces quatre derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Organiser et gérer une association à toutes fins sociales, culturelles, récréatives, athlétiques et sportives, sous le nom de « Great Whale River Community Association Ltd. ».

Le montant auquel est limité le revenu annuel de la propriété immobilière que la corporation peut détenir est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à village de Poste-de-la-Baleine, district judiciaire de Haute-riève.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725

900-66

Les Immeubles G. B. G. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1966, constituant en corporation: Louis-Rhéal Tremblay, avocat, 43, rue Ritchot, Repentigny, Gaston Guilbert, restaurateur, et Gisèle Guilbert, ménagère, épouse séparée de biens dudit Gaston Guilbert, ces deux derniers de 42, rue Adrien, Repentigny, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Immeubles G. B. G. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Repentigny, district judiciaire de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725-o

1009-66

Institut de Réhabilitation Richelieu pour les enfants handicapés, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-

Héroux, Gérald Caron, 261, 4th Ave., both industrialists, of Iberville, Anthony Gaspari, 7355 L'Acadie, Apt. 404, and John Gaspari, 8433A Foucher, the two latter traders, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as metal workers, under the name of "G. M. T. Stencil Cutting Machine Co. Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$100 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725

681-66

Great Whale River Community Association Ltd.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Thomas Stuart Gillespie, Westmount, Raymond Crevier, Montreal, Paul Fortin, Montreal, David Henry Holland, St-Lambert, all four advocates, Ernest William Mockridge, manager, St-Lambert, Charles Eric Humphrey, bookkeeper, Verdun, Clifford George Meek, accountant, Guy Ambrose Miller, clerk, Colin Richard Chisholm, clerk, and Theodore William Martinson, bookkeeper, the latter four of Montreal, for the following purposes:

To operate and manage an Association for all social, cultural, amusement, athletic and sporting purposes, under the name "Great Whale River Community Association Ltd."

The amount to which the annual revenue from the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Village of Poste-de-la-Baleine, judicial district of Haute-riève.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725-o

900-66

Les Immeubles G. B. G. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Louis-Rhéal Tremblay, advocate, 43 Ritchot St., Repentigny, Gaston Guilbert, restaurateur, and Gisèle Guilbert, housewife, wife separate as to property of the said Gaston Guilbert, the two latter of 42 Adrien St., Repentigny, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Immeubles G. B. G. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 2,000 preferred class "A" shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Repentigny, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725

1009-66

Institut de Réhabilitation Richelieu pour les enfants handicapés, inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the

gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de novembre 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Albert Dumont, comptable, 33, Moncion, Royal Gauvin, imprimeur, 92, Prud'Homme, Marcel Grand'Mattre, ingénieur, 20, Moncion, Robert-J. Lachapelle, secrétaire exécutif du Conseil Économique du Canada, 10, Cayer, Dr Jean-Eudes Lamont, pédiatre, 8, Cayer, Dr Paul-André Meilleur, médecin interne, 48, Moncion, Dr Guy Morissette, orthopédiste, 22, Thibault, Michel Pharand, avocat, 33, Jolicoeur, et Jacques Vinson, optométriste, 77, Prud'Homme, tous neuf de Hull, pour les objets suivants:

Établir et administrer une clinique pour les enfants handicapés, sous le nom de « Institut de Réhabilitation Richelieu pour les enfants handicapés, inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$5,000,000.

Le siège social de la corporation est à Hull, district judiciaire de Hull.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725-o 4936-65

Island Associates Inc.
Les associés des Iles inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8^e jour de mars 1966, constituant en corporation: Murray Lapin, avocat et conseil en Loi de la reine, 167, chemin Edgell, Westmount, Norman May, avocat, 5748, Eldridge, Côte-St-Luc, et Avrum Rubinger, avocat, 4530, Côte-des-Neiges, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Island Associates Inc. — Les associés des Iles inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725 983-66

Italcian Investment Corporation
Corporation d'investissement Italcian

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8^e jour de mars 1966, constituant en corporation: Sergio F. Cruciani, industriel, Voia 1 Goiran 23, Rome, Italie, Joseph Di Clementi, avocat, 4300, avenue Western, app. 630, Westmount, et J. Giacomo Di Michele, agent de ventes, 2145, Champ Fleury, Laval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Italcian Investment Corporation — Corporation d'investissement Italcian », avec un capital-actions divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est 2015, rue Drummond, suite 750, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725 1053-66

10th day of November, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Albert Dumont, accountant, 33 Moncion, Royal Gauvin, printer, 92 Prud'Homme, Marcel Grand'Mattre, engineer, 20 Moncion, Robert-J. Lachapelle, executive-secretary of the Economic Council of Canada, 10 Cayer, Dr. Jean-Eudes Lamont, pediatrician, 8 Cayer, Dr. Paul-André Meilleur, intern, 48 Moncion, Dr. Guy Morissette, orthopaedist, 22 Thibault, Michel Pharand, lawyer, 33 Jolicoeur, and Jacques Vinson, optometrist, 77 Prud'Homme, all nine of Hull, for the following purposes:

To establish and administer a clinic for handicapped children, under the name of "Institut de Réhabilitation Richelieu pour les enfants handicapés, inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$5,000,000.

The head office of the corporation is at Hull, judicial district of Hull.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725 4936-65

Island Associates Inc.
Les associés des Iles inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Murray Lapin, advocate and Queen's Counsel, 167 Edgell Road, Westmount, Norman May, advocate, 5748 Eldridge, Côte-St-Luc, and Avrum Rubinger, advocate, 4530 Côte-des-Neiges, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "Island Associates Inc. — Les associés des Iles inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each and 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725-o 983-66

Italcian Investment Corporation
Corporation d'investissement Italcian

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Sergio F. Cruciani, industrialist, Via 1 Goiran 23, Rome, Italy, Joseph Di Clementi, advocate, 4300 Western Avenue, Apt. 630, Westmount, and J. Giacomo Di Michele, sales agent, 2145 Champ Fleury, Laval, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Italcian Investment Corporation — Corporation d'investissement Italcian", with a capital stock divided into 1,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 2015 Drummond Street, suite 750, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725-o 1053-66

Jurado Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Melvin Rothman, avocat, 638, avenue Roslyn, Westmount, Alan Golden, avocat, 4067, avenue Vendôme, Montréal, Yvonne Belanger, secrétaire, fille majeure, 4650, avenue Madison, Montréal, et Eleanor Johnson, secrétaire, fille majeure, 5327 A, Prince de Galles, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de «Jurado Investments Ltd.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725 467-66

L & W Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1966, constituant en corporation: David Chin, ingénieur, 6081, rue Hutchison, Montréal, Donald Lee, marchand, 4655, rue Hutchison, Montréal, Hem Wing Lee, ingénieur, 3915, rue St-Urbain, Montréal, et Jun Kin Wong, ingénieur, 3528, rue Jeanne-Mance, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de «L & W Investments Inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5165 ouest, rue Sherbrooke, suite 204, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725 1001-66

Laroche draperies (Sorel) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1966, constituant en corporation: Denis Laroche, commerçant, France Lussier, ménagère, épouse séparée de biens dudit Denis Laroche, tous deux de 430, Bonaventure, Sorel, et Blaise Simoneau, agent d'assurance, 4095, Frontenac, Douville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de draperies, rideaux, couvre-lits, coupons et autres tissus, sous le nom de «Laroche draperies (Sorel) inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 53D, rue Georges, Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725-0 993-66

Jurado Investments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Melvin Rothman, advocate, 638 Roslyn Avenue, Westmount, Alan Golden, advocate, 4067 Vendôme Avenue, Montreal, Yvonne Belanger, secretary, fille majeure, 4650 Madison Avenue, Montreal, and Eleanor Johnson, secretary, fille majeure, 5327 A Prince of Wales, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Jurado Investments Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725-0 467-66

L & W Investments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: David Chin, engineer, 6081 Hutchison Street, Montreal, Donald Lee, merchant, 4655 Hutchison Street, Montreal, Hem Wing Lee, engineer, 3915 St. Urbain Street, Montreal, and Jun Kin Wong, engineer, 3528 Jeanne-Mance Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "L & W Investments Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 5165 Sherbrooke Street West, Suite 204, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725-0 1001-66

Laroche draperies (Sorel) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Denis Laroche, trader, France Lussier, housewife, wife separate as to property of said Denis Laroche, both of 430 Bonaventure, Sorel, and Blaise Simoneau, insurance agent, 4095 Frontenac, Douville, for the following purposes:

To deal in draperies, curtains, bed-spreads, coupons and other fabrics, under the name of "Laroche draperies (Sorel) inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 53D Georges Street, Sorel, judicial district of Richelieu.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725 993-66

Local Metal & Waste Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de mars 1966, constituant en corporation: Mortimer J. Constantine, avocat, 425, avenue Hudson, Leonard Simcoe, avocat, 2787, Benjamin-Sulte, et Bessie Peters, secrétaire, épouse séparée de biens de Dave Peters, 3805, avenue Dupuis, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits de rebut et débris de métaux de toutes sortes, sous le nom de « Local Metal & Waste Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725

971-66

Les Loisirs de Tchitagama inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11^e jour de mars 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Yvette Simard, ménagère, épouse de Robert Simard, Lucie Morel, ménagère, épouse de Jean-Marie Maltais, Rose-Y. Girard, ménagère, épouse de Gaston Tremblay, Gisèle Dufour, ménagère, épouse de Gérard Maltais, et Arthur Morel, journalier, tous cinq de Notre-Dame-du-Rosaire, municipalité de Labrecque, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Les Loisirs de Tchitagama inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Notre-Dame-du-Rosaire, municipalité de Labrecque, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725-o

683-66

M. & M. Hobby limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de mars 1966, constituant en corporation: Henri Gauthier, industriel, 6678, rue des Écores, Montréal, Maurice Coutu, vendeur, 16001, boulevard Ste-Croix, Pierrefonds, et Martial Paré, vendeur, 380, rue Charron, app. 6, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de jouets, nouveautés, articles de marotte (hobby), ameublements, quincaillerie et de toutes sortes de spécialités connexes, sous le nom de « M. & M. Hobby limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725-o

704-66

Local Metal & Waste Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Mortimer J. Constantine, advocate, 425 Hudson Avenue, Leonard Simcoe, advocate, 2787 Benjamin-Sulte, and Bessie Peters, secretary, wife separate as to property of Dave Peters, 3805 Dupuis Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in waster products and scrap metals of all kinds, under the name of "Local Metal & Waste Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725-o

971-66

Les Loisirs de Tchitagama inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Yvette Simard, housewife, wife of Robert Simard, Lucie Morel, housewife, wife of Jean-Marie Maltais, Rose-Y. Girard, housewife, wife of Gaston Tremblay, Gisèle Dufour, housewife, wife of Gérard Maltais, and Arthur Morel, labourer, all five of Notre-Dame-du-Rosaire, municipality of Labrecque, for the following purposes:

The organization of a recreational centre, under the name of "Les Loisirs de Tchitagama inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Notre-Dame-Du-Rosaire, municipality of Labrecque, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725

683-66

M. & M. Hobby limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Henri Gauthier, industrialist, 6678 des Écores Street, Montreal, Maurice Coutu, salesman, 16001 Ste-Croix Boulevard, Pierrefonds, and Martial Paré, salesman, 380 Charron Street, Apt. 6, Montreal, for the following purposes:

To deal in toys, novelties, hobby articles, furniture, hardware and all kinds of specialties connected with these, under the name of "M. & M. Hobby limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Pierrefonds, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725

704-66

**Magasin Continental (Du Lac) Itée
Continental Store (Du Lac) Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1966, constituant en corporation: Jacques Gagnon, 837, Père-Champagnat, Paul-Émile Normand, 734, rue Turgeon, tous deux comptables, et Marthe Desmeules, secrétaire, fille majeure, 544, rue Delage, tous trois de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes marchandises généralement vendues dans un magasin à rayons, sous le nom de « Magasin Continental (Du Lac) Itée — Continental Store (Du Lac) Ltd. », avec un capital total de \$42,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune, 2,000 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725-0

864-66

Magasin Guy inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1966, constituant en corporation: Guy Vachon, épiciier, 412, St-Michel, Jonquière, Joseph-Antoine Vachon, épiciier, et Jacqueline Vachon, secrétaire, fille majeure, ces deux derniers de 671, boulevard St-Ignace, Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciiers, sous le nom de « Magasin Guy inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune, 1,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 190, rue Angers, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725-0

610-66

Marché Lachance inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de mars 1966, constituant en corporation: Nazaire Lachance, homme d'affaires, Florence Nazaire, ménagère, épouse séparée de biens dudit Nazaire Lachance, et dument autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 1261, Jean-Talon est, Montréal, et André Lachance, homme d'affaires, 249, De Blois, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciiers-bouchers, sous le nom de « Marché Lachance inc. », avec un capital total de \$150,000, divisé en 75,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 7,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725-0

1028-66

**Magasin Continental (Du Lac) Itée
Continental Store (Du Lac) Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Gagnon, 837 Père-Champagnat, Paul-Émile Normand, 734 Turgeon Street, both accountants, and Marthe Desmeules, secretary, fille majeure, 544 Delage Street, all three of Chicoutimi, for the following purposes:

To deal in all kinds of merchandise generally sold in a department store, under the name of "Magasin Continental (Du Lac) Itée — Continental Store (Du Lac) Ltd.", with a total capital stock of \$42,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each, 2,000 preferred class "A" shares of \$10 each and into 2,000 preferred class "B" shares of \$1 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725

864-66

Magasin Guy inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Vachon, grocer, 412 St-Michel, Jonquière, Joseph-Antoine Vachon, grocer, and Jacqueline Vachon, secretary, fille majeure, the two latter of 671 St-Ignace Blvd., Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Magasin Guy inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of \$100 each, 1,000 preferred class "A" shares of a nominal value of \$10 each and 1,000 preferred class "B" shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 190 Angers St., Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725

610-66

Marché Lachance inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Nazaire Lachance, businessman, Florence Nazaire, housewife, wife separate as to property of the said Nazaire Lachance, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 1261 Jean-Talon East, Montréal, and André Lachance, businessman, 249 De Blois, Laval, for the following purposes:

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "Marché Lachance inc.", with a total capital stock of \$150,000, divided into 75,000 common shares of \$1 each and 7,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725

1028-66

Louis Mercure automobiles inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de mars 1966, constituant en corporation: François Boisclair, 5789, rue Deom, Jean-Louis Lamoureux, 10485, Jeanne-Mance, et Yvon Brizard, 6538, Louis-Hébert, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Louis Mercure automobiles inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,500 actions classe « A » d'une valeur nominale de \$10 chacune, 2,500 actions classe « B » d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 5,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725-0 953-66

Louis Mercure automobiles inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: François Boisclair, 5789 Deom Street, Jean-Louis Lamoureux, 10485 Jeanne-Mance, and Yvon Brizard, 6538 Louis-Hébert, all three lawyers of Montreal, for the following purposes:

To deal in motor vehicles and to carry on business as garagemen, under the name of "Louis Mercure automobiles inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,500 class "A" shares of a nominal value of \$10 each, 2,500 class "B" shares of a nominal value of \$10 each and into 5,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Sainte-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725 953-66

Mercury Adjustment Bureau Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de mars 1966, constituant en corporation: Benoit Bégin, 5305, 11^e avenue, app. 16, Montréal, Edward James Mallette, 1145, Dieppe, Jean-Paul Brousseau, 1067, Belleville, et Raymond Belleau, 430, Pascal, ces trois derniers de Laval, tous quatre ajusteurs, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents de réclamation, sous le nom de « Mercury Adjustment Bureau Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725-0 941-66

Mercury Adjustment Bureau Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Benoit Bégin, 5305, 11th Avenue, Apt. 16, Montreal, Edward James Mallette, 1145 Dieppe, Jean-Paul Brousseau, 1067 Belleville, and Raymond Belleau, 430 Pascal, the latter three of Laval, all four adjusters, for the following purposes:

To carry on business as adjusters, under the name of "Mercury Adjustment Bureau Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725 941-66

Monten Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de février 1966, constituant en corporation: Conrad Shatner, avocat, 4725, Fulton, Montréal, Joann Israel, secrétaire, fille majeure, 3606, Boulevard, Westmount, Rhoda Cohen, secrétaire, fille majeure, 6427, MacDonald, Montréal, Marjorie Green, secrétaire, fille majeure, 143, Richelieu, St-Jean, et Lesley Roxburgh, secrétaire, fille majeure, 85, Hébert, St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Monten Corporation », avec un capital total de \$100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1538, ouest, rue Sherbrooke, suite 1015, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725 675-66

Monten Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Conrad Shatner, advocate, 4725 Fulton, Montreal, Joann Israel, secretary, fille majeure, 3606 The Boulevard, Westmount, Rhoda Cohen, secretary, fille majeure, 6427 MacDonald, Montreal, Marjorie Green, secretary, fille majeure, 143 Richelieu, St-Johns, and Lesley Roxburgh, secretary, fille majeure, 85 Hébert, St-Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Monten Corporation", with a total capital stock of \$100,000, divided into 5,000 common shares of \$10 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1538 Sherbrooke Street West, Suite 1015, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725-0 675-66

Montreal: Royal Regiment of Canadian Artillery « Numbers One » Club

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de décembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: James Laing, surveillant des ventes, 577, 87e avenue, Laval, Larry West, officier technique, 7900, Desvendenne, Anjou, Jerry Forrest, trésorier, 50, avenue Stream, Dorval, William Falls, agent de service de l'immigration, 799, avenue Campbell, Greenfield Park, et Richard Joseph Connor, courtier en immeubles, 107, rue Charles, Pointe-Claire, pour les objets suivants:

Préserver et perpétuer les associations et les traditions du « Royal Regiment of Canadian Artillery », sous le nom de « Montreal: Royal Regiment of Canadian Artillery « Number One » Club ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder ou détenir est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est 4600, avenue Lacombe, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725 5340-65

Murray Hill Equity Ventures Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de mars 1966, constituant en corporation: Isidore M. Bobrove, avocat et conseil en Loi de la reine, 5765, Côte-St-Luc, Hampstead, Nina Krolik, secrétaire, fille majeure, 5730, Esplanade, Montréal, et Jack B. Bobrove, avocat, 5615, avenue Cork, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Murray Hill Equity Ventures Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 39,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725 968-66

New Dream Lounge Bar Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de mars 1966, constituant en corporation: Seymour Luteran, étudiant en droit, 7920, chemin Côte-St-Luc, Côte-St-Luc, Micheline Desjatnyk, 12, Coolbreeze, Pointe-Claire, et Susan Curtis, 4635, Clanranald, Montréal, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « New Dream Lounge Bar Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725 970-66

Montreal: Royal Regiment of Canadian Artillery «Numbers One» Club

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: James Laing, sales supervisor, 577, 87th Avenue, Laval, Larry West, technical officer, 7900 Desvendenne, Anjou, Jerry Forrest, treasurer, 50 Stream Avenue, Dorval, William Falls, immigration officer, 799 Campbell Avenue, Greenfield Park, and Richard Joseph Connor, real estate broker, 107 Charles Street, Pointe-Claire, for the following purposes:

To preserve and perpetuate the associations and traditions of the Royal Regiment of Canadian Artillery, under the name of "Montreal: Royal Regiment of Canadian Artillery "Numbers One" Club".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess or hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at 4600 Lacombe Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725-o 5340-65

Murray Hill Equity Ventures Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Isidore M. Bobrove, advocate and Queen's Counsel, 5765 Côte St-Luc, Hampstead, Nina Krolik, secretary, spinster of the full age of majority, 5730 Esplanade, Montreal, and Jack B. Bobrove, advocate, 5615 Cork Avenue, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Murray Hill Equity Ventures Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each and 39,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725-o 968-66

New Dream Lounge Bar Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Seymour Luteran, law-student, 7920 Côte-St-Luc Road, Côte-St-Luc, Micheline Desjatnyk, 12 Coolbreeze, Pointe-Claire, and Susan Curtis, 4635 Clanranald, Montreal, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "New Dream Lounge Bar Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 30,000 common shares of \$1 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725-o 970-66

E. Normand inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de mars 1966, constituant en corporation: Paul Langlais, voyageur et représentant, Jeannine Caron, ménagère, épouse séparée de biens dudit Paul Langlais, tous deux de 2923, de Courcelles, Ste-Foy, et Émilien Martel, comptable agréé, 17, de la Savoie, Courville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes espèces d'articles et marchandises qui font généralement l'objet d'un commerce d'épicerie, sous le nom de « E. Normand inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725-0 995-66

**Northland Shopping Centres
(Canada) Limited
Les Centres d'achats du Nord
(Canada) limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8^e jour de mars 1966, constituant en corporation: Joseph E. Cassar, avocat, 1755, rue Prospect, Sherbrooke, Rita Breton, secrétaire, célibataire, 1027, rue Pacifique, Sherbrooke, et Yvette Drouin, secrétaire, épouse de Hervé Desjardins, 410, rue Florence, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Northland Shopping Centres (Canada) Limited — Les Centres d'achats du Nord (Canada) limitée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 158, rue Frontenac, suite 22, Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725 5701-65

O. T. J. Ste-Rosalie

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4^e jour de mars 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Laval Lapierre, mécanicien, Eugène Gosselin, boulanger, et Denis Girard, aide-arpenteur, tous trois de Ste-Rosalie, comté de Bagot, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « O. T. J. Ste-Rosalie ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$15,000.

Le siège social de la corporation est à Ste-Rosalie, comté de Bagot, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725-0 851-66

E. Normand inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Paul Langlais, traveller and representative, Jeannine Caron, housewife, wife separate as to property of the said Paul Langlais, both of 2923 de Courcelles, Ste-Foy, and Émilien Martel, chartered accountant, 17 de la Savoie, Courville, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of articles and merchandise generally sold in a grocery store, under the name of "E. Normand inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Ste-Foy, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725 995-66

**Northland Shopping Centres
(Canada) Limited
Les Centres d'achats du Nord
(Canada) limitée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Joseph E. Cassar, lawyer, 1755 Prospect Street, Sherbrooke, Rita Breton, secretary, spinster, 1027 Pacific Street, Sherbrooke, and Yvette Drouin, secretary, wife of Hervé Desjardins, 410 Florence Street, Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Northland Shopping Centres (Canada) Limited — Les Centres d'achats du Nord (Canada) limitée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 4,000 common shares of the par value of \$10 each and 600 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company is at 158 Frontenac Street, Suite 22, Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725-0 5701-65

O. T. J. Ste-Rosalie

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Laval Lapierre, mechanic, Eugène Gosselin, baker, and Denis Girard, surveyor helper, all three of Ste-Rosalie, county of Bagot, for the following purposes:

The organization of a recreation centre, under the name of "O. T. J. Ste-Rosalie".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire or hold is to be limited, is \$15,000.

The head office of the corporation is at Ste-Rosalie, county of Bagot, judicial district of St-Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725 851-66

Oxford and Mansell Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1966, constituant en corporation: Gordon L. Echenberg, 4125, Blueridge Crescent, C. Ralph Lipper, 4350, ouest, Sherbrooke, Robert S. Litvack, 5217, avenue Ponsard, tous trois de Montréal, et Nathaniel H. Salomon, 95, chemin Dufferin, Hampstead, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Oxford and Mansell Incorporated », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1, place Ville Marie, suite 3635, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725 921-66

P. B. Properties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 48 jour de mars 1966, constituant en corporation: Dimitrios Kourebes, chauffeur, Betty Brinia, travailleuse d'usine, épouse dudit Dimitrios Kourebes, tous deux de 6116, rue Durocher, app. 17, Outremont, et Popi Brinia, travailleur d'usine, 7092, Chester, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « P. B. Properties Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725 938-66

P & H Specialties Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1966, constituant en corporation: Abe Markoff, homme d'affaires, 4902, avenue Melrose, Montréal, Maurice C. Laniel, avocat, 3465, avenue Belmore, Montréal, et Claude Joncas, avocat, 182, avenue de l'Épée, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « P & H Specialties Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725 994-66

Patsilk Investment Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des

Oxford and Mansell Incorporated

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, Gordon L. Echenberg, 4125 Blueridge Crescent, C. Ralph Lipper, 4350 Sherbrooke West, Robert S. Litvack, 5217 Ponsard Avenue, all three of Montreal, and Nathaniel H. Salomon, 95 Dufferin Road, Hampstead, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "Oxford and Mansell Incorporated", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 1 Place Ville Marie, Suite 3635, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725-0 921-66

P. B. Properties Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Dimitrios Kourebes, chauffeur, Betty Brinia, factory worker, wife of the said Dimitrios Kourebes, both of 6116 Durocher Street, Apt. 17, Outremont, and Popi Brinia, factory worker, 7092 Chester, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "P. B. Properties Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725-0 938-66

P & H Specialties Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Abe Markoff, business man, 4902 Melrose Avenue, Montreal, Maurice C. Laniel, advocate, 3465 Belmore Avenue, Montreal, and Claude Joncas, advocate, 182 de l'Épée, Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "P & H Specialties Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725-0 994-66

Patsilk Investment Club Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1966, have been issued by

lettres patentes, en date du 4^e jour de mars 1966, constituant en corporation: Louis H. Rohrlick, avocat et conseil en Loi de la reine, 4300, avenue Western, Westmount, Stephen Goldschleger, avocat, 5758, avenue Glenardon, Côte-St-Luc, Joan E. Stephens, 500, 40^e Avenue, Lachine, Thérèse Perreault, 10430, André-Jobin, app. 3, Montréal, et Ida Polisuk, 2070, rue Veniard, St-Laurent, ces trois dernières secrétaires, célibataires d'âge majeur, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Patsilk Investment Club Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 38,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725

988-66

B. Patterson Garage Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1^{er} jour de février 1966, constituant en corporation: Berwick Patterson, garagiste, Gwendolyn Patterson, ménagère, épouse commune en biens dudit Berwick Patterson, et Phoebe Patterson, retraitée, veuve, tous trois de 16, avenue Laurelwood, Pointe-Claire, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « B. Patterson Garage Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 20, avenue Valois Bay, Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725

38-66

Les Placements Elcano inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de mars 1966, constituant en corporation: Henri Fortin, notaire, 5120, 3^e avenue est, Charlesbourg, Claude Royer, notaire, 2785, Poitiers, Ste-Foy, et André Cossette, notaire, 215, 75^e rue est, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les Placements Elcano inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 450 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 509, boulevard Charest est, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725-o

1023-66

Les Placements Grande Allée inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de mars 1966, constituant en corporation: Bruno Pateras,

the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Louis H. Rohrlick, advocate and Queen's Counsel, 4300 Western Avenue, Westmount, Stephen Goldschleger, advocate, 5758 Glenarden Avenue, Côte-St-Luc, Joan E. Stephens, 500, 40th Avenue, Lachine, Thérèse Perreault, 10430 André-Jobin, apt. 3, Montreal, and Ida Polisuk, 2070 Veniard Street, St-Laurent, the latter three secretaries, spinsters of the legal age of majority, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Patsilk Investment Club Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$1 each and 38,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725-o

988-66

B. Patterson Garage Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Berwick Patterson, garagist, Gwendolyn Patterson, housewife, wife common as to property of the said Berwick Patterson, and Phoebe Patterson, retired, widow, all three of 16 Laurelwood Avenue, Pointe-Claire, for the following purposes:

To deal in motor vehicles and to do business as garage-keepers, under the name of "B. Patterson Garage Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 20 Valois Bay Avenue, Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725-o

38-66

Les Placements Elcano inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Henri Fortin, notary, 5120, 3rd Ave. East, Charlesbourg, Claude Royer, notary, 2785 Poitiers, Ste-Foy, and André Cossette, notary, 215, 75th St. East, Charlesbourg, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Placements Elcano inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 450 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 509 Charest Blvd. East, Québec, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725

1023-66

Les Placements Grande Allée inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Bruno Pateras, 11818 Frigon

11818, rue Frigon, Montréal, Yvan Macerola, 2805, rue Marquette, Laval, et James Galileo, 1607, rue Massenet, Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Les Placements Grande Allée inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10031, rue Laverdure, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725 1002-66

Polygraph Printing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Conrad Shatner, avocat, 4725, Fulton, Montréal, Rhoda Cohen, secrétaire, célibataire, 143, Richelieu, St-Jean, et Jo Ann Israel, 3606, The Boulevard, Westmount, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimeurs généraux, sous le nom de « Polygraph Printing Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3737, boulevard Métropolitain, suite 1002, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725 5611-65

Les Provisions de choix inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1966, constituant en corporation: Richard Melançon, commerçant, 3775, du Souvenir, Laval, Lilianne Kirouac, commerçante, épouse séparée de biens de Gérard Kirouac, 8600, 25e Avenue, St-Michel, et Gilles Chatel, avocat, 4530, Côte-des-Neiges, app. 1615, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Les Provisions de choix inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725-0 973-66

Quebec Association of Teachers of Education

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Raymond A. Cartwright, avocat, 71, chemin Devon, Baie d'Urfé, Ian G. W. Lundie, avocat, 45, avenue Claude, Beaconsfield, et Donald Kujan, avocat, 3480, chemin Côte-de-Liesse, Mont Royal, pour les objets suivants:

Représenter tous « professeurs d'école normale » dans les collèges de professeurs catholiques

Street, Montreal, Yvan Macerola, 2805 Marquette Street, Laval, and James Galileo, 1607 Massenet Street, Laval, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Les Placements Grande Allée inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 10031 Laverdure Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725-0 1002-66

Polygraph Printing Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Conrad Shatner, advocate, 4725 Fulton, Montreal, Rhoda Cohen, secretary, spinster, 143 Richelieu, St. Johns, and Jo Ann Israel, 3606 The Boulevard, Westmount, for the following purposes:

To carry on the business of general printers, under the name of "Polygraph Printing Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 3737 Metropolitan Boulevard, Suite 1002, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725-0 5611-65

Les Provisions de choix inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Richard Melançon, trader, wife separate as to property of Gérard Kirouac, 8600, 25th Avenue, St-Michel, and Gilles Chatel, lawyer, 4530 Côte-des-Neiges, apt. 1615, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "Les Provisions de choix inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725 973-66

Quebec Association of Teachers of Education

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Raymond A. Cartwright, advocate, 71 Devon Road, Baie-d'Urfé, Ian G. W. Lundie, advocate, 45 Claude Avenue, Beaconsfield, and Donald Kujan, advocate, 3480 Côte-de-Liesse Road, Mount Royal, for the following purposes:

To represent all "normal school professors" in English Catholic Teachers Colleges, under the

anglais, sous le nom de « Quebec Association of Teachers of Education ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est de \$10,000.

Le siège social de la corporation est 1015, côte du Beaver Hill, suite 405, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725

5002-65

Raphael 67 inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1966, constituant en corporation: Pierre Mondor, avocat, Andrée Ruffo, ménagère, épouse séparée de biens dudit Pierre Mondor, tous deux de 1965, de l'Église, St-Laurent, Agathe Beauchamp, secrétaire, épouse commune en biens de Robert Houde, 526, Marie-Thérèse, Ste-Thérèse, Wolfgang Langheit, restaurateur, et Huguette Ruffo, ménagère, épouse séparée de biens dudit Wolfgang Langheit, ces deux derniers de 5920, Panama, Brossard, pour les objets suivants:

Organiser, acquérir, administrer et disposer de commerces d'hôtellerie, sous le nom de « Raphael 67 inc. », avec un capital total de \$120,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7455, boulevard Montréal-Toronto, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725-o

641-66

Maurice Rentner - Shedlack Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de mars 1966, constituant en corporation: Ben Schecter, avocat et conseil en Loi de la reine, Mervyn N. Rosenstein, avocat, Charles Spector, avocat, Raymonde Luterman, secrétaire, célibataire, et Margaret McMartin, secrétaire, célibataire, tous les cinq de Montréal, pour les objets suivants:

Confectionner des robes, costumes, manteaux et appareils vestimentaires pour dames, en faire le commerce sous le nom de « Maurice Rentner - Shedlack Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1470, rue Peel, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725

915-66

Restaurant Thomas inc. Thomas Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1966, constituant en corporation: Alfred-B. Thomas, maître d'hôtel, Corrine Giguère, ménagère, épouse dudit Alfred-B. Thomas, tous deux de 2611,

name of "Quebec Association of Teachers of Education".

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation is at 1015 Beaver Hill, Suite 405, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725-o

5002-65

Raphael 67 inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Pierre Mondor, advocate, André Ruffo, housewife, wife separate as to property of the said Pierre Mondor, both of 1665 de l'Église, St-Laurent, Agathe Beauchamp, secretary, wife common as to property of Robert Houde, 526 Marie-Thérèse, Ste-Thérèse, Wolfgang Langheit, restaurateur, and Huguette Ruffo, housewife, wife separate as to property of the said Wolfgang Langheit, the latter two of 5920 Panama, Brossard, for the following purposes:

To organize, acquire, administer and alienate the hotel trade, under the name of "Raphael 67 inc.", with a total capital stock of \$120,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 1,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 7455 Montreal-Toronto boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725

641-66

Maurice Rentner - Shedlack Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Ben Schecter, advocate and Queen's Counsel, Mervyn N. Rosenstein, advocate, Charles Spector, advocate, Raymonde Luterman, secretary, spinster, and Margaret McMartin, secretary, spinster, all five of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in dresses, suits, coats and women's apparel, under the name of "Maurice Rentner - Shedlack Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each and 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at 1470 Peel Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725-o

915-66

Restaurant Thomas inc. Thomas Restaurant Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Alfred-B. Thomas, maître d'hôtel, Corrine Giguère, housewife, wife of the said Alfred-B. Thomas, both of 2611 Place

Place Beauséjour, Ste-Foy, et John Thomas, gérant, 760, Chouinard, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, traiteurs et aubergistes, sous le nom de « Restaurant Thomas inc. — Thomas Restaurant Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725-o 989-66

Restaurants « La Caravelle » inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de mars 1966, constituant en corporation: Jean Bruneau, 411, Quinn, Longueuil, Robert Dulude, 90, Galt, Dorion, tous deux avocats, Jeanne Lesieur, 10537, Berri, Montréal, Lise Désautels, 3484, 43e rue, St-Michel, et Lyse St-Louis, 611, Mercille, St-Lambert, ces trois dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public et faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurants « La Caravelle » inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 8,000 actions classe « A » de \$10 chacune et en 2,000 actions classe « B » de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1650, boulevard des Laurentides, suite 350, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725-o 943-66

S. M. R. Equipment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1966, constituant en corporation: Charles Wolfson, avocat et conseil en Loi de la reine, Richard Boucher, agent d'immeubles, et Isabel Brodeur, secrétaire, célibataire, fille majeure, tous trois de 1010, ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'appareils de chauffage à air chaud et de climatisation, sous le nom de « S. M. R. Equipment Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1400, rue St-Louis, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725 985-66

Les Sacs à main Grand Prix inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de mars 1966, constituant en corporation: Bernard C. Forest, notaire, 3760, avenue Harvard, Montréal, Solange Julien, secrétaire, fille majeure, 5306,

Beauséjour, Ste-Foy, and John Thomas, manager, 760 Chouinard, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, caterers and inn-keepers, under the name of "Restaurant Thomas inc. — Thomas Restaurant Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of \$100 each and 300 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725 989-66

Restaurants "La Caravelle" inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Jean Bruneau, 411 Quinn, Longueuil, Robert Dulude, 90 Galt, Dorion, both advocates, Jeanne Lesieur, 10537 Berri, Montreal, Lise Désautels, 3484, 43rd St., St-Michel, and Lyse St-Louis, 611 Mercille, St-Lambert, the three latter secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To carry on the business which consists in supplying the public with entertainment, and to act as restaurateurs, under the name of "Restaurants "La Caravelle" inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 8,000 class "A" shares of \$10 each and 2,000 class "B" shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1650 Laurentian Blvd., suite 350, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725 943-66

S. M. R. Equipment Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Charles Wolfson, advocate and Queen's Counsel, Richard Boucher, realtor, and Isabel Brodeur, secretary, spinster of the full age of majority, all three of 1010 St. Catherine Street West, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in warm air heating systems and air conditioning systems, under the name of "S. M. R. Equipment Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1400 St-Louis Street, St-Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725-o 985-66

Les Sacs à main Grand Prix inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Bernard C. Forest, notary, 3760 Harvard Avenue, Montreal, Solange Julien, secretary, fille majeure, 5306 Bro-

rue Brodeur, Montréal, et Guy Lacoste, notaire, 3787, avenue Vendôme, Montréal, pour les objets suivants:

Fabrication et commerce de bourses, sacoches, valises et autres produits similaires, sous le nom de « Les Sacs à main Grand Prix inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 390 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1800, rue Parthenais, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725-0

714-66

Salon McGill Beauty Shoppe inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de mars 1966, constituant en corporation: Norman C. Denys, avocat, 116, Jasper, Mont-Royal, Jean-Roch Boivin, avocat, 8960, rue St-Urbain, Montréal, et René Beaulac, avocat, 268, Molière, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un ou des salons de beauté ou de coiffure, sous le nom de « Salon McGill Beauty Shoppe inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 455, rue Sherbrooke ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725-0

942-66

Senro Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de mars 1966, constituant en corporation: Bernard Gardner, 412, chemin Northcote, Rosemère, Sheldon Finkelstein, 5712, avenue Wilderton, Montréal, Pinja E. Blitt, 4505, rue Plamondon, Montréal, et Hilliard Ginsberg, 3459, rue Drummond, Montréal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Senro Investment Corp. », avec un capital total de \$75,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 65,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5485 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725

867-66

Simard Amin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de mars 1966, constituant en corporation: Fridolin Simard, industriel, 2, Surrey Gardens, Westmount, Jean Labonté, administrateur, 9265, boulevard La-Salle, LaSalle, et Gérard Lafontaine, administrateur, Estérel, pour les objets suivants:

deur Street, Montreal, and Guy Lacoste, notary, 3787 Vendôme Avenue, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in purses, wallets, suit-cases and other similar products, under the name of "Les Sacs à main Grand Prix inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$1 each and into 390 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 1800 Parthenais Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725

714-66

Salon McGill Beauty Shoppe inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Norman C. Denys, lawyer, 116 Jasper, Mont-Royal, Jean-Roch Boivin, lawyer, 8960 St-Urbain Street, Montreal, and René Beaulac, lawyer, 268 Molière, Montreal, for the following purposes:

To operate one or several beauty or hair-dressing salons, under the name of "Salon McGill Beauty Shoppe inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 455 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725

942-66

Senro Investment Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Bernard Gardner, 412 Northcote Road, Rosemère, Sheldon Finkelstein, 5712 Wilderton Avenue, Montreal, Pinja E. Blitt, 4505 Plamondon Street, Montreal, and Hilliard Ginsberg, 3459 Drummond Street, Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Senro Investment Corp.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 65,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 5485 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725-0

867-66

Simard Amin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Fridolin Simard, industrialist, 2 Surrey Gardens, Westmount, Jean Labonté, administrator, 9265 LaSalle Blvd., LaSalle, and Gérard Lafontaine, administrator, Estérel, for the following purposes:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Simard Amin inc », avec un capital total de \$100,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 6,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3037, rue Jarry est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725-o 996-66

Société Gesbec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Denis Côté, comptable, 7438, St-Denis, André Choquette, comptable, 631, Guizot est, et Roland Provost, comptable agréé, 1473, Joliette, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de financement, de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Société Gesbec inc. », avec un capital total de \$200,000, divisé en 50,000 actions ordinaires de \$1 chacune, 250 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune et en 1,250 actions privilégiées classe « B » de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725-o 28-65

Société Sèze inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mars 1966, constituant en corporation: Armand Demers, entrepreneur, 1200, 14e avenue, J.-Pierre Filion, entrepreneur, 643, 20e rue est, Arthur Simoneau, entrepreneur, 662, 15e rue sud, Jacques Foucault, employé de chemins de fer nationaux, 635, 9e avenue, Alphonse Goulet, marchand, 302, 23e rue, Jacques Lamontagne, marchand, 631, 10e rue, Dr Guy Grondin, médecin, 689, 9e avenue, Benoit Labrie, employé de l'Hydro-Québec, 1102, 9e avenue, Lionel Mitchell, gérant, 875, 21e rue, Ernest Moffet, gérant de Caisse Populaire, 941, 8e rue centre, Michel Morneau, rentier, 1035, 7e avenue centre, Armand Roberge, paysagiste, 1623, 7e avenue est, tous douze de Charny, J.-Roch Bergeron, ingénieur, 1203, Argenteuil, André Fréchette, arpenteur-géomètre, 2655, Quatre-Bourgeois, Roland Labrie, fonctionnaire, 832, avenue Rougemont, tous trois de Ste-Foy, et Marcel Carrier, entrepreneur, 19, Godbout, St-Romuald-d'Etchemin, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Société Sèze inc. », avec un capital total de \$200,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 18,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Charny, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725-o 882-66

Studio de Santé de Ste-Foy Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Simard Amin inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each and 6,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 3037 Jarry St. East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725 996-66

Société Gesbec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Denis Côté, accountant, 7438 St-Denis, André Choquette, accountant, 631 Guizot East, and Roland Provost, chartered accountant, 1473 Joliette, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as a finance, investment and holding company, under the name of "Société Gesbec inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 50,000 common shares of \$1 each, 250 preferred class "A" shares of \$100 each and 1,250 preferred class "B" shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725 28-65

Société Sèze inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3e jour de mars 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Armand Demers, contractor, 1200, 14th Avenue, J.-Pierre Filion, contractor, 643, 20th Street, East, Arthur Simoneau, contractor, 662, 15th Street, South, Jacques Foucault, National Railways employee, 635, 9th Avenue, Alphonse Goulet, merchant, 302, 23rd Street, Jacques Lamontagne, merchant, 631, 10th Street, Dr. Guy Grondin, physician, 689, 9th Avenue, Benoit Labrie, Hydro-Quebec employee, 1102, 9th Avenue, Lionel Mitchell, manager, 875, 21st Street, Ernest Moffet, Trade Union Manager, 941, 8th Street Centre, Michel Morneau annuitant, 1035, 7th Avenue, Centre, Armand Roberge, landscaper, 1623, 7th Avenue, East, all twelve of Charny, J.-Roch Bergeron, engineer, 1203, Argenteuil, André Fréchette, land-surveyor, 2655, Quatre-Bourgeois, Roland Labrie, civil employee, 832, Rougemont Avenue, all three of Ste-Foy and Marcel Carrier, contractor, 19, Godbout, St-Romuald-d'Etchemin, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Société Sèze inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 18,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Charny, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725 882-66

Studio de Santé de Ste-Foy Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the

du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de mars 1966, constituant en corporation: Gérard Choquette, administrateur, Monique Choquette, ménagère, épouse séparée de biens dudit Gérard Choquette, tous deux de 16, rue Highland, LaSalle, et Conrad Choquette, gérant, 763, boulevard Charest, Québec, pour les objets suivants:

Exploiter, utiliser et diriger des studios de santé, sous le nom de « Studio de Santé de Ste-Foy ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 969, route de l'Église, Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725 961-66

Syndex inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25^e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Mathieu Dubé, représentant, Christiane Beaumont, ménagère, épouse dudit Mathieu Dubé, tous deux de 5869, Jacinthes, Jean-Guy Vézina, poseur de tapis, 3276, Place Tilleuls, tous trois d'Orsainville, Jules Cloutier, gérant, 3480, 2^e Avenue, Gaston Jean, étudiant, 1405, de Longueuil, Jacques Levesque, président, 40, des Pins est, tous trois de Québec, Raymond Roberge, représentant 8390, Place Montaigne, Jean-Claude Desbiens, professeur, 333, 46^e Rue, Paul Brochu, ingénieur professionnel, 614, 76^e Rue, tous trois de Charlesbourg, et Jean-Yves Plamondon, vendeur, 87, Caron, Loretteville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Syndex inc. », avec un capital total de \$200,000, divisé en 1,600 actions ordinaires de \$25 chacune et en 6,400 actions privilégiées de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3480, 2^e Avenue, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725-o 326-66

Taverne Concorde inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de mars 1966, constituant en corporation: Pierre Durand, avocat, 4027, Vendôme, Montréal, Michel Dagenais, avocat, 383, chemin Ste-Catherine, Outremont, et Suzanne Boivin, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 6460, Ernest-Lavigne, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une taverne, sous le nom de « Taverne Concorde inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725-o 790-66

Theatre Technology of Quebec, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur

7th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Gérard Choquette, executive, Monique Choquette, housewife, wife separate as to property of the said Gérard Choquette, both of 16 Highland Street, LaSalle, and Conrad Choquette, manager, 763 Charest Boulevard, Quebec, for the following purposes:

To operate, use and manage health studios, under the name of "Studio de Santé de Ste-Foy ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 969 Route de l'Église, Ste-Foy, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725-o 961-66

Syndex inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Mathieu Dubé, representative, Christiane Beaumont, housewife, wife of the said Mathieu Dubé, both of 5869 Jacinthes, Jean-Guy Vézina, carpet layer, 3276 Place Tilleuls, all three of Orsainville, Jules Cloutier, manager, 3480, 2nd Avenue, Gaston Jean, student, 1405 de Longueuil, Jacques Levesque, president, 40 des Pins East, all three of Quebec, Raymond Roberge, representative, 8390 Place Montaigne, Jean-Claude Desbiens, professor, 333, 46th Street, Paul Brochu, professional engineer, 614, 76th Street, all three of Charlesbourg, and Jean-Yves Plamondon, salesman, 87 Caron, Loretteville, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Syndex inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 1,600 common shares of \$25 each and 6,400 preferred shares of \$25 each.

The head office of the company is at 3480, 2nd Ave., Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725 326-66

Taverne Concorde inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Pierre Durand, lawyer, 4027 Vendôme, Montreal, Michel Dagenais, lawyer, 383 Ste-Catherine Road, Outremont, and Suzanne Boivin, secretary, fille majeure using her rights, 6460 Ernest-Lavigne, Montreal, for the following purposes:

To operate a tavern, under the name of "Taverne Concorde inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725 790-66

Theatre Technology of Quebec, Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the

teur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1966, constituant en corporation: Wendell Howard Laidley, avocat et conseil en Loi de la reine, Anatole Lesyk, Harold Digby Clarke et Roger Stanley Ackman, ces trois derniers avocats, tous quatre du 11e étage, 231 ouest, rue St-Jacques, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'étalage et d'accessoires d'éclairage à être utilisés mais non limités à des représentations théâtrales et artistiques, mediums publicitaires, commerciaux et autres, sous le nom de « Theatre Technology of Quebec, Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

14725

1025-66

Thomas & Dilworth Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de février 1966, constituant en corporation: Clifford George Meek, comptable, 3101, avenue Maplewood, Montréal, Theodore William Martinson, commis, 4217, avenue Western, Westmount, et Colin Richard Chisholm, commis, 2534, boulevard Pie IX, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et de constructeurs, sous le nom de « Thomas & Dilworth Ltd. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 8,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

14725

833-66

Vitrierie Harvey Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de mars 1966, constituant en corporation: J.-Vincent Fleury, avocat, 804, rue Dufour est, Alma, André Plourde, comptable, St-Jérôme (Métabetchouan), et Yvette Gobeil, secrétaire, fille majeure, 86, rue Morin, Alma, pour les objets suivants:

Faire le commerce du verre et de tous les articles ou marchandises contenant du verre ou du silicium, sous le nom de « Vitrierie Harvey Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Alma, district judiciaire de Roberval.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

14725-0

719-66

**La voix des parents de la régionale
Louis-Hémon**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Louise Garneau, commerçante, épouse de

10th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Wendell Howard Laidley, advocate and Queen's Counsel, Anatole Lesyk, Harold Digby Clarke and Roger Stanley Ackman, the latter three advocates, all four of 11th Floor, 231 St. James Street West, Montreal, for the following purposes:

To deal in displays and lighting equipment to be used in but not limited to theatre and art presentations, advertising media, commercial and other media, under the name of "Theatre Technology of Quebec, Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725-0

1025-66

Thomas & Dilworth Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Clifford George Meek, accountant, 3101, Maplewood Avenue, Montreal, Theodore William Martinson, clerk, 4217 Western Avenue, Westmount, and Colin Richard Chisholm, clerk, 2534 Pie IX Boulevard, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors and builders, under the name of "Thomas & Dilworth Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 8,000 common shares of the par value of \$10 each and 2,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725-0

833-66

Vitrierie Harvey Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: J.-Vincent Fleury, advocate, 804 Dufour St. East, Alma, André Plourde, accountant, St-Jérôme (Métabetchouan), and Yvette Gobeil, secretary, fille majeure, 86 Morin St., Alma, for the following purposes:

To carry on business dealing in glass and in all articles or merchandise containing glass or silicon, under the name of "Vitrierie Harvey Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Alma, judicial district of Roberval.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725

719-66

**La voix des parents de la régionale
Louis-Hémon**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Louise Garneau, merchant, wife of

Jean-Paul Tremblay, 122, rue des Cèdres, Xavier Dallaire, agent vendeur, 71, boulevard Walberg est, tous deux de Dolbeau, et Paul-Arthur Déry, commis voyageur, 4, rue Ste-Jean d'Arc, St-Félicien, pour les objets suivants:

Développer chez les parents le sens des responsabilités en matière d'éducation, sous le nom de « La voix des parents de la régionale Louis-Hémon ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$75,000.

Le siège social de la corporation est à Dolbeau, district judiciaire de Roberval.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725-o 431-66

Vulcan Inspection & Drafting Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1966, constituant en corporation: Samuel H. Shriar, Murray B. Spiegel et Harvey M. Cooperstone, tous trois avocats de 1010 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de dessin structural et de projets en général, sous le nom de « Vulcan Inspection & Drafting Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725 1056-66

Ronald Williams Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1966, constituant en corporation: Ronald Williams, courtier d'assurance, Dorothy Fitzgerald, ménagère, épouse séparée de biens dudit Roland Williams, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 715, avenue Acadia, Lachine, et Henry Walker Williams, retraité, 130, avenue Arlington, Westmount, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de courtiers et agents d'assurance, sous le nom de « Ronald Williams Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725 774-66

Jean-Paul Tremblay, 122 des Cèdres Street, Xavier Dallaire, sales agent, 71 Walberg Boulevard East, both of Dolbeau, and Paul-Arthur Déry, travelling salesman, 4 Ste-Jeanne d'Arc Street, St-Félicien, for the following purposes:

To develop among parents the sense of responsibility in educational matters, under the name of "La voix des parents de la régionale Louis-Hémon".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or hold is to be limited, is \$75,000.

The head office of the corporation is at Dolbeau, judicial district of Roberval.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725 431-66

Vulcan Inspection & Drafting Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Samuel H. Shriar, Murray B. Spiegel and Harvey M. Cooperstone, all three advocates of 1010 St. Catherine Street West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of structural designing and drafting generally, under the name of "Vulcan Inspection & Drafting Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725-o 1056-66

Ronald Williams Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ronald Williams, insurance broker, Dorothy Fitzgerald, housewife, wife separate as to property of the said Ronald Williams, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 715 Acadia Avenue, Lachine, and Henry Walker Williams, retired gentleman, 130 Arlington Avenue, Westmount, for the following purposes:

To carry on the business of insurance brokers and agents, under the name of "Ronald Williams Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725-o 774-66

Lettres patentes supplémentaires

Alba Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour de février 1966, à la compagnie « Alba Corporation », 1° étendant ses pouvoirs; 2° augmen-

Supplementary Letters Patent

Alba Corporation

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of "Alba Corporation", 1. extending its powers; 2. increasing its capital from

tant son capital de \$1,000 à \$40,000, par la création de 9,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, 15,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune et 15,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725 3482-63 — 1313/23

Almar Imports Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour de décembre 1965, à la compagnie « Almar Imports Inc. », augmentant son capital de \$20,000 à \$40,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725 4781-64 — 1312/68

Association provinciale des infirmiers du Québec

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé, des lettres patentes supplémentaires en date du 3e jour de mars 1966, à l'« Association provinciale des infirmiers du Québec », étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725-0 4029-64 — 1312/123

Benoit & Kersen Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 2e jour de mars 1966, à la compagnie « P. K. Kersen Co. Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 29e jour de juin 1964, changeant son nom en celui de « Benoit & Kersen Ltd. ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725 2957-64 — 1312-55

La Bibliothèque des Sources — Sources Library

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 3e jour de mars 1966, à la compagnie « Roxboro-North Shore Library Association », constituée en corporation en vertu des dispositions de la troisième partie de ladite Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 16e jour de février 1961, changeant son nom en celui de « La Bibliothèque des Sources — Sources Library ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725 10183-61 — 1312/56

Yvon Boyer inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 11e jour de mars 1966, à la compagnie « J. A. Frenette

\$1,000 to \$40,000, by the creation of 9,000 common shares of a par value of \$1 each, 15,000 class "A" preferred shares of a par value of \$1 each and 15,000 class "B" preferred shares of a par value of \$1 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725-0 3482-63 — 1313/23

Almar Imports Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Almar Imports Inc.", increasing its capital from \$20,000 to \$40,000, the additional capital stock being divided into 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725-0 4781-64 — 1312/68

Association provinciale des infirmiers du Québec

Notice is hereby given that under the Companies Act, the Administrator of the Government of the Province has granted, supplementary letters patent dated the 3rd day of March, 1966, to l'« Association provinciale des infirmiers du Québec », extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725 4029-64 — 1312/123

Benoit & Kersen Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "P. K. Kersen Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 29th day of June, 1964, changing its name to that of "Benoit & Kersen Ltd.".

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725-0 2957-64 — 1312-55

La Bibliothèque des Sources — Sources Library

Notice is given that, under the provisions of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Roxboro-North Shore Library Association", incorporated under the provisions of Part III of the said Companies Act, by letters patent dated the 16th day of February, 1961, changing its name to that of "La Bibliothèque des Sources — Sources Library".

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725-0 10183-61 — 1312/56

Yvon Boyer inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "J. A. Frenette inc.", incorpo-

inc. », constituée par lettres patentes en date du 15^e jour de janvier 1963, changeant son nom en celui de « Yvon Boyer inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725-o 15186-62 — 1313/100

Marcel Brulotte Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24^e jour de novembre 1965, à la compagnie « Mégantic Tire Service Inc. », constituée par lettres patentes en date du 16^e jour de novembre 1960, changeant son nom en celui de « Marcel Brulotte Itée ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725-o 14921-60 — 1313/54

Calendrier & bottin téléphonique du centre social italien de l'Est inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 14^e jour de février 1966, à la compagnie « Calendrier & bottin téléphonique du centre social italien de l'Est inc. », étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725-o 3593-64 — 1312/73

Casualaire inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 11^e jour de mars 1966, à la compagnie « Casualaire inc. », augmentant son capital de \$40,000 à \$100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 6,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725 13333-56 — 1313/101

La Corporation des loisirs St-André inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 11^e jour de mars 1966, à « La Corporation des loisirs St-André inc. », 1^o augmentant le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder ladite corporation de \$10,000 à \$200,000; 2^o changeant le nombre de ses administrateurs de 5 à 7.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725-o 5423-63 — 1313/35

Dopat Flooring Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 2^e jour de mars 1966, à la compagnie « Dopat Flooring Inc. », 1^o augmentant son capital de \$10,000 à \$60,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune; 2^o transportant son siège social de 6925, rue St-Denis, en la ville de

rated by letters patent dated the 15th day of January, 1963, changing its name to that of "Yvon Boyer inc.".

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725 15186-62 — 1313/100

Marcel Brulotte Itée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Mégantic Tire Service Inc.", incorporated by letters patent dated the 16th day of November, 1960, changing its name to that of "Marcel Brulotte Itée".

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725 14921-60 — 1313/54

Calendrier & bottin téléphonique du centre social italien de l'Est inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Calendrier & bottin téléphonique du centre social italien de l'Est inc.", extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725 3593-64 — 1312/73

Casualaire inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Casualaire inc.", increasing its capital from \$40,000 to \$100,000, the additional capital stock being divided into 6,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725-o 13333-56 — 1313/101

La Corporation des loisirs St-André inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "La Corporation des loisirs St-André inc.", 1. increasing the amount to which the value of the immoveable property which the said corporation may own or acquire is \$10,000 to \$200,000; 2. changing the number of its directors from 5 to 7.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725 5423-63 — 1313/35

Dopat Flooring Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Dopat Flooring Inc.", 1. increasing its capital from \$10,000 to \$60,000, the additional capital stock being divided into 500 preferred shares of a par value of \$100 each; 2. transferring its head office from 6925 St. Denis Street, in the city of Montreal, to 1990

Montréal, à 1990, avenue Francis Hughes, en la cité de Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725 2798-63 — 1312/77

Dozois - St-Jean limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour de mars 1966, à la compagnie « Dozois - St-Jean limitée », 1° augmentant le nombre de ses administrateurs de 4 à 5; 2° subdivisant ses 50 actions ordinaires déjà existantes d'une valeur nominale de \$100 chacune en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune; 3° augmentant son capital de \$5,000 à \$45,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 2,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725-0 4975-47 — 1313/63

**Drummond Ready Mix Ltd.
Bétons Drummond Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 4e jour de mars 1966, à la compagnie « Drummond Ready Mix Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 27e jour d'avril 1965, changeant son nom en celui de « Drummond Ready Mix Ltd. — Bétons Drummond Itée ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725-0 11065-55 — 1312/132

Eastveld Industrial Realities Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9e jour de mars 1966, à la compagnie « Eastveld Industrial Realities Corp. », étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725 15847-60 — 1313/36

Équipements Universels Napierville inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour de mars 1966, à la compagnie « Équipements Universels Napierville inc. », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725-0 550-64 — 1312/110

Gittleson Holdings Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9e jour de mars 1966, à la compagnie « Gittleson Holdings Incorporated », 1° réduisant son capital de \$498,740 à \$451,740, le capital-actions annulé

Francis Hughes Avenue, in the city of Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725-0 2798-63 — 1312/77

Dozois - St-Jean limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Dozois - St-Jean limitée", 1. increasing the number of its directors from 4 to 5; 2. subdividing its 50 already existing shares of a nominal value of \$100 each into 5,000 common shares of a nominal value of \$1 each; 3. increasing its capital from \$5,000 to \$45,000, the additional capital shares being divided into 2,500 preferred category "A" shares of a nominal value of \$10 each and into 2,000 preferred category "B" shares of a nominal value of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725 4975-47 — 1313/63

**Drummond Ready Mix Ltd.
Bétons Drummond Itée**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Drummond Ready Mix Ltd.", incorporated by letters patent dated the 27th day of April, 1955, changing its name to that of "Drummond Ready Mix Ltd. — Bétons Drummond Itée".

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725 11065-55 — 1312/132

Eastveld Industrial Realities Corp.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Eastveld Industrial Realities Corp.", expending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725-0 15847-60 — 1313/36

Équipements Universels Napierville inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Équipements Universels Napierville inc.", amending the provisions of its letters patent.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725 550-64 — 1312/110

Gittleson Holdings Incorporated

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Gittleson Holdings Incorporated", 1. reducing its capital from \$498,740 to \$451,740, the capital stock annulled

étant divisé en 4,700 actions catégorie « B » de \$10 chacune; 2^o modifiant les dispositions de ses lettres patentes; 3^o étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725 10332-58 — 1313/41

Hogan, McCuaig and Hood Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour de mars 1966, à la compagnie « Northern Projects Limited », constituée en corporation par lettres patentes en date du 24e jour d'août 1956, changeant son nom en celui de « Hogan, McCuaig and Hood Ltd. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725 12590-56 — 1312/134

Irwin Dress Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 26e jour d'octobre 1965, à la compagnie « Irwin Dress Co. Ltd. », 1^o modifiant les droits attachés aux actions privilégiées; 2^o redésignant ses 300 actions privilégiées existantes \$100 chacune, comme des actions privilégiées première catégorie; 3^o augmentant son capital de \$40,000 à \$80,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 4,000 actions privilégiées, seconde catégorie de \$10 chacune; 4^o subdivisant ses 100 actions ordinaires de \$100 chacune en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune; 5^o convertissant ses 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune en 9,900 actions catégorie « A » de \$1 chacune et en 100 actions catégorie « B » de \$1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725 13453-58 — 1312/61

Joshar Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour de février 1966, à la compagnie « Joshar Incorporated », 1^o augmentant son capital de \$100,000 à \$200,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune 2^o étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725 7923-45 — 1312/135

La Laiterie Shefford limitée (Shefford Dairy Limited)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour de mars 1966, à la compagnie « La Laiterie Shefford limitée (Shefford Dairy Limited), » étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725-0 8022-46 — 1313/47

being divided into 4,700 class "B" shares of \$10 each; 2. modifying the provisions of its letters patent; 3. extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725-0 10332-58 — 1313/41

Hogan, McCuaig and Hood Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Northern Projects Limited", incorporated by letters patent dated the 24th day of August, 1956, changing its name to that of "Hogan, McCuaig and Hood Ltd."

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725-0 12590-56 — 1312/134

Irwin Dress Co. Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of October, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Irwin Dress Co. Ltd.", 1. modifying the rights attached to the preferred shares; 2. redesignating its 300 existing preferred shares of \$100 each as first shares; 3. increasing its capital from \$40,000 to \$80,000, the additional capital stock being divided into 4,000 second preferred shares of \$10 each; 4. subdividing its 100 common shares of \$100 each into 10,000 common shares of \$1 each; 5. converting its 10,000 common shares of \$1 each into 9,900 class "A" shares of \$1 each and into 100 class "B" shares of \$1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725-0 13453-58 — 1312/61

Joshar Incorporated

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Joshar Incorporated", 1. increasing its capital from \$100,000 to \$200,000, the additional capital stock being divided into 1,000 preferred shares of a par value of \$100 each; 2. extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725-0 7923-45 — 1312/135

La Laiterie Shefford limitée (Shefford Dairy Limited)

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "La Laiterie Shefford limitée (Shefford Dairy Limited)", extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725 8022-46 — 1313/47

Landreville automobiles inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 14e jour de janvier 1966, à la compagnie « Garage Dan. Landreville inc. », constituée par lettres patentes en date du 18e jour de novembre 1960, changeant son nom en celui de « Landreville automobiles inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725-o 14537-60 — 1313/115

Bert Mason & Son Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour de mars 1966, à la compagnie « Quebec Amusements Company Limited », constituée par lettres patentes en date du 15e jour de décembre 1948, changeant son nom en celui de « Bert Mason & Son Inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725-o 7999-48 — 1312/139

New Casa de la Pizza Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour de février 1966, à la compagnie « Puritana Restaurant Inc. », constituée par lettres patentes en date du 4e jour de janvier 1966, changeant son nom en celui de « New Casa de la Pizza Inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725 61-66 — 1313/14

Pascal Realities Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 2e jour de mars 1966, à la compagnie « Pascal Realities Limited », augmentant son capital de \$300,000 à \$550,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 25,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725 6260-48 — 1312/89

Penny-Lou Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 2e jour de mars 1966, à la compagnie « Penny-Lou Corporation », augmentant son capital de \$40,000 à \$80,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725 572-66 — 1312/91

Placements La Vigueur inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé

Landreville automobiles inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Garage Dan. Landreville inc.", incorporated by letters patent dated the 18th day of November, 1960, changing its name to that of "Landreville automobiles inc.".

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725 14537-60 — 1313/115

Bert Mason & Son Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Quebec Amusements Company Limited", incorporated by letters patent dated the 15th day of December, 1948, changing its name to that of "Bert Mason & Son Inc.".

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725 7999-48 — 1312/139

New Casa de la Pizza Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Puritana Restaurant Inc.", incorporated by letters patent dated the 4th day of January, 1966, changing its name to that of "New Casa de la Pizza Inc.".

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725-o 61-66 — 1313/14

Pascal Realities Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Pascal Realities Limited", increasing its capital from \$300,000 to \$550,000, the additional capital stock being divided into 25,000 preferred shares of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725-o 6260-48 — 1312/89

Penny-Lou Corporation

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Penny-Lou Corporation", increasing its capital from \$40,000 to \$80,000, the additional capital stock being divided into 4,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725-o 572-66 — 1312/91

Placements La Vigueur inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of March, 1966, have

des lettres patentes supplémentaires en date du 9e jour de mars 1966, à la compagnie « Placements La Vigueur inc. », convertissant ses 9,000 actions non émises de \$10 chacune en 9,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725-o 400-66 — 1313/84

**Quebec Hearing Aid Centre Inc.
Centre auditif du Québec inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 4e jour de mars 1966, à la compagnie « C. James Ward Limited », constituée par lettres patentes en date du 28e jour d'août 1964, changeant son nom en celui de « Quebec Hearing Aid Centre Inc.—Centre auditif du Québec inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725 3648-64 — 1313/16

**Raymond-Stephen Mortgage
& Investment Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 26e jour de novembre 1965, à la compagnie « Raymond-Stephen Mortgage & Investment Corp. », 1° augmentant son capital de \$11,000 à \$111,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 10,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$10 chacune; 2° changeant ses 10,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune, en 10,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725 11612-59 — 1312/117

Rocheleau automobile Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour de mars 1966, à la compagnie « Rocheleau automobile Itée », 1° subdivisant ses 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune en 19,000 actions classe « A » de \$5 chacune et en 1,000 actions classe « B » de \$5 chacune; 2° réduisant son capital de \$350,000 à \$236,880, le capital-actions annulé étant divisé en 1,312 actions privilégiées de \$10 chacune et en 10,000 actions privilégiées de \$10 chacune; 3° augmentant son capital de \$236,880 à \$600,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 36,312 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725-o 3660-46 — 1313/17

Ste. Rose Land Sales Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 4e jour de mars 1966, à la compagnie « Ste. Rose Land Sales Inc. », augmentant son capital de \$10,000 à \$110,000, le capital-actions additionnel

been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Placements La Vigueur inc.", converting its 9,000 unissued shares of \$10 each into 9,000 preferred class "A" shares of a nominal value of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725 400-66 — 1313/84

**Quebec Hearing Aid Centre Inc.
Centre auditif du Québec inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "C. James Ward Limited", incorporated by letters patent dated the 28th day of August, 1964, changing its name to that of "Quebec Hearing Aid Centre Inc.—Centre auditif du Québec inc."

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725-o 3648-64 — 1313/16

**Raymond-Stephen Mortgage
& Investment Corp.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Raymond-Stephen Mortgage & Investment Corp.", 1. increasing its capital from \$11,000 to \$111,000, the additional capital stock being divided into 10,000 class "B" preferred shares of a par value of \$10 each; 2. changing its 10,000 preferred shares of a par value of \$1 each into 10,000 class "B" preferred shares of a par value of \$1 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725-o 11612-59 — 1312/117

Rocheleau automobile Itée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Rocheleau automobile Itée", 1. subdividing its 1,000 common shares of \$100 each into 19,000 class "A" shares of \$5 each and into 1,000 class "B" shares of \$5 each; 2. reducing its capital from \$350,000 to \$236,880, the annulled capital shares being divided into 1,312 preferred shares of \$10 each and into 10,000 preferred shares of \$10 each; 3. increasing its capital from \$236,880 to \$600,000, the additional capital shares being divided into 36,312 preferred shares of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725 3660-46 — 1313/17

Ste. Rose Land Sales Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Ste. Rose Land Sales Inc.", increasing its capital from \$10,000 to \$110,000, the additional capital stock being

étant divisé en 100,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
 14725 12955-56 — 1313/91

divided into 100,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
 14725-0 12955-56 — 1313/91

Scenic Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour de mars 1966, à la compagnie « Industrial Scientific Instruments Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 16e jour de juin 1954, 1° changeant son nom en celui de « Scenic Realty Corp. »; 2° étendant ses pouvoirs; 3° réduisant le nombre de ses administrateurs de 5 à 3; 4° convertissant ses 5,000 actions ordinaires non émises d'une valeur au pair de \$1 chacune en 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
 14725 11441-54 — 1313/87

Scenic Realty Corp.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Industrial Scientific Instruments Ltd.", incorporated by letters patent dated the 16th day of June, 1954, 1. changing its name to that of "Scenic Realty Corp."; 2. extending its powers; 3. reducing the number of its directors from 5 to 3; 4. converting its 5,000 unissued common shares of a par value of \$1 each into 5,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
 14725-0 11441-54 — 1313/87

Simkovits Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour de mars 1966, à la compagnie « Simkovits Holdings Ltd. », 1° convertissant ses 23,442 actions privilégiées émises d'une valeur au pair de \$1 chacune et ses 26,558 actions privilégiées non émises d'une valeur au pair de \$1 chacune en 23,442 actions privilégiées catégorie « A » émises d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 26,558 actions privilégiées catégorie « A » non émises d'une valeur au pair de \$1 chacune; 2. convertissant ses 140,658 actions privilégiées émises d'une valeur au pair de \$1 chacune et ses 159,342 actions privilégiées non émises d'une valeur au pair de \$1 chacune en 140,658 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 159,342 actions privilégiées catégorie « B » non émises d'une valeur au pair de \$1 chacune; 3. modifiant les droits attachés aux actions privilégiées.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
 14725 14899-61 — 1312-65

Simkovits Holdings Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Simkovits Holdings Ltd.", 1. converting its 23,442 issued preferred shares of a par value of \$1 each and its 26,558 unissued preferred shares of a par value of \$1 each into 23,442 issued class "A" preferred shares of a par value of \$1 each and into 26,558 unissued class "A" preferred shares of a par value of \$1 each; 2. converting its 140,658 issued preferred shares of a par value of \$1 each and its 159,342 unissued preferred shares of a par value of \$1 each into 140,658 issued class "B" preferred shares of a par value of \$1 each and into 159,342 unissued class "B" preferred shares of a par value of \$1 each; 3. modifying the rights attached to the preferred shares.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
 14725-0 14899-61 — 1312/65

Starto-Jet inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour de mars 1966, à la compagnie « Starto-Jet inc. », augmentant son capital de \$50,000 à \$150,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 350 actions ordinaires de \$100 chacune et en 650 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
 14725-0 1621-65 — 1312/93

Starto-Jet inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Starto-Jet inc.", increasing its capital stock from \$50,000 to \$150,000, the additional share capital being divided into 350 common shares of \$100 each and 650 preferred shares of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
 14725 1621-65 — 1312/93

Super-Marché Raymond Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 3e jour de mars 1966, à la compagnie « Super-Marché Raymond Itée », augmentant son capital

Super-Marché Raymond Itée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Super-Marché Raymond Itée", increasing its capital stock from \$40,000,

de \$40,000 à \$100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 6,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725-o

14612-60 — 1312/95

Télécommunications de l'Est limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 8 jour de mars 1966, à la compagnie « Télécommunications des Iles-de-la-Madeleine limitée », constituée par lettres patentes en date du 15^e jour de septembre 1960, 1° changeant son nom en celui de « Télécommunications de l'Est limitée »; 2° augmentant son capital de \$1,000,000 à \$5,000,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 400,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725-o

13659-60 — 1313/52

to \$100,000, the additional share capital being divided into 6,000 preferred shares of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province,

14725

14612-60 — 1312/95

Télécommunications de l'Est limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Télécommunications des Iles-de-la-Madeleine limitée", incorporated by letters patent dated September 15, 1960, 1. changing its name to that of "Télécommunications de l'Est limitée"; 2. increasing its capital stock from \$1,000,000 to \$5,000,000, the additional share capital being divided into 400,000 common shares of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province,

14725

13659-60 — 1313/52

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 451

Québec, le 22 mars 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la Régie des rentes du Québec.

Le ministre des finances recommande:

QUE soit approuvé, sous l'autorité de l'article 227 du Régime de rentes du Québec (13-14 Elizabeth II, chapitre 24), dans sa version française et anglaise, le règlement adopté par la Régie des rentes du Québec à sa séance du 15 mars 1966 et dont copie est annexée à la présente proposition.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,

JACQUES PRÉMONT.

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC

Règlement adopté sous l'autorité du Régime de rentes du Québec (13-14 Eliz. II, ch. 24).

TITRE I

Définitions et applications

1.01. Pour les fins du Régime de rentes du Québec et du présent règlement, les expressions suivantes signifient:

a) « organisme international »: un organisme dont fait partie le Canada soit qu'il s'agisse d'une institution reliée à l'organisation des Nations-Unies en vertu de l'article 63 de sa charte, soit qu'il s'agisse d'une institution formée dans le but de maintenir la paix internationale ou le bien-être social et économique d'une communauté de nations;

1.02. Dans le présent règlement, les expressions suivantes signifient:

a) « loi »: le Régime de rentes du Québec;

1.03. *Travail au service de Sa Majesté du chef du Canada*: Le travail dans la province au service

Orders in Council

Order in Council Executive Council Chamber

Number 451

Québec, March 22, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Quebec Pension Board.

The Minister of Finance recommends:

THAT under the authority of section 227 of the Quebec Pension Plan (13-14 Elizabeth II, chapter 24), the English and French versions of the Regulation, copy of which is attached hereto, adopted by the Quebec Pension Board at its sitting held on March 15, 1966, be approved.

Certified copy.

JACQUES PRÉMONT,

Clerk of the Executive Council.

QUEBEC PENSION BOARD

Regulation made under the Quebec Pension Plan (13-14 Eliz. II, C. 24)

TITLE I

Definitions and Application

1.01. For the purposes of the Quebec Pension Plan and this Regulation, the following expressions mean:

(a) "international organization": an organization of which Canada is a member, whether such organization is brought into relationship with the United Nations in accordance with Article 63 of the Charter of the United Nations, or whether such organization has as its primary purpose the maintenance of international peace or the economic or social well-being of a community of nations;

1.02 In this Regulation, the following expressions mean:

(a) "Act": the Quebec Pension Plan.

1.03. *Employment by Her Majesty in right of Canada*: Employment in the Province by Her

de Sa Majesté du chef du Canada, ou au service d'un mandataire de Sa Majesté du chef du Canada, est considéré comme un travail visé.

Cependant le travail comme membre des Forces canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada, ainsi que le travail qui donne droit à une pension en vertu de la Loi sur les juges demeure un travail exclu.

1.04. *Administrateur résidant hors du Canada:* Le travail d'un particulier qui ne réside pas au Canada et qui acquiert la qualité de salarié en vertu de la loi uniquement par suite de la charge qu'il exerce comme administrateur d'une corporation est un travail exclu, si cette charge est exercée totalement ou partiellement hors du Canada.

1.05. *Travail au service d'un employeur résidant hors de la province:* Le travail dans la province au service d'un employeur qui n'a pas d'établissement dans la province, est un travail exclu.

Toutefois, ce travail devient un travail visé si l'employeur conclut, pour ses salariés qui résident au Canada et qui reçoivent leur rémunération d'un établissement de l'employeur situé hors du Canada, un arrangement avec la Régie quant au paiement de contributions à l'égard de ce travail.

1.06. Dans le cas de l'article 1.05, le salarié qui travaille pour un employeur qui n'a pas d'établissement dans la province est censé exécuter son travail dans la province.

a) si le salarié y travaille ordinairement ou y effectue ordinairement la plus grande partie de son travail, ou

b) si le salarié y réside, dans tous les cas où on ne peut le déterminer selon le paragraphe a).

1.07. Le paragraphe b) de l'article 53 de la loi ne s'applique pas à l'égard du travail d'un particulier qui est considéré comme travail visé en vertu du deuxième alinéa de l'article 1.05.

1.08. *Travail hors du Canada:* Le travail exécuté hors du Canada, qui serait visé s'il était exécuté dans la province, est considéré comme travail visé s'il est exécuté pour le compte d'un employeur qui possède un établissement dans la province et si l'employeur conclut, pour ses salariés qui résidaient dans la province au moment de leur engagement, un arrangement avec la Régie quant au paiement de contributions à l'égard de ce travail.

Cet article ne s'applique pas au travail dans une entreprise de transport au sens de la section I de ce règlement.

1.09. *Travail d'un fonctionnaire hors de la province:* Le travail d'un citoyen canadien, hors de la province, à titre d'agent général, fonctionnaire ou préposé de la province, est un travail visé.

Majesty in right of Canada, or by an agent of Her Majesty in right of Canada, is included in pensionable employment under the Act.

Employment, however, as a member of the Canadian Forces or the Royal Canadian Mounted Police, or employment conferring the right to a pension under the Judges Act remains excepted employment.

1.04. *Directors Resident Outside Canada:* The employment of an individual who is not ordinarily resident in Canada, and who is an employee within the meaning of the Act by virtue only of his position as a corporation director, is excepted employment if such employment is performed wholly or partly outside of Canada.

1.05. *Employment by an Employer Resident Outside the Province:* Employment in the Province by an employer having no establishment in the Province is excepted employment.

Such employment, however, shall be pensionable employment if the employer, in respect of employment performed in the Province by his employees resident in Canada, and whose remuneration is paid from an establishment of the employer situated outside Canada, makes an arrangement with the Board for the payment of contributions in respect of such employment.

1.06. For the purposes of section 1.05, the employee of an employer having no establishment in the Province shall be deemed to be employed in the Province:

(a) if the employee ordinarily works therein or ordinarily does the most work therein; or

(b) in any case where a determination cannot be made under paragraph (a), if the employee resides therein.

1.07. Paragraph (b) of section 53 of the Act does not apply in respect of the employment of an individual that is included in pensionable employment by the second paragraph of section 1.05.

1.08. *Employment outside Canada:* Employment outside of Canada, that would be pensionable employment if it were in the Province, shall be included in pensionable employment if performed for an employer having an establishment in the Province and if the employer, in respect of his employees who were engaged at a time they were resident in the Province, makes an arrangement with the Board for the payment of contributions in respect of such employment.

This section does not apply to employment in a transportation enterprise as defined in Division I of this Regulation.

1.09. *Employment of an Officer or Servant of the Province Outside the Province:* Employment outside the Province of a Canadian citizen as an agent-general, officer or servant of the Province is pensionable employment under the Act.

SECTION I

Entreprises de transport

2.01. Dans la présente section, les expressions suivantes signifient:

a) « travail dans une entreprise de transport »: le travail d'un salarié au cours d'une période de paie dans une entreprise de transport par route, par air, par rail ou par eau, lorsque ce travail constitue le travail auquel s'adonne principalement ce salarié dans la période de paie et que ce travail s'exécute partiellement dans la province et partiellement hors du Canada;

DIVISION I

Transportation Enterprises

2.01. In this Division, the following expressions mean:

(a) "employment in a transportation enterprise": the employment of an employee in a pay period in a transportation enterprise by road, by air, by rail or by water, where such employment is the employment primarily engaged in by that employee in the pay period and is performed partly within the Province and partly without Canada;

b) « période de paie » : une période de paie tel que définie dans le Règlement concernant les contributions au Régime de rentes du Québec (Arrêté en conseil numéro 2494 du 23 décembre 1965).

2.02. Aux fins de la présente section, une gare, une cour de triage, un aéroport, un quai, un entrepôt, un garage ou une remise est censé un établissement de l'employeur.

Nonobstant les dispositions de la présente section, le travail dans une entreprise de transport n'est pas considéré comme travail visé, à moins que ce soit un travail qui serait visé s'il était exécuté entièrement dans la province.

Le travail dans une entreprise de transport qui n'est pas un travail visé par la présente section est un travail exclu.

2.04. *Transport par route*: Le travail dans une entreprise de transport par route, considérée aux fins de la Loi de l'impôt sur le revenu comme une entreprise du Canada, est un travail visé si le salarié réside au Canada et se présente habituellement au travail à un établissement de son employeur situé dans la province.

2.05. Le travail dans une entreprise de transport par route, considérée pour les fins de la Loi de l'impôt sur le revenu comme une entreprise des États-Unis d'Amérique, est un travail exclu.

Toutefois, dans le cas du salarié qui réside au Canada et se présente habituellement au travail à un établissement de son employeur situé dans la province, la partie de ce travail qui est exécuté au Canada peut être considérée comme du travail visé si l'employeur conclut l'arrangement mentionné à l'article 1.05.

2.06. *Transport par air*: Le travail dans une entreprise de transport par air, considérée comme un transporteur international par air et un transporteur national par air par le Règlement sur les services aériens commerciaux adopté le 6 août 1965 sous l'autorité de la Loi sur l'aéronautique, est un travail visé lorsque le salarié se présente habituellement au travail à un établissement de son employeur situé dans la province.

2.07. *Transport par rail*: Est considérée comme travail visé, dans le cas du travail dans une entreprise de transport par rail, dont la principale place d'affaires est située au Canada, cette partie du travail que l'employeur détermine, selon les normes approuvées par la Régie, être exécutée au Canada, si le salarié se présente habituellement au travail dans la province.

2.08. Est considérée comme travail visé, dans le cas du travail dans une entreprise de transport par rail, dont la principale place d'affaires est située hors du Canada, cette partie du travail que l'employeur détermine, selon les normes approuvées par la Régie, être exécutée au Canada, si le salarié réside au Canada et se présente habituellement au travail dans la province.

2.09. *Transport par eau*: Le travail dans une entreprise de transport par eau est un travail visé si le salarié réside dans la province et exécute ce travail en vertu d'un contrat d'engagement de l'équipe conclu au Canada en vertu de la Loi sur la marine marchande du Canada.

14752-o

(b) "pay period": a pay period as defined in the regulation respecting contribution to the Quebec Pension Plan (Order in Council number 2494 of December 23, 1965).

2.02. For the purposes of the present division, a station, marshalling yard, airport, pier, wharf, warehouse, garage or workshop shall be deemed to be an establishment of the employer.

2.03. Notwithstanding the provisions of this division, employment in a transportation enterprise is not pensionable employment unless it is employment that would be pensionable employment if it were wholly within the Province.

Employment in a transportation enterprise which is not pensionable employment under this division is excepted employment.

2.04. *Transportation by road*: Employment in a transportation enterprise by road that is regarded, for the purposes of taxation under the Income Tax Act, as an enterprise of Canada, shall be pensionable employment if the employee is resident in Canada and ordinarily reports for work at an establishment of his employer situated in the Province.

2.05. Employment in a transportation enterprise by road that is regarded, for the purposes of taxation under the Income Tax Act, as an Enterprise of the United States of America is excepted employment.

If, however, the employee is resident in Canada and ordinarily reports for work at an establishment of his employer situated in the Province, that part of such employment performed in Canada shall be included in pensionable employment if the employer makes the arrangement mentioned in section 1.05.

2.06. *Transportation by air*: Employment in a transportation enterprise by air, classified as an international air carrier and as a domestic air carrier under the Commercial Air Service Regulations, adopted the 6th of August 1965 under the Aeronautics Act, shall be pensionable employment if the employee ordinarily reports for work at an establishment of the employer situated in the Province.

2.07. *Transportation by rail*: Pensionable employment includes, in the case of employment in a transportation enterprise by rail, whose principal place of business is in Canada, that part of the employment determined by the employer (under standards approved by the Board) to be in respect of employment in Canada, if the employee ordinarily reports for work in the Province.

2.08. Pensionable employment includes, in the case of employment in a transportation enterprise by rail, whose principal place of business is outside of Canada, that part of the employment determined by the employer (under standards approved by the Board) to be in respect of employment in Canada, if the employee is resident in Canada and ordinarily reports for work in the Province.

2.09. *Transportation by water*: Employment in a transportation enterprise by water is pensionable employment if the employee is resident in the Province and performs such employment under an agreement with the crew entered into in Canada under the Canada Shipping Act.

14752-o

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 567

Québec, le 29 mars 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le classement d'objets mobiliers et artistiques appartenant à la Fabrique de la paroisse de St-François, Ile d'Orléans.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Ministre des Affaires culturelles:

QUE soit approuvé le classement comme objets mobiliers et artistiques, fait par résolution de la Commission des Monuments historiques du Québec, en date du 28 février 1966, du consentement du propriétaire, des objets mobiliers suivants, savoir:

- a) *Orfèvrerie*: Calice en argent massif, de Laurent Amyot (1806); plateau en argent massif qui sert dans les cérémonies nuptiales pour les anneaux des mariés, VR/BIEA probablement une oeuvre de Paul Lambert dit Saint Paul; ostensor en argent massif, de L. Amyot (1809); boîte pour les saintes huiles, en argent, de L. Amyot (1798); plateau pour les burettes, en argent, de L. Amyot (1798); encensoir en argent massif, de L. Amyot (1807) livre de compte; navette en argent massif, de L. Amyot (1807); 2 burettes en argent massif, de L. Amyot, (1831) livre de compte; ciboire en argent massif, I/M probablement de J.-B. Meusnier; ciboire, petit ciboire en argent dont le couvercle porte des feuilles d'acanthé, JC/LF; porte-Dieu en argent massif fait en forme de montre, non poinçonné (1718) livre de compte; reliquaire de saint François de Sales, École suisse du XVIIe siècle; boîtier en argent massif, contenant deux ampoules de même métal, G. L. Guillaume Loir; calice en argent massif, F. R. François Ranvozyé (1773); instrument de paix, François Ranvozyé; 2 burettes en argent massif, François Ranvozyé; navette en cuivre jaune orné de perles faits au poinçon; burettes en laiton argenté; encensoir en laiton, formes trapues (1764);

b) *Peintures*: L'Immaculée Conception, copie faite par A. Plamondon (1854); L'éducation de la Vierge, copie faite par A. Plamondon (1854); portrait de l'abbé Leclerc, copie faite par A. Plamondon (1884); Saint-François de Sales, de F. Baillargé (1798);

c) *Sculptures*: Banc d'oeuvre, commencé par L.-X. Leprohon et terminé par L.-T. Berlinquet (1840-44); bénitier dont la vasque est en pierre de Beauport et le pied en bois sculpté, peint en rouge vin; 8 lustres en fil de fer et bois dont les noeuds sont godronnés; chandelier pascal en bois sculpté et doré, peut-être Noël Levasseur (1773); madone en bois sculpté; 4 anges en bois sculpté, non signé mais proviennent de l'ancien maître-autel sculpté par les Levasseur en 1771-73; 6 grands chandeliers d'autel en bois sculpté, Simon Nadeau, probablement; 2 crucifix en bois; croix de procession en bois mouluré, aucune signature, serait l'oeuvre d'André Paquet; chaire, (1842) L.-X. Leprohon; fonts baptismaux, Olivier Samson (1854).

QUE le présent d'cret soit publié dans la Gazette officielle de Québec et ait force de Loi à compter de la date de sa publication.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

14773-0

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 567

Québec, March 29, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the classification of moveable and artistic objects belonging to the Fabrique de la paroisse de St-François, Island of Orleans.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Cultural Affairs:

THAT the classification as moveable and artistic objects, made by resolution of the Quebec Historic Monuments Commission, on February 28, 1966, with the consent of the proprietor, of the following moveable objects, be approved, to wit:

- (a) *Silverware*: Solid silver Chalice, by Laurent Amyot (1806); solid silver Salvar used in wedding ceremonies for the rings of the couple, VR/BIEA - probably an achievement of Paul Lambert dit Saint Paul; solid silver Monstrance, by L. Amyot (1809); box for Holy Oil, in silver, by L. Amyot (1798); a tray for Alter-cruets, in silver, by L. Amyot (1798); solid silver Censer, by L. Amyot (1807) book of accounts; solid silver Incense-box, by L. Amyot, (1807); 2 solid silver Altar-cruets, by L. Amyot, (1831, book of accounts); solid silver Ciborium, I/M probably by J.-B. Meusnier, Ciborium, small silver Ciborium whose cover bears Acanthus leaves, JC/LF; solid silver pyx made in the shape of a watch, unmarked, (1718) book of accounts; Shrine of Saint François de Sales, Swiss School of the XVII century; a case of solid silver, containing two containers of the same metal, by G. L. Guillaume Loir; solid silver Chalice, by F. R. François Ranvozyé (1773); instrument de paix, by François Ranvozyé; 2 solid silver Altar-cruets, by François Ranvozyé; a yellow leather Incense-box ornated with beads made by a puncheon; silvered brass Altar-cruets; a brass Censer, compact form (1764);

(b) *Paintings*: The Immaculate Conception, copy made by A. Plamondon (1854); The Education of the Virgin, copy made by A. Plamondon (1854); Portrait of Father Leclerc, copy made by A. Plamondon (1884); Saint François de Sales, by F. Baillargé (1798);

(c) *Sculpture*: Churchwardens' pew, started by L.-X. Leprohon and finished by L.-T. Berlinquet (1840-44); Holy-water basin, the basin being made of Beauport stone and the foot wood carved; painted wine rad; 8 chandeliers in iron wire and wood having fluted knots; Paschal candlestick wood carved and in gold, probably by Noël Levasseur (1773); a wood carved Madonna; 4 wood carved angels, unsigned but coming from the former high altar carved by the Levasseurs in 1771-73; 6 great alter candlesticks, wood carved, Simon Nadeau, probably, 2 wooden crucifixes; Procession cross in moulded wood, no signature, should be the work of André Paquet, pulpit, (1842) L.-X. Leprohon; baptismal fonts, Olivier Samson (1854);

THAT the present decree be published in the Quebec Official Gazette and have force of law from and after the date of its publication.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

14773

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 571

Québec, le 29 mars 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT un amendement à l'article 48 des Règlements relatifs à la protection des salariés travaillant sur les chantiers de construction et dans les tranchées (arrêté en conseil nos 652 du 27 juin 1956, 1211-F du 3 décembre 1958, 1834 du 15 septembre 1965, 1930 du 29 septembre 1965 et 310 du 23 février 1966).

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le troisième alinéa suivant soit ajouté à l'article 48 des Règlements relatifs à la protection des salariés travaillant sur les chantiers de construction et dans les tranchées:

« À compter du 1er juin 1966, les chapeaux protecteurs vendus au Québec devront porter un label certifiant que les laboratoires de la Canadian Standards Association ont vérifié que leur fabrication est conforme aux normes établies par CSA Z94.1 et le Ministère du Travail du Québec.

L'arrêté en conseil no 310, du 23 février 1966 est abrogé. »

Copie conforme.

14736-o

Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 571

Québec, March 29, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to section 48 of the Regulations respecting the protection of employees working in construction yards and in trenches (Orders in Council numbers 652 of June 27, 1956; 1211 (F) of December 3, 1958; 1834 of September 15, 1965; 1930 of September 29, 1965 and 310 of February 23, 1966).

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT a third paragraph, as quoted below, be added to section 48 of the Regulations respecting the protection of employees working in construction yards and in trenches:

"As to June 1, 1966, all safety helmets sold in Québec shall bear a label certifying that the Canadian Standards Association's laboratories have verified that their manufacture comply with the standards set by CSA Z94.1 and the Québec Department of Labour.

Order in Council number 310 of February 23, 1966 is rescinded."

True copy.

14736-o

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

Assemblée

Meeting

**La compagnie du chemin de fer
Alma & Jonquières**

Les actionnaires de « La compagnie du chemin de fer Alma & Jonquières » sont convoqués en assemblée générale annuelle le mardi, vingt-six avril 1966, à trois heures de l'après-midi, au numéro 1, de l'immeuble place Ville-Marie, à Montréal, pour recevoir les comptes de l'exercice 1965, procéder à l'élection des administrateurs et à la nomination des vérificateurs pour le prochain terme d'office et pour délibérer sur toute autre question du ressort de l'assemblée.

14627-15-2-o

Le Secrétaire,
J. R. TURGEON.

**The Alma & Jonquières Railway
Company**

The annual meeting of the shareholders of "The Alma & Jonquières Railway Company", to receive the 1965 financial statements of the company, to elect directors and appoint auditors for the ensuing year, and to transact such other business as may properly come before the meeting will be held in the 31st floor board room, 1, Place Ville-Marie, Montreal, on Tuesday, April 26, 1966, at three o'clock in the afternoon.

14627-15-2-o

J. R. TURGEON,
Secretary.

Associations coopératives

Cooperative Associations

**Association coopérative de l'école secondaire
Le Ber**

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopérative « Association coopérative de l'école secondaire Le Ber ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Sherbrooke, Québec, dans le district électoral de Sherbrooke.

Québec, le 15 avril 1966.

14781-o

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

**Association coopérative de l'école secondaire
Le Ber**

(Cooperative Associations Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the cooperative association "Association coopérative de l'école secondaire Le Ber".

The head office of this cooperative association is situated in Sherbrooke, Quebec, in the electoral district of Sherbrooke.

Québec, April 15, 1966.

14781

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

**Association coopérative de travail
de Rivière Davy**

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la demande du syndicat coopératif « Syndicat de travail de Rivière Davy » de cesser d'être régi par la Loi des syndicats coopératifs de Québec, et de devenir une association régie par la Loi des associations coopératives, sous le nom de « Association coopérative de travail de Rivière Davy ».

Québec, le 15 avril 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

14782-o

RAYMOND DOUVILLE.

**Association coopérative d'habitation
de Maniwaki**

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopérative « Association coopérative d'habitation de Maniwaki ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Maniwaki, Québec, dans le district électoral de Gatineau.

Québec, le 15 avril 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

14783-o

RAYMOND DOUVILLE.

**Association coopérative du collège
Mont-St-Louis**

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopérative « Association coopérative du collège Mont-St-Louis ».

Le siège social de cette association coopérative est situé 244 est, rue Sherbrooke, Montréal, Québec, dans le district électoral de St-Jacques.

Québec, le 15 avril 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

14784-o

RAYMOND DOUVILLE.

**Association coopérative du corps étudiant
du collège St-Paul**

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopérative « Association coopérative du corps étudiant du collège St-Paul ».

Le siège social de cette association coopérative est situé au Collège St-Paul, 10,555, Bois-de-Boulogne, dans le district électoral de Laval, Québec.

Québec, le 15 avril 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

14785-o

RAYMOND DOUVILLE.

**L'Association coopérative forestière
de l'Ascension de Patapédia**

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopérative « L'Association coopérative forestière de l'Ascension de Patapédia ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à l'Ascension de Patapédia, Québec, dans le district électoral de Bonaventure.

Québec, le 15 avril 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

14786-o

RAYMOND DOUVILLE.

**Association coopérative de travail
de Rivière Davy**

(Cooperative Associations Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the request of the cooperative syndicate "Syndicat de travail de Rivière Davy", that it cease being governed by the Quebec Cooperative Syndicates Act, and become an association governed by the Cooperative Associations Act, under the name of "Association coopérative de travail de Rivière Davy".

Québec, April 15, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

14782

Assistant Secretary of the Province.

**Association coopérative d'habitation
de Maniwaki**

(Cooperative Associations Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the cooperative association "Association coopérative d'habitation de Maniwaki".

The head office of this cooperative association is situated at Maniwaki, Québec, in the electoral district of Gatineau.

Québec, April 15, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

14783

Assistant Secretary of the Province.

**Association coopérative du collège
Mont-St-Louis**

(Cooperative Associations Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the cooperative association "Association coopérative du collège Mont-St-Louis".

The head office of this cooperative association is situated at 244 Sherbrooke St. East, Montreal, Québec, in the electoral district of St-Jacques.

Québec, April 15, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

14784

Assistant Secretary of the Province.

**Association coopérative du corps étudiant
du collège St-Paul**

(Cooperative Associations Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the cooperative association "Association coopérative du corps étudiant du collège St-Paul".

The head office of this cooperative association is situated in Collège St-Paul, 10,555 Bois-de-Boulogne, in the electoral district of Laval, Québec.

Québec, April 15, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

14785

Assistant Secretary of the Province.

**L'Association coopérative forestière
de l'Ascension de Patapédia**

(Cooperative Associations Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the cooperative association "L'Association coopérative forestière de l'Ascension de Patapédia".

The head office of this cooperative association is situated at l'Ascension de Patapédia, Québec, in the electoral district of Bonaventure.

Québec, April 15, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

14786

Assistant Secretary of the Province.

**Association coopérative télévision
de Percé**

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, approuvé la demande du syndicat coopératif « Coopérative télévision de Percé » de cesser d'être régi par la Loi des syndicats coopératifs de Québec, et de devenir une association régie par la Loi des associations coopératives, sous le nom de « Association coopérative télévision de Percé ».

Québec, le 15 avril 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14787-0

**Association coopérative télévision
de Percé**

(Cooperative Associations Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the request of the cooperative syndicate "Coopérative télévision de Percé" that it cease being governed by the Cooperative Syndicates Act, and become an association governed by the Cooperative Associations Act, under the name of "Association coopérative télévision de Percé".

Quebec, April 15, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14787

Avis

Marie-Yvonne Aboussafy

Prenez avis que Mlle Marie-Yvonne Aboussafy, demeurant et domiciliée au numéro 5 Redpath Place, à Montréal, district de Montréal, s'adressera sous peu par voie de requête au Secrétariat de la Province dans le but de lui demander que son nom devienne « Henriette Rolland ».

Montréal, le 7 avril 1966.

Les Procureurs de la requérante,
PRÉVOST, TRUDEAU & BISAILLON.

14668-15-2-0

Ville de St-Hubert

Avis public est par les présentes donné que la « Ville de St-Hubert », présentera au Lieutenant-Gouverneur en Conseil une requête aux fins d'obtenir l'émission de lettres patentes pour remplacer par les paragraphes 11^o, 11^oa et 11^ob, de l'article 427 de la Loi des Cités et Villes l'article 23 de sa charte (6-7 Elizabeth II, chapitre 112) concernant principalement l'enlèvement et la destruction des vidanges, le paiement du coût de ce service soit par une taxe soit par une compensation.

Le Secrétaire-trésorier,
L. GÉRARD LECLERC.

14669-15-2-0

Claudia Romana Heldmaier

Avis est par les présentes donné que Claudia Romana Heldmaier, mieux connue sous le nom de Claudia Romana Mueller, étudiante, domiciliée actuellement au numéro 66 de la rue Laforest, à Repentigny, dans le district de Montréal, province de Québec, a transmis au Secrétaire de la Province, une requête demandant que son nom soit changé de Claudia Romana Heldmaier à « Claudia Romana Mueller ».

Aucune personne ne sera affectée par ce changement de nom.

Montréal, le 7 avril 1966.

Le Procureur de la requérante,
PAUL MASSÉ.

14684-15-2-0

Kaz Leopold Jakim

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil par le décret numéro 628, du 5 avril 1966, d'effectuer le changement de nom de Kazimierz Leopold Jakimeczuk en celui de « Kaz Leopold Jakim ».

Québec, le 15 avril 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725-0

Notices

Marie-Yvonne Aboussafy

Take notice that Miss Marie-Yvonne Aboussafy, living at 5 Redpath Place, Montreal, district of Montreal, will ask the Provincial Secretary by way of petition to change her name to "Henriette Rolland".

Montreal, April 7, 1966.

PRÉVOST, TRUDEAU & BISAILLON,
Attorneys for petitioner.

14668-15-2-0

Town of St-Hubert

Public notice is hereby given that the "Town of St-Hubert", will present a petition to the Lieutenant-Governor in Council for the issue of letters patent to replace by paragraphs 11^o, 11^oa and 11^ob, of section 427 of the Cities and Towns Act section 23 of its charter (6-7 Elizabeth II, chapter 112) concerning particularly the collection and destruction of garbage, the payment for such service either by a tax or by a compensation.

L. GÉRARD LECLERC,
Secretary-Treasurer.

14669-15-2-0

Claudia Romana Heldmaier

Notice is hereby given that Claudia Romana Heldmaier, better known under the name of Claudia Romana Mueller, student, residing at 66 Laforest Street, Repentigny, in the district of Montreal, province of Quebec, has transmitted to the Provincial Secretary, a petition requesting the change of her name from Claudia Romana Heldmaier to "Claudia Romana Mueller."

This change of name will affect no person.

Montreal, April 7, 1966.

PAUL MASSÉ,
Attorney for petitioner.

14684-15-2-0

Kaz Leopold Jakim

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 628, dated April 5, 1966, to effect the change of name of Kazimierz Leopold Jakimeczuk to that of "Kaz Leopold Jakim".

Quebec, April 15, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725

Léo Sedley

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 625, du 5 avril 1966, d'effectuer le changement de nom de Léo Sedlezky en celui de « Léo Sedley ».

Québec, le 15 avril 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

14725-0 RAYMOND DOUVILLE.

René Valmont

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 626, du 5 avril 1966, d'effectuer le changement de nom de René Weinberg en celui de « René Valmont ».

Québec, le 15 avril 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

14725-0 RAYMOND DOUVILLE.

Robert Michael Winrow

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 627, du 5 avril 1966, d'effectuer le changement de nom de Robert Michael Weinrauch en celui de « Robert Michael Winrow ».

Québec, le 15 avril 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

14725-0 RAYMOND DOUVILLE.

Perry Klenk

Avis est donné que « Raymond Desrochers », vendeur, de 3859, boulevard LaSalle, Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un ordre changeant le nom de son fils Perry Klenk à Perry Desrochers de la même adresse.

Daté à Montréal, 13 avril 1966.

14762-16-2 JOHN M. SCHLESINGER, C.R.

Thomas Zemelman

Avis est donné que Thomas Zemelman, dessinateur industriel, résidant à 6311, avenue Somerled, appartement 209, dans la ville de Montréal, s'adressera au Lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un ordre changeant son nom en celui de « Thomas Zimmerman »; ledit changement de nom bénéficiera aussi à son épouse, née Katia Wegliszewski, de la même adresse.

Montréal, 11 avril 1966.

Les Procureurs de Thomas Zemelman,

CHAIT, ARONOVITCH, KLEIN, SALOMON,
14763-16-2 GELBER & BRONSTEIN.

J. B. Dubé Ltée

Avis est donné au public, conformément à l'article 8 de la Loi du régime des Eaux Courantes, que la Cie J. B. Dubé Ltée de Lac des Iles, dans le comté de Labelle, se propose de demander l'autorisation de faire un barrage à la décharge du Lac des Iles sur le lot 15, rang 5.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plan et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction de ces ouvrages et le terrain (ou les terrains, selon le cas) qui seront affectés par le refoulement des eaux, a été transmise au ministre des Richesses Naturelles, et qu'un duplicata de ces plan et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement de Labelle, à Mont-Laurier.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant

Léo Sedley

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 625, dated April 5, 1966, to effect the change of name of Léo Sedlezky to that of "Léo Sedley".

Quebec, April 15, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

14725 Assistant Secretary of the Province.

René Valmont

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 626, dated April 5, 1966, to effect the change of name of René Weinberg to that of "René Valmont".

Quebec, April 15, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

14725 Assistant Secretary of the Province.

Robert Michael Winrow

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 627, dated April 5, 1966, to effect the change of name of Robert Michael Weinrauch to that of "Robert Michael Winrow".

Quebec, April 15, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

14725 Assistant Secretary of the Province.

Perry Klenk

Notice is given that "Raymond Desrochers", salesman, of 3859 LaSalle Blvd., Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing the name of his son Perry Klenk to Perry Desrochers of the same address.

Dated at Montreal, April 13, 1966.

14762-16-2 JOHN M. SCHLESINGER, Q.C.

Thomas Zemelman

Notice is hereby given that Thomas Zemelman, Industrial Draftsman, residing at 6311 Somerled Avenue, Apartment 209, in the city of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to "Thomas Zimmerman"; said change of name shall also benefit his wife, born Katia Wegliszewski of the same address.

Montreal, April 11, 1966.

CHAIT, ARONOVITCH, KLEIN, SALOMON,

GELBER & BRONSTEIN,
14763-16-2 Attorneys for Thomas Zemelman.

J. B. Dubé Ltd.

Public notice is hereby given in accordance with section 8 of the Watercourse Act that Cie J. B. Dubé Ltd. of Lac des Iles, in the county of Labelle, intends to apply for authorization to construct a dam at the discharge of Lac des Iles on lot 15, range 5.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications of such work, showing the site chosen for the construction thereof and the land (or lands, as the case may be) which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Natural Resources, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of Labelle, at Mont-Laurier.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day

la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

J. B. Dubé Ltée.
Le Président,
JEAN-GUY JENNINGS.

14776-16-4-0

Sydney Rottenberg

Avis est donné que Sydney Rottenberg, vendeur, résidant à 5608, rue Pinedale, Côte-St-Luc, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, afin d'obtenir un ordre lui permettant de changer son nom en celui de « Sydney Ross », ce changement devra également servir à sa femme, Miriam Ross, à son fils, Ian Harris Rottenberg, et à sa fille Debra Faith Rottenberg, tous de la même adresse.

Montréal, 18 avril 1966.

Les Procureurs du requérant,
SPIEGEL, SHRIAR,
POLAK & COOPERSTONE.

14777-16-2

Municipalité de Sully

Avis est donné par les soussignés que le lieutenant-gouverneur en conseil a adopté en date du 5 avril 1966, un arrêté en conseil ayant pour objet de changer le nom de la municipalité de Saint-David-d'Estcourt, comté de Fémiscouata, en celui de « Municipalité de Sully ».

Conformément aux dispositions de l'article 48 du Code municipal, ce changement de nom entre en vigueur à compter de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Sully, 19 avril 1966.

Le Maire,
LIONEL CHAREST.
Le Secrétaire-Trésorier,
AIMÉ ROY.

14795-0

Loi électorale de Québec

Avis concernant une agence de publicité (art. 377)

Je donne avis, par les présentes, que l'agence de publicité « Maurice Watier Publicité Ltée », 2055, rue Peel, Montréal, est reconnue comme mandataire de monsieur Jean Morin, agent officiel du Parti libéral du Québec pour la présente élection dont le scrutin est fixé au 5 juin 1966.

Québec, 19 avril 1966.

Le Président général des élections,
FRANÇOIS DROUIN, C.R.

14737-0

Loi électorale de Québec

Avis de nomination d'agents officiels (art. 375)

Je donne avis, par les présentes, que l'honorable Jean Lesage, C.P., C.R., Premier ministre et Chef du Parti libéral de la province de Québec, a nommé, conformément aux dispositions de l'article 375 de la Loi électorale, les trois personnes suivantes pour agir comme agents officiels dudit parti libéral de la province de Québec au cours de l'élection dont le scrutin est fixé au 5 juin 1966:

M. Paul Bédard, homme d'affaires,
940, Chemin St-Louis,
Québec.

M. Jean Morin, administrateur,
905, avenue Pratt,
Outremont.

following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

J. B. Dubé Ltd.
JEAN-GUY JENNINGS,
President.

14776-16-4

Sydney Rottenberg

Notice is hereby given that Sydney Rottenberg, salesman, residing at 5608 Pinedale Street, Côte-St-Luc, district of Montreal will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to "Sydney Ross"; said change of name will also benefit his wife, Miriam Ross, his son, Ian Harris Rottenberg, and his daughter, Debra Faith Rottenberg, all of the same address.

Montreal, April 18, 1966.

SPIEGEL, SHRIAR,
POLAK & COOPERSTONE,
Attorneys for applicant.

14777-16-2-0

Municipality of Sully

Notice is hereby given by the undersigned, that the Lieutenant-Governor in Council has, on April 5, 1966, adopted an Order in Council having for purpose to change the name of the municipality of Saint-David-d'Estcourt, county of Témiscouata, to that of "Municipality of Sully".

Pursuant to the provisions of section 48 of the Municipal Code, this change of name is in effect as from the publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

Sully, April 19, 1966.

LIONEL CHAREST,
Mayor.
AIMÉ ROY,
Secretary-Treasurer.

14795

Quebec Election Act

Notice concerning a publicity agency (sec. 377)

I give notice, by these presents, that the publicity agency "Maurice Watier Publicité Ltée", 2055, Peel St., Montreal, is recognized as the authorized agent of Mr. Jean Morin, official agent of the Liberal Party of the Province of Quebec for the present election for which voting is fixed for June 5, 1966.

Québec, April 19, 1966.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
Chief Returning-Officer.

14737-0

Quebec Election Act

Notice of appointment of official agents (section 375)

I give notice, by these presents, that the Honorable Jean Lesage, P.C., Q.C., Premier and leader of the Liberal Party of the Province of Quebec, has appointed, pursuant to the provisions of section 375 of the Election Act, the three following persons to act as official agents of the said Liberal Party of the Province of Quebec during the election for which voting is fixed for June 5, 1966:

Mr. Paul Bédard, businessman,
940 St-Louis Road,
Quebec.

Mr. Jean Morin, administrator,
905 Pratt Ave.,
Outremont.

M. T. B. Ryan, homme d'affaires,
330, rue Simcoe,
Ville Mont-Royal.
Québec, le 19 avril 1966.

14737-0 *Le Président général des élections,*
FRANÇOIS DROUIN, C.R.

Mr. T. B. Ryan, businessman,
330 Simcoe St.,
Town of Mount Royal.
Quebec, April 19, 1966.

14737 *FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,*
Chief Returning-Officer.

Loi électorale de Québec

*Avis de nomination
d'agent officiel (art. 375)*

Je donne avis, par les présentes, que monsieur Daniel Johnson, C.R., Chef du parti de l'Union Nationale, a nommé, conformément aux dispositions de l'article 375 de la Loi électorale, la personne suivante pour agir comme agent officiel dudit parti de l'Union Nationale au cours de l'élection dont le scrutin est fixé au 5 juin 1966:

M. Charles-Eugène Doucet, imprimeur,
3241, Place Hélène Boulé,
Montréal.
Québec, le 19 avril 1966.
Le Président général des élections,
14737-0 FRANÇOIS DROUIN, C.R.

Quebec Election Act

*Notice of appointment of official
agent (section 375)*

I give notice, by these presents, that Mr. Daniel Johnson, Q.C. Leader of the Union National Party, has appointed, pursuant to the provisions of section 375 of the Election Act, the following person to act as official agent of the said Union National Party during the election for which voting is fixed for June 5, 1966:

Mr. Charles-Eugène Doucet, Printer,
3241, Hélène Boulé Square,
Montreal.
Quebec, April 19, 1966.
FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
14737-0 *Chief Returning-Officer.*

Caisses d'épargne et de crédit

**Caisse d'Économie des travailleurs
de Drummondville**

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « Caisse d'Économie des travailleurs de Drummondville ».

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres sera les employés des compagnies St-François Teinture, Eagle Pencil et Eastern Paper Box.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Drummondville, Québec, dans le district électoral de Drummond.

Québec, le 15 avril 1966.
Le Sous-secrétaire de la province,
14778-0 RAYMOND DOUVILLE.

Caisse Populaire de Schefferville

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « Caisse Populaire de Schefferville ».

Le territoire dans lequel la caisse recrutera ses membres sera la ville de Schefferville.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Schefferville, Québec, dans le district électoral de Duplessis.

Québec, le 15 avril 1966.
Le Sous-secrétaire de la province,
14779-0 RAYMOND DOUVILLE.

Savings and Credit Unions

**Caisse d'Économie des travailleurs
de Drummondville**

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is given that the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union "Caisse d'Économie des travailleurs de Drummondville".

The group in which the union will recruit its members will be the employees of the companies St-François Teinture, Eagle Pencil and Eastern Paper Box.

The head office of this savings and credit union is situated at Drummondville, Quebec, in the electoral district of Drummond.

Québec, April 15, 1966.
RAYMOND DOUVILLE,
14778 *Assistant Secretary of the Province.*

Caisse Populaire de Schefferville

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is given that the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credits union "Caisse Populaire de Schefferville".

The territory in which the union will recruit its members will be the town of Schefferville.

The head office of this savings and credit union is situated at Schefferville, Quebec, in the electoral district of Duplessis.

Québec, April 15, 1966.
RAYMOND DOUVILLE,
14779 *Assistant Secretary of the Province.*

**Compagnies autorisées
à faire des affaires**

**International Savings
and Mortgage Corporation**

Avis est par les présentes donné que « International Savings and Mortgage Corporation », ayant sa principale place d'affaires à 257, rue Smith, Winnipeg, Manitoba, a obtenu du Secrétaire de la Province en date du 21e jour de

**Companies Licensed
to do Business**

**International Savings
and Mortgage Corporation**

Notice is hereby given that "International Savings and Mortgage Corporation", having its main place of business at 257 Smith Street Winnipeg, Manitoba, has obtained from the Provincial Secretary on the 21st day of March

mars, 1966, une licence lui permettant de faire affaires dans la Province de Québec en vertu des dispositions de la Loi des Sociétés de Prêts et de Placements, chapitre 289, S.R.Q. 1964, que la principale place d'affaires de la compagnie dans la province de Québec est situé à 500 Est, Grande Allée, en la cité de Québec et que son principal agent dans la Province est Monsieur André Desmeules, avocat, dont le bureau est situé à l'adresse ci-dessus ».

Les Procureurs de la compagnie,

ST-LAURENT, MONAST,
DESMEULES & WALTERS.

14618-14-4-0

Hamac-Hansella Machinery Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Hamac-Hansella Machinery Corporation », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Bronson Culver, c.r., de 800, carré Victoria, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 50 ouest, boulevard Crémazie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

14725

13-66 — 1314/50

Texas Instruments Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Texas Instruments Incorporated » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. W. H. Laidley, de suite 1100, 231 ouest, rue St-Jacques, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à suite 1100, 231 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725

11-66 — 1314/115

Chartes — Abandon de

Jane Apartments Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Jane Apartments Ltd. », a l'intention de demander au Secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 12 avril 1966.

Le Secrétaire,

MORTIMER DECKELBAUM.

14726-0

Dolphin Swimwear Inc.

Avis est donné que la compagnie « Dolphin Swimwear Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 12^e jour d'avril 1966.

Le Secrétaire,

HAROLD DERMER.

14740

1966, a licence to carry on business in the Province of Quebec in virtue of the provisions of the Loan and Investment Societies Act (R.S.Q. 1964, chapter 289), that the principal office of the company in the Province of Quebec is at 500 Grande Allée East, city of Quebec and that its chief agent in the Province of Quebec is Mr. André Desmeules advocate, at the above given address."

ST-LAURENT, MONAST,

DESMEULES & WALTERS.

Attorneys for the company.

14618-14-4-0

Hamac-Hansella Machinery Corporation

Notice is given that under the Extra-Provincial Companies Act, "Hamac-Hansella Machinery Corporation", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Bronson Culver, q.c., of 800 Victoria Square, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 50 Crémazie Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725-0

13-66 — 1314/50

Texas Instruments Incorporated

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Texas Instruments Incorporated", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. W. H. Laidley, of Room 1100, 231 St. James Street West, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at Room 1100, 231 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725-0

11-66 — 1314/115

Charters — Surrender of

Jane Apartments Ltd.

Notice is hereby given under the Quebec Companies Act and amendments that "Jane Apartments Ltd.", intends to make application to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

Montreal, April 12, 1966.

MORTIMER DECKELBAUM,

Secretary.

14726-0

Dolphin Swimwear Inc.

Notice is hereby given that "Dolphin Swimwear Inc.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 12th day of April, 1966.

HAROLD DERMER,

Secretary.

14740-0

Chambly Lands Limited

Avis est par les présentes donné que « Chambley Lands Limited », une compagnie constituée en corporation sous l'empire de la première partie de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité et district de Montréal, province de Québec, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, ce 14e jour d'avril, 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
ANTOINE PRÉVOST.

14738-0 12954-61

Le Curling St Hyacinthe Incorporée

Prenez avis que la compagnie « Le Curling St Hyacinthe Incorporée », demandera au Secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Le Procureur de la compagnie,
ME MICHEL POTHIER.

14739-0

Mountview Plaza Inc.

Avis est donné que la compagnie « Mountview Plaza Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 13e jour d'avril 1966.

Le Secrétaire,
ESTER WOHL.

14753

Terrebonne Investments Inc.

Avis est donné que la compagnie « Terrebonne Investments Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte et son annulation à compter d'une date à être fixée par lui.

Terrebonne Investments Inc.,
Par le Président,
FREDA DECKELBAUM.

14754

Arba Corp.

Avis est donné que la compagnie « Arba Corp. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en les ville et district de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 28e jour de mars 1966.

Arba Corp.,
Les Procureurs de la compagnie,
TINKOFF, SEAL, SHAPOSNICK &
MOSCOWITZ.

14764

Les Immeubles Cimon Inc.

Prenez avis que la compagnie « Les Immeubles Cimon Inc. », demandera au Secrétaire de la Province la permission d'abandonner sa charte.

Le Notaire et Procureur,
ME LOMER GERVAIS.

14766-0

Chambly Lands Limited

Notice is hereby given that "Chambly Lands Limited", a company incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act and having its head office in the city and district of Montreal, Province of Quebec, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, this 14th day of April, 1966.

ANTOINE PRÉVOST,
Secretary-Treasurer.

14738-0 12954-61

Le Curling St Hyacinthe Incorporée

Take notice that "Le Curling St Hyacinthe Incorporée", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

ME MICHEL POTHIER,
Attorney for the company.

14739

Mountview Plaza Inc.

Notice is hereby given that the "Mountview Plaza Inc.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 13th day of April, 1966.

ESTER WOHL,
Secretary.

14753-0

Terrebonne Investments Inc.

Notice is hereby given that "Terrebonne Investments Inc.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for the acceptance of the surrender of its charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Terrebonne Investments Inc.,
Per: FREDA DECKELBAUM,
President.

14754-0

Arba Corp.

Notice is hereby given that "Arba Corp.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 28th day of March, 1966.

Arba Corp.,
TINKOFF, SEAL, SHAPOSNICK &
MOSCOWITZ,
Attorneys for Petitioner.

14764-0

Les Immeubles Cimon Inc.

Take notice that "Les Immeubles Cimon Inc.", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

ME LOMER GERVAIS,
Notary and Solicitor.

14766

Huron-British Footwear Ltd.

Avis est donné que «Huron-British Footwear Ltd.», corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, s'adressera au secrétaire de la Province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 13^e jour d'avril, 1966.

Le Secrétaire,
14765-0 WILLIAM WHYTE.

Nomic Inc.

Prenez avis que la compagnie «Nomic Inc.», demandera au Secrétaire de la Province la permission d'abandonner sa charte.

Le Notaire et Procureur,
14767-0 ME LOMER GERVAIS.

Pâtisserie Cousin Inc.

Avis est donné que la compagnie «Pâtisserie Cousin Inc.», une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, et son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Daté à Montréal, P. Q., le 15^e jour d'avril, 1966.

Le Secrétaire,
14768-0 CLAUDE BOUVET.

Bienville Inc.

Avis est par la présente donné que la compagnie «Bienville Inc.», constituée en corporation dans la province de Québec par lettres patentes en date du 11^e jour de mars 1965, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, a établi son siège social au numéro 1115 ouest, rue Sherbrooke, dans la cité de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit siège social est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 25^e jour de janvier 1966.

(Seau) *Le Président,*
14769-0 DAN N. GLUMICICH. 1112-65

Brookfield Corporation

Avis est donné par les présents que «Brookfield Corporation», demandera la permission d'abandonner sa charte à compter d'une date à être fixée.

Brookfield Corporation,
Par le Secrétaire,
14788-0 E. S. BERGER.

**La Compagnie Regal Limitée
Regal Company Limited**

Prenez avis que «La Compagnie Regal Limitée — Regal Company Limited», constituée en corporation en vertu de la loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la Province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la loi des compagnies de Québec.

Daté à Québec, ce dix-neuvième jour d'avril 1966.

Le Procureur de la compagnie,
14789-0 ME JEAN POITRAS, notaire.

Huron-British Footwear Ltd.

Notice is hereby given that "Huron-British Footwear Ltd.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 13th day of April 1966.

WILLIAM WHYTE,
Secretary.

Nomic Inc.

Take notice that "Nomic Inc.", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

ME LOMER GERVAIS,
Notary and Solicitor.

Pâtisserie Cousin Inc.

Notice is hereby given that "Pâtisserie Cousin Inc.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Secretary of the Province of Quebec for the acceptance of the surrender of its charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Dated at Montreal, P. Q. the 15th day of April, 1966.

CLAUDE BOUVET,
Secretary.

Bienville Inc.

Notice is hereby given that the company "Bienville Inc.", incorporated in the province of Quebec by letters patent on the 11th day of March, 1965, and having its head office in the city of Montreal, has established its head office at number 1115 Sherbrooke Street West, in the city of Montreal.

From and after the date of this notice, the said head office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 25th day of January 1966.

(Seal) DAN N. GLUMICICH,
President.
14769-0 1112-65

Brookfield Corporation

Notice is given hereby that "Brookfield Corporation", will make an application for leave to surrender its charter from and after a date to be fixed.

Brookfield Corporation,
Per: E. S. BERGER,
Secretary.
14788

**Regal Company Limited
La Compagnie Regal Limitée**

Notice is hereby given, that "Regal Company Limited — La Compagnie Regal Limitée", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Quebec, this nineteenth day of April 1966.

ME JEAN POITRAS, notary,
Attorney for the company.
14789-0

Normandie Gardens Corp.

Avis est donné par les présents que « Normandie Gardens Corp. », demandera la permission d'abandonner sa charte à compter d'une date à être fixée.

Normandie Gardens Corp.,
Par le Secrétaire,
E. S. BERGER.

14790-o

Radel Realty Inc.

Avis est donné que la compagnie « Radel Realty Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 4e jour de mars 1966.

Le Président,
MME LILY COHEN.

14791

Normandie Gardens Corp.

Notice is hereby given that "Normandie Gardens Corp.", will apply for leave to surrender its charter from and after a date to be fixed.

Normandie Gardens Corp.,
Per: E. S. BERGER,
Secretary.

14790

Radel Realty Inc.

Notice is hereby given that "Radel Realty Inc.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 4th day of March, 1966.

MRS. LILY COHEN,
President.

14791-o

Compagnies dissoutes

Companies Dissolved

Argenteuil Cable Vision Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Argenteuil Cable Vision Inc. », constituée en corporation le 16 septembre 1959, à compter du 18 avril 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725-o

15281-59

Bayridge Estates Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Bayridge Estates Ltd. », constituée en corporation le 7 novembre 1951, à compter du 18 avril 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725-o

13769-51

Bourget Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Bourget Construction Inc. », constituée en corporation le 28 février 1952, à compter du 18 avril 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725-o

3894-52

S. Cadieux & fils Itée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « S. Cadieux & fils Itée », constituée en corporation le 3 avril 1956, à compter du 18 avril 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725-o

10984-56

Canadian Dinette Co.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province

Argenteuil Cable Vision Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Argenteuil Cable Vision Inc.", incorporated on September 16, 1959, on and from April 18, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725

15281-59

Bayridge Estates Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Bayridge Estates Ltd.", incorporated on November 7, 1951, on and from April 18, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725

13769-51

Bourget Construction Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Bourget Construction Inc.", incorporated on February 28, 1952, on and from April 18, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725

3894-52

S. Cadieux & fils Itée

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "S. Cadieux & fils Itée", incorporated on April 3, 1956, on and from April 18, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725

10984-56

Canadian Dinette Co.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased

d'accepter l'abandon de la charte de « Canadian Dinette Co. », constituée en corporation le 10 février 1964, à compter du 18 avril 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725-o 557-64

Canscot Building Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Canscot Building Limited », constituée en corporation le 4 août 1953, à compter du 18 avril 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725-o 16167-53

Carleton Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Carleton Holdings Inc. », constituée en corporation le 13 mai 1960, à compter du 18 avril 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725-o 12157-60

La Cie d'Auteuil Itée D'Auteuil Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « La Cie d'Auteuil Itée — D'Auteuil Co. Ltd. », constituée en corporation le 19 novembre 1958, à compter du 18 avril 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725-o 14162-58

Code Realities Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Code Realities Ltd. », constituée en corporation le 12 juillet 1954, à compter du 18 avril 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725-o 11836-54

Continental Sewing Machine Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Continental Sewing Machine Co. Ltd. », constituée en corporation le 5 décembre 1951, à compter du 18 avril 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725-o 14968-51

Eugène Desjardins, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Eugène Desjardins, Ltd. », constituée en corporation le 2 septembre 1930, à compter du 18 avril 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725-o 1671-30

to accept the surrender of the charter of "Canadian Dinette Co.", incorporated on February 10, 1964, on and from April 18, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725 557-64

Canscot Building Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Canscot Building Limited", incorporated on August 4, 1953, on and from April 18, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725 16167-53

Carleton Holdings Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Carleton Holdings Inc.", incorporated on May 13, 1960, on and from April 18, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725 12157-60

La Cie d'Auteuil Itée D'Auteuil Co. Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "La Cie d'Auteuil Itée — D'Auteuil Co. Ltd.", incorporated on November 19, 1958, on and from April 18, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725 14162-58

Code Realities Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Code Realities Ltd.", incorporated on July 12, 1954, on and from April 18, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725 11836-54

Continental Sewing Machine Co. Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Continental Sewing Machine Co. Ltd.", incorporated on December 5, 1951, on and from April 18, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725 14968-51

Eugène Desjardins, Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary, has been pleased to accept the surrender of the charter of "Eugène Desjardins, Ltd.", incorporated on September 2, 1930, on and from April 18, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

14725 1671-30

Elda Jewellery Manufacturing Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Elda Jewellery Manufacturing Company Limited », constituée en corporation le 2 août 1963, à compter du 18 avril 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
 14725-0 3318-63

Intersigs Itée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Intersigs Itée », constituée en corporation le 21 juin 1962, à compter du 18 avril 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
 14725-0 12703-62

W. Klaar (Canada) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « W. Klaar (Canada) Ltd. », constituée en corporation le 3 avril 1945, à compter du 18 avril 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
 14725-0 2677-45

Lawrence Fabrics Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Lawrence Fabrics Ltd. », constituée en corporation le 6 novembre 1962, à compter du 18 avril 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
 14725-0 14468-62

Jos Leblanc limitée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Jos Leblanc limitée », constituée en corporation le 3 mars 1961, à compter du 18 avril 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
 14725-0 10854-61

London Garage Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « London Garage Ltd. », constituée en corporation le 14 juillet 1953, à compter du 18 avril 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
 14725-0 15850-53

Macon Investments Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Macon Investments Limited », constituée en corporation le 6 novembre 1946, à compter du 18 avril 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
 14725-0 7665-46

Elda Jewellery Manufacturing Company Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Elda Jewellery Manufacturing Company Limited", incorporated on August 2, 1963, on and from April 18, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
 14725 3318-63

Intersigs Itée

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Intersigs Itée", incorporated on June 21, 1962, on and from April 18, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
 14725 12703-62

W. Klaar (Canada) Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "W. Klaar (Canada) Ltd.", incorporated on April 3, 1945, on and from April 18, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
 14725 2677-45

Lawrence Fabrics Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Lawrence Fabrics Ltd.", incorporated on November 6, 1962, on and from April 18, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
 14725 14468-62

Jos Leblanc limitée

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Jos Leblanc limitée", incorporated on March 3, 1961, on and from April 18, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
 14725 10854-61

London Garage Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "London Garage Ltd.", incorporated on July 14, 1953, on and from April 18, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
 14725 15850-53

Macon Investments Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Macon Investments Limited", incorporated on November 6, 1946, on and from April 18, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
 14725 7665-46

**Maçonnerie moderne Itée
Modern Masonry Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Maçonnerie moderne Itée — Modern Masonry Ltd. », constituée en corporation le 1er juin 1965, à compter du 18 avril 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725-o 2618-65

Mapledale Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Mapledale Investment Corporation », constituée en corporation le 25 mai 1955, à compter du 18 avril 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725-o 11402-55

Marlborough Golf & Country Club, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Marlborough Golf & Country Club, Limited », constituée en corporation le 7 février 1923, à compter du 18 avril 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725-o 192-23

Mattolt Investments Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Mattolt Investments Limited », constituée en corporation le 11 mai 1964, à compter du 18 avril 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725-o 1948-64

The McBee Company, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « The McBee Company, Limited », constituée en corporation le 18 novembre 1930, à compter du 18 avril 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725-o 2098-30

Modern Stucco & Terrazzo Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Modern Stucco & Terrazzo Co. Ltd. », constituée en corporation le 28 février 1947, à compter du 18 avril 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14725-o 2122-47

Mountain City Motors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Mountain

**Maçonnerie moderne Itée
Modern Masonry Ltd.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Maçonnerie moderne Itée — Modern Masonry Ltd.", incorporated on June 1, 1965, on and from April 18, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725 2618-65

Mapledale Investment Corporation

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Mapledale Investment Corporation", incorporated on May 25, 1955, on and from April 18, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725 11402-55

Marlborough Golf & Country Club, Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Marlborough Golf & Country Club, Limited", incorporated on February 7, 1923, on and from April 18, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725 192-23

Mattolt Investments Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Mattolt Investments Limited", incorporated on May 11, 1964, on and from April 18, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725 1948-64

The McBee Company, Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "The McBee Company, Limited", incorporated on November 18, 1930, on and from April 18, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725 2098-30

Modern Stucco & Terrazzo Co. Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Modern Stucco & Terrazzo Co. Ltd.", incorporated on February 28, 1947, on and from April 18, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14725 2122-47

Mountain City Motors Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Mountain

City Motors Ltd., constituée en corporation le 7 février 1963, à compter du 18 avril 1966.

Le Sous-secrétaire de la Province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725-o 610-63

New York Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « New York Investment Corporation », constituée en corporation le 21 mai 1955, à compter du 18 avril 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725-o 11376-55

Park Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Park Holdings Ltd. », constituée en corporation le 15 novembre 1946, à compter du 18 avril 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725-o 7747-46

Pointe Claire Barbecue & Spaghetti House Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Pointe Claire Barbecue & Spaghetti House Inc. », constituée en corporation le 8 novembre 1954, à compter du 18 avril 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725-o 12707-54

Quebec Cinema Scope T. V. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Quebec Cinema Scope T. V. Ltd. », constituée en corporation le 1er avril 1964, à compter du 18 avril 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14725-o 1496-64

**Divers
Compagnies**

Béliveau Patternworks Inc.

Avis est donné que la compagnie « Béliveau Patternworks Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le Secrétaire,

MME HENRIETTE GAGNON BÉLIVEAU.

14727-o 4589-65

St. Joseph's House of Hospitality Inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 6 avril 1966, approuvé les règlements généraux de « St. Joseph's House of Hospitality Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

14722-o 1962-65

City Motors Ltd., incorporated on February 7, 1963, on and from April 18, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province,

14725 610-63

New York Investment Corporation

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "New York Investment Corporation", incorporated on May 21, 1955, on and from April 18, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province,

14725 11376-55

Park Holdings Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Park Holdings Ltd.", incorporated on November 15, 1946, on and from April 18, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province,

14725 7747-46

Pointe Claire Barbecue & Spaghetti House Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Pointe Claire Barbecue & Spaghetti House Inc.", incorporated on November 8, 1954, on and from April 18, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province,

14725 12707-54

Quebec Cinema Scope T. V. Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Quebec Cinema Scope T. V. Ltd.", incorporated on April 1, 1964, on and from April 18, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province,

14725 1496-64

**Miscellaneous
Companies**

Béliveau Patternworks Inc.

Notice is hereby given that "Béliveau Patternworks Inc.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

MRS. HENRIETTE GAGNON BÉLIVEAU,

Secretary,

14727 4589-65

St. Joseph's House of Hospitality Inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on April 6, 1966, approved the general by-laws of "St. Joseph's House of Hospitality Inc.", and such, in pursuance to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province,

14729 1962-65

Coopératio inc.

Avis est donné que la compagnie « Coopératio inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 14.

Le Secrétaire,
BERNARD TRUDEL.
14728-o 4172-64

Le Club de chasse à tir de Québec

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 12 avril 1966, approuvé les règlements généraux de « Le Club de chasse à tir de Québec », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
14741-o 934-66

Creative Photographers Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Creative Photographers Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le Président,
G. R. FERGUSON.
14742 13351-62

De-Mix Itée

Avis est donné que la compagnie « De-Mix Itée », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le Secrétaire,
BERNARD DUBÉ.
14743-o 4936-64

Kehal Israel Association Inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 7 avril 1966, approuvé le règlement numéro 1 de « Kehal Israel Association Inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
14744-o 725-66

Les Loisirs paroissiaux de Sault-au-Mouton inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 7 avril 1966, approuvé les règlements généraux de « Les Loisirs paroissiaux de Sault-au-Mouton inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
14745-o 533-66

Les Producteurs de lait nature de Montréal inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 5 avril 1966, approuvé les règlements généraux de « Les Producteurs de lait nature de Montréal inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
14746-o 3986-65

Bell Aluminum Industries Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Bell Aluminum Industries Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le Secrétaire,
REUBEN ZIMMERMAN.
14755 554-65

Coopératio inc.

Notice is hereby given that « Coopératio inc. », has changed the number of its directors from 3 to 14.

BERNARD TRUDEL,
Secretary.
14728 4172-64

Le Club de chasse à tir de Québec

Notice is given that the Provincial Secretary has, on April 12, 1966, approved the general by-laws of « Le Club de chasse à tir de Québec », and such, in virtue of section 226 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
14741 934-66

Creative Photographers Ltd.

Notice is given that « Creative Photographers Ltd. », has changed the number of its directors from 5 to 3.

G. R. FERGUSON,
President.
14742-o 13351-62

De-Mix Itée

Notice is given that « De-Mix Itée », has changed the number of its directors from 4 to 3.

BERNARD DUBÉ,
Secretary.
14743 4936-64

Kehal Israel Association Inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on April 7, 1966, approved by-law number 1 of « Kehal Israel Association Inc. », and such, in pursuance to section 226 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
14744 725-66

Les Loisirs paroissiaux de Sault-au-Mouton inc.

Notice is given that the Provincial Secretary has, on April 7, 1966, approved the general by-laws of « Les Loisirs paroissiaux de Sault-au-Mouton inc. », and such, in virtue of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
14745 533-66

Les Producteurs de lait nature de Montréal inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on April 5, 1966, approved the general by-laws of « Les Producteurs de lait nature de Montréal inc. », and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
14746 3986-65

Bell Aluminum Industries Ltd.

Notice is given that « Bell Aluminum Industries Ltd. », has changed the number of its directors from 4 to 3.

REUBEN ZIMMERMAN,
Secretary.
14755-o 554-65

**Compagnie de Fiducie Prêt et Revenu
Savings and Investment Trust Company**

Avis est donné que la « Compagnie de Fiducie Prêt et Revenu—Savings and Investment Trust Company », a changé le nombre de ses administrateurs de 13 à 15.

Le Secrétaire,
ANDRÉ VERGE.
14756-o 782-60

**Lempira Mines, Ltd.
(No Personal Liability)**

Avis est donné que la compagnie « Lempira Mines, Ltd. », (No Personal Liability) a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 3.

Le Secrétaire,
G. E. McDANIEL.
14757 11415-57

Parkdale (1965) Inc.

Avis est donné que la compagnie « Parkdale (1965) Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Secrétaire,
B. ROBERT GREENFIELD.
14758 5610-65

Reygo Vacuum inc.

Avis est donné que la compagnie « Reygo Vacuum inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 7.

Le Secrétaire,
LILLIANE LAUZON.
14759-o 15300-60

**The Quebec Society of Plastic
and Reconstructive Surgery
La Société de Chirurgie Plastique
et Reconstructive du Québec**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 21 janvier 1966, approuvé une modification à l'article 3 « a » des règlements généraux de « The Quebec Society of Plastic and Reconstructive Surgery — La Société de Chirurgie Plastique et Reconstructive du Québec », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
14794-o 4002-48

**Compagnie de Fiducie Prêt et Revenu
Savings and Investment Trust Company**

Notice is given that "Compagnie de Fiducie Prêt et Revenu—Savings and Investment Trust Company", has changed the number of its directors from 13 to 15.

ANDRÉ VERGE,
Secretary.
14756 782-60

**Lempira Mines Ltd.
(No Personal Liability)**

Notice is given that "Lempira Mines, Ltd.", (No Personal Liability) has changed the number of its directors from 6 to 3.

G. E. McDANIEL,
Secretary.
14757-o 11415-57

Parkdale (1965) Inc.

Notice is given that "Parkdale (1965) Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

B. ROBERT GREENFIELD,
Secretary.
14758-o 5610-65

Reygo Vacuum inc.

Notice is hereby given that "Reygo Vacuum inc.", has changed the number of its directors from 3 to 7.

LILLIANE LAUZON,
Secretary.
14759 15300-60

**The Quebec Society of Plastic
and Reconstructive Surgery
La Société de Chirurgie Plastique
et Reconstructive du Québec**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on January 21, 1966, approved an amendment to section 3 "a" of the general by-laws of "The Quebec Society of Plastic and Reconstructive Surgery — La Société de Chirurgie Plastique et Reconstructive du Québec", and such, pursuant section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
14794 4002-49

Sièges sociaux

Head Offices

Bazinet Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Bazinet Inc. », constituée en corporation par lettres patentes le 1er décembre 1965, a établi son bureau et siège social à 11753 rue Letellier, en les cité et district de Montréal, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, le 30e jour de mars 1966.
Bazinet Inc.,
Par Le Président,
JOSEPH BAZINET.
14730-o 5252-65

Bazinet Inc.

Notice is hereby given that "Bazinet Inc.", company incorporated by letters patent bearing the date of December 1, 1965, has established its office at 11753 Letellier St., in the city and district of Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 30th of March, 1966.
Bazinet Inc.,
Per: JOSEPH BAZINET,
President.
14730 5252-65

Heaters, Limited

Avis est donné que la compagnie « Heaters, Limited », incorporée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes, en date du 1^{er} février 1929, a déménagé son bureau principal de 845, avenue Querbes, Montréal 8, à : 1425, rue de la Montagne, Montréal 25.

Montréal, 22 mars 1966.

Le Secrétaire,
J. R. C. BOYCE.
231-29

14731-o

Maron Construction Corporation

Avis est donné que la compagnie « Maron Construction Corporation », a transporté son siège social de 6484, avenue Victoria, suite 300, Montréal, à 4141 ouest, rue Sherbrooke, suite 250, Westmount.

Le Secrétaire,
J. B. BOBROVE.
10691-59

14732

Waterman Canada Inc.

Avis est donné que la compagnie « Waterman Canada Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu des dispositions de la Première Partie de la Loi des compagnies en date du 5 octobre, 1964, et ayant son siège social dans la ville de Montréal, où était situé son bureau jusqu'à aujourd'hui, a maintenant son siège social dans la ville de St-Lambert, district de Montréal, et a établi son bureau au numéro 2 de la rue Waterman.

À compter de la date du présent avis, ledit siège social et ledit bureau sont considérés par la compagnie comme étant son siège social et son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 6^e jour d'avril 1966.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
JACQUES LAURENT.
4410-64

14733-o

Le Théâtre lyrique de Montréal Inc.

Avis est donné que « Le Théâtre lyrique de Montréal Inc. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 13^e jour de janvier 1966, et ayant son siège social en la ville de Montréal, dans ladite province, a établi son bureau à 1110 ouest, rue Sherbrooke.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 13^e jour d'avril 1966.

Le Secrétaire,
FERNANDE DAUNAIS.
149-66

14747

**Les Entreprises F. Renaud inc.
F. Renaud Enterprises Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Les Entreprises F. Renaud inc.—F. Renaud Enterprises Inc. », a changé son siège social de Montréal, au numéro 7445, rue Vittel, cité de St-Léonard.

Le Secrétaire,
JEAN-PIERRE SEMENIUK.
76-66

14760-o

Paton Manufacturing Company, Limited

Avis est donné que la compagnie « Paton Manufacturing Company, Limited », constituée

Heaters, Limited

Notice is hereby given that "Heaters, Limited", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated February 1, 1929, has moved its head office from 845 Querbes Avenue, Montreal 8, to: 1425 Mountain Street, Montreal 25.

Montreal, March 22, 1966.

J. R. C. BOYCE,
Secretary.
231-29

14731-o

Maron Construction Corporation

Notice is given that "Maron Construction Corporation", has transferred its head office from 6484 Victoria Avenue, Suite 300, Montreal, to 4141 Sherbrooke Street West, suite 250, Westmount.

J. B. BOBROVE,
Secretary.
10691-59

14732-o

Waterman Canada Inc.

Notice is given that "Waterman Canada Inc.", incorporated by letters patent issued under the provisions of Part I of the Companies Act on October 5, 1964, and having its head office in the city of Montreal, where its office was situated up to to-day, has now its head office in the city of St-Lambert, district of Montreal, and has established its office at number 2 Waterman Street.

From and after the date of the present notice, the said head office and the said office are considered by the company as being its head office and its principal office.

Given at Montreal, this 6th day of April, 1966.

(Seal) JACQUES LAURENT,
Secretary.
4410-64

14733

Le Théâtre lyrique de Montréal Inc.

Notice is hereby given that "Le Théâtre lyrique de Montréal Inc.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the 13th day of January, 1966, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province has established its office at 1110 Sherbrooke Street West.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 13th day of April, 1966.

FERNANDE DAUNAIS,
Secretary.
149-66

14747-o

**Les Entreprises F. Renaud inc.
F. Renaud Enterprises Inc.**

Notice is given that "Les Entreprises F. Renaud inc.—F. Renaud Enterprises Inc.", has changed its head office from Montreal, to number 7445 Vittel Street, city of St-Léonard.

JEAN-PIERRE SEMENIUK,
Secretary.
76-66

14760

Paton Manufacturing Company, Limited

Notice is hereby given that "Paton Manufacturing Company, Limited", incorporated by

en corporation par lettres patentes émises par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec en date du 9e jour de mai 1923, et ayant son bureau principal au numéro 1450 rue city Councillors Montréal, a transporté son bureau principal au numéro 7000 rue Parc Montréal.

À compter du premier jour de février ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Sherbrooke, ce septième jour d'avril 1966.

14748-o *Le Secrétaire-trésorier,*
J. L. DUGAN.

Reygo Vacuum inc.

Avis est par les présentes donné que « Reygo Vacuum Inc. », a changé son siège social de 6795, rue St-Urbain, à Montréal, à 12,080, Boulevard Laurentien, en la cité de Montréal.

Montréal, 29 mars 1966.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
LILLIANNE LAUZON.
14759-o

Star Brush Itée-Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Star Brush Itée - Ltd. », a changé son siège social de Montréal, au numéro 7955, boulevard St-Michel, en la cité de St-Michel.

Le Secrétaire,
LAURETTE DUPUIS LEMAY.
14761-o 12350-55

Marché Lachance Inc.

Avis est donné que la compagnie « Marché Lachance Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 7 mars 1966, et ayant son bureau principal à Montréal, province de Québec, a établi son bureau au numéro 1263 rue Jean-Talon est.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 28e jour de mars 1966.

14770-o *Le Président,*
NAZAIRE LACHANCE.
1028-66

Lemoyne & Grant Inc.

Avis est par la présente donné que la compagnie « Lemoyne & Grant Inc. », constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes en date du 4e jour du mois de janvier 1960, et ayant son siège social à 854 boul. Décarie dans la cité de St-Laurent, a changé son siège social au numéro 1343 rue du Collège, Ville St-Laurent, district de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit siège social est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 27ème jour de décembre 1965.

(Sceau) *Le Président,*
ROBERT G. LEMOYNE.
14792-o 17005-59

Les Productions Robard Inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Productions Robard Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 11 février 1966,

letters patent on the 9th day of May, 1923, and having its head office in the city of Montreal, Province of Quebec, situated at civic number 1450 city Councillors Street, has moved its head office to civic number 7000 Park Avenue.

From and after the first day of February, the said office shall be considered as being the head office of the company.

Given at Sherbrooke, this seventh day of April, 1966.

14748-o J. L. DUGAN,
Secretary-Treasurer.

Reygo Vacuum inc.

Notice is hereby given that "Reygo Vacuum Inc.", has changed its head office from 6795 St-Urbain Street, in Montreal, to 12,080 Laurentien Boulevard, in the city of Montreal.

Montréal, March 29, 1966.

(Seal) LILLIANNE LAUZON,
14759 *Secretary.*

Star Brush Itée-Ltd.

Notice is given that "Star Brush Itée - Ltd.", has changed its head office from Montreal, to number 7955 St-Michel Boulevard, in the city of St-Michel.

14761 LAURETTE DUPUIS LEMAY,
Secretary.
12350-55

Marché Lachance Inc.

Notice is given that "Marché Lachance Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, dated March 7, 1966, and having its principal office at Montreal, province of Quebec, has established its office at number 1263 Jean-Talon Street East.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its principal office.

Given at Montreal, this 28th day of March, 1966.

14770 NAZAIRE LACHANCE,
President.
1028-66

Lemoyne & Grant Inc.

Notice is hereby given that the company "Lemoyne & Grant Inc.", incorporated in the Province of Quebec by letters patent on the 4th day of the month of January 1960 and having its head office at 854 Decarie boul. in the city of St. Laurent, has changed its office to 1343 du Collège Street, city of St. Laurent, district of Montreal.

From and after the date of this notice of change of address, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 27th day of December 1965.

(Seal) ROBERT G. LEMOYNE,
14792-o *President.*
17005-59

Les Productions Robard Inc.

Notice is hereby given that "Les Productions Robard Inc.", incorporated by letters patent dated February 11, 1966, and having its head

et ayant son bureau principal à Montréal, a établi son bureau au 1255 de la rue Université, chambre 420.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Montréal, ce 4 avril, 1966.

Le Président,
ROBERT RIVARD.

14793-0

5148-65

office in Montreal, has established its office at 1255 Université Street, Room 420.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Montreal, April 4, 1966.

ROBERT RIVARD,
President.

14793

5148-65

Demandes à la Législature

Applications to Legislature

Ville de Pincoirt

Town of Pincoirt

Avis public est par les présentes donné que la « Ville de Pincoirt », dans le comté de Vaudreuil-Soulanges, district de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, au cours de la présente session pour demander l'adoption d'une loi spéciale aux fins suivantes:

Public notice is hereby given that the "Town of Pincoirt", in the county of Vaudreuil-Soulanges, in the district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to request the adoption of a special Act, for the following purposes:

Modifier ses règlements d'emprunts en vigueur lors de la sanction de la Loi 12-13 Elizabeth II, chapitre 53, pour prescrire que dans le cas des lots situés à un carrefour et de ceux qui ne sont pas rectangulaires, la taxe spéciale peut être imposé en tenant compte à la fois de leur étendue en front et de leur superficie;

Amend its loan by-laws in force at the date of the sanction of the Act 12-13 Elizabeth II, chapter 53, to decree that in the case of lots that are situated at a street corner or are not rectangular, the council may fix the frontage for assessment purposes, taking into account both frontage and area;

et pour toutes autres fins.

and for all other purposes.

Pincoirt, ce 22 mars 1966.

Pincoirt, March 22, 1966.

14491-13-4-0

L'Avocat de la requérante,
MAURICE R. MARCOTTE.

14491-13-4-0

MAURICE R. MARCOTTE,
Attorney for the petitioner.

Cité de Longueuil

City of Longueuil

Avis est par les présentes donné que la « Cité de Longueuil », corporation municipale ayant son siège social dans les limites de son territoire, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, aux fins d'obtenir les pouvoirs suivants: Autoriser la Cour municipale à livrer les sommations de comparaître par courrier recommandé; autoriser les constables ou agents de la Paix à émettre un avis sommaire équivalant à une sommation de comparaître en Cour municipale dans les cas d'infraction aux règlements de circulation et sécurité publique; revendre pour fins résidentielles certaine lisière de terrains acquis suivant la Loi des fonds industriels; acquérir de toute corporation de la Couronne du chef du Canada certains terrains et les revendre sous certaines conditions; et pour toutes autres fins.

Notice is hereby given that the "City of Longueuil", municipal corporation having its head office in the limits of its territory, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the purpose of obtaining the following powers: To authorize the Municipal Court to deliver the service of process by registered mail; to authorize the constables or officers of the peace to issue a summary notice equivalent to a service of process in the Municipal Court in cases of infraction to the public security and traffic regulations; to resell for residential purposes certain strip of lands acquired according to the Industrial Funds Act; to acquire from any Crown corporation in the right of Canada certain lots of land and to resell them under certain conditions; and for all other purposes.

Longueuil, ce 21 mars 1966.

Longueuil, March 21, 1966.

14508-13-4-0

Le Procureur de la cité de Longueuil,
J. ÉLOI GERVAIS, C.R.

14508-13-4

J. ÉLOI GERVAIS, Q.C.,
Attorney for the city of Longueuil.

St. Andrews Golf Club Inc.

St. Andrews Golf Club Inc.

Antoine Paré, avocat, Pothier Ferland, avocat et Jean Archambault, étudiant présenteront un bill privé à la présente session de la législature de Québec pour rétablir les lettres patentes de « St. Andrews Golf Club Inc. ».

Notice is hereby given that Antoine Paré, lawyer, Pothier Ferland, lawyer and Jean Archambault, student will present a private bill at the present session of the Quebec Legislature for the reinstatement of the letters patent of "St. Andrews Golf Club Inc."

Mars 25, 1966.

March 25, 1966.

Les Avocats et Procureurs,
PARÉ, FERLAND, MACKAY, BARBEAU,
14519-13-4-0 HOLDEN & STEINBERG.

PARÉ, FERLAND, MACKAY, BARBEAU,
14519-13-4-0 HOLDEN & STEINBERG.
Barristers and Solicitors.

Cité de Hull

Avis est par les présentes donné que la « Cité de Hull », s'adressera à la Législature de la province de Québec lors de sa présente session pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale amendement sa charte pour les fins suivantes: Pour permettre au Conseil d'augmenter à 8 le nombre de quartiers et des échevins; Pour modifier les qualifications foncières nécessaires pour être candidat aux charges de maire et d'échevin; Pour modifier la date de la mise en nomination et de l'élection; Pour que le président du Conseil n'ait qu'un vote prépondérant; Pour que l'ouverture des soumissions soit faite par le comité exécutif; Pour modifier les exemptions de taxe sur certaines propriétés; Pour modifier les formalités relatives à l'octroi de franchise pour le transport urbain de passagers, et pour d'autres fins.

Hull, ce 29ième jour de mars 1966.

Le Maire,
MARCEL D'AMOUR.

Le Greffier,
ROLAND STEVENS.

14608-14-4-0

City of Hull

Notice is hereby given that the "City of Hull", will present a petition to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to obtain the adoption of a special law, amending its charter for the following purposes: To permit council to increase to 8 the number of wards and aldermen; To modify the necessary requirements to become a candidate for mayor or alderman; To change the nomination and election dates; To grant the chairman of council a deciding vote; To permit the executive committee to open tenders for money by laws; To change the tax exemptions; To change the formalities in granting franchises for the transportation of passengers and for other purposes.

Hull, this 29th day of March 1966.

MARCEL D'AMOUR,
Mayor.

ROLAND STEVENS,
City Clerk.

14608-14-4

Liquidation — Avis de

La Caisse Populaire Desjardins de Sainte-Paule

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des membres de « La Caisse Populaire Desjardins de Sainte-Paule », tenue à Sainte-Paule, le 21 décembre 1965, il a été résolu que les affaires de ladite caisse soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, le tout en vertu de la Loi des caisses d'épargne et de crédit et de la Loi de la liquidation des compagnies à fonds social, et que MM. René Deschênes, Albert Ouellet et Edgar L. Thériault ont été nommés liquidateurs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
14734-0 2056-45

Winding up Notices

La Caisse Populaire Desjardins de Sainte-Paule

Notice is hereby given that, at a special general meeting of the members of "La Caisse Populaire Desjardins de Sainte-Paule", held at Sainte-Paule, on December 21, 1965, it has been resolved that the affairs of the said credit union be wound up, and it be dissolved, the whole in virtue of the Savings and Credit Unions Act and of the Winding-up Act, and that MM. René Deschênes, Albert Ouellet and Edgar L. Thériault be named liquidators.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
14734 2056-45

Ministère des Affaires municipales

Ville de Bélair

Règlement No B-14

À l'effet de porter la durée du mandat du maire et des échevins de deux ans à trois ans.

Assemblée régulière ajournée du conseil municipal de la corporation de Ville de Bélair, comté de Québec, tenue le 21ième jour de février 1966, à 8 heures du soir, à l'endroit ordinaire des réunions du conseil, à laquelle assemblée étaient présents:

Son Honneur le maire Gaston Robitaille.
Messieurs les échevins: Albert Vallières, Roméo Guénette, Paul-Émile Ross, Emmanuel Rodrigue, Arthur Roy.

Tous membres du conseil et formant quorum.

Il est constaté que les avis aux fins de la présente assemblée ont été donnés à tous et à chacun des membres du conseil de la manière et dans le délai voulus par la loi.

Department of Municipal Affairs

Town of Bélair

By-law No. B-14

Concerning the lengthening of the term of office of the mayor and aldermen from two to three years.

Regular adjourned meeting of the municipal Council of the Corporation of the Town of Bélair, county of Quebec, held on the 21st day of February, 1966, at 8:00 o'clock in the evening, in the place where Council meetings are usually held, at which were present:

His Honour the Mayor Gaston Robitaille.
Messrs Aldermen: Albert Vallières, Roméo Guénette, Paul-Émile Ross, Emmanuel Rodrigue, Arthur Roy.

All members of the Council and forming quorum.

It is established that the notices concerning the present meeting have been given to each and all the members of the Council in the manner and within the delay prescribed by law.

CONSIDÉRANT que la corporation de la Ville de Bélair a été incorporée en ville par lettres patentes, et est régie par les dispositions de la Loi des cités et villes du Québec, chapitre 193 S.R.Q. 1964;

CONSIDÉRANT que la durée du mandat de son honneur le maire et de messieurs les échevins est actuellement de deux ans et qu'il serait avantageux pour la corporation, afin d'améliorer la permanence de l'administration municipale, de porter la durée de ce mandat à trois ans;

CONSIDÉRANT qu'en vertu des dispositions de l'article 173, paragraphe 8 de la Loi des cités et villes du Québec (chapitre 193 S.R.Q. 1964), cette corporation possède le pouvoir d'adopter un règlement pour décréter que la durée des fonctions du maire et des échevins sera dorénavant de trois ans;

CONSIDÉRANT qu'un tel règlement doit être approuvé par le Lieutenant-gouverneur en conseil;

CONSIDÉRANT que les prochaines élections municipales dans la municipalité de Ville de Bélair auront lieu au mois de novembre 1966;

CONSIDÉRANT que le conseil de cette corporation juge qu'il est dans l'intérêt des contribuables de se prévaloir des dispositions susmentionnées et d'adopter un règlement à cet effet;

CONSIDÉRANT qu'avis de présentation du présent règlement a été préalablement donné, soit à la séance de ce conseil tenue le 2^{ième} jour de novembre 1965;

Il est proposé par M. l'échevin: Emmanuel Dodrigue.

Appuyé par M. l'échevin: Roméo Guénette.

Il est en conséquence ordonné et statué par règlement de ce conseil portant le numéro B-14, et ce conseil ordonne et statue comme suit:

Titre, article 1 — Le présent règlement portera le titre de: « Règlement à l'effet de porter la durée du mandat du maire et des échevins de deux ans à trois ans »;

But, article 2 — Le présent règlement est adopté dans le but de porter la durée du mandat du maire et des échevins de la Ville de Bélair de deux ans à trois ans;

Définitions, article 3 — Les mots « corporation », « municipalité » et « conseil » employés dans le présent règlement ont le sens qui leur est attribué dans le présent article, à savoir:

- le mot « corporation » désigne la corporation municipale de Ville de Bélair;
- le mot « municipalité » désigne la municipalité de Ville de Bélair;
- le mot « conseil » désigne le conseil municipal de Ville de Bélair;

Mandat trois ans, article 4 — Ce conseil décrète, par les présentes, que dorénavant la durée du mandat de son honneur le maire et de Messieurs les échevins est de trois ans (3), et ce à compter des prochaines élections, qui auront lieu au mois de novembre 1966;

Entrée en vigueur, article 5 — Le présent règlement entrera en vigueur à la première élection générale qui suivra l'approbation dudit règlement par le Lieutenant-gouverneur en conseil;

Promulgation, article 6 — Le présent règlement sera promulgué conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes du Québec, chapitre 193 S.R.Q. 1964.

CONSIDERING that the Corporation of the Town of Bélair was incorporated as a town by letters patent and is governed by the provisions of the Quebec Cities and Towns Act, chapter 193, R.S.Q. 1964;

CONSIDERING that the term of office of His Honour the Mayor and Messrs the Aldermen is presently two years, and that it would be beneficial to the Corporation, in order to improve the permanence of municipal administration, to lengthen the term of office to three years;

CONSIDERING that pursuant to the provisions of section 173, paragraph 8 of the Quebec Cities and Towns Act (chapter 193, R.S.Q. 1964), this corporation has the power to adopt a by-law decreeing that the term of office of the Mayor and aldermen be, henceforth, three years;

CONSIDERING that such a by-law must be approved by the Lieutenant-Governor in Council;

CONSIDERING that the next municipal elections in the municipality of the Town of Bélair will take place in the month of November, 1966;

CONSIDERING that the Council of this corporation deems it to be in the interest of the taxpayers to take advantage of the aforementioned provisions, and to adopt a by-law to this effect;

CONSIDERING that a notice of presentation of this by-law was given previously, at the Council meeting held on the 2nd day of November, 1965;

It is proposed by Mr. Alderman Emmanuel Dodrigue.

Seconded by Mr. Alderman Roméo Guénette.

It is therefore ordered and enacted by by-law of this Council bearing number B-14, and the said Council orders and enacts as follows:

Title, section 1 — This by-law will bear the title of: "By-law concerning the lengthening of the term of office of the mayor and aldermen from two to three years";

Purpose, section 2 — The present by-law is adopted for the purpose of lengthening the term of office of the Mayor and Aldermen of the town of Bélair from two to three years;

Definitions, section 3 — The words "corporation", "municipality" and "Council" used in this by-law have the meaning attributed to them in this section, to wit:

- the word "corporation" means the municipal corporation of the Town of Bélair;
- The word "municipality" means the municipality of the Town of Bélair;
- the word "Council" means the municipal Council of the Town of Bélair;

Mandate three years, section 4 — The Council does hereby decree that, henceforth, the mandate of His Honour the Mayor and of Messrs the Aldermen is one of three years (3), and such from and after the next elections, which will take place in the month of November, 1966;

Coming into force, section 5 — This by-law will enter into force at the first general election which will follow the approval of the said by-law by the Lieutenant-Governor in Council;

Promulgation, section 6 — This by-law will be promulgated pursuant to the provisions of the Quebec Cities and Towns Act, chapter 193, R.S.Q., 1964.

Adopté à Ville de Bélair, ce 21^{ème} jour de février 1966.

Le Maire,
GASTON ROBITAILLE.
Le Secrétaire-trésorier,
JEAN-CLAUDE GRENIER.

Copie conforme.

Le Secrétaire-trésorier,
JEAN-CLAUDE GRENIER.

N.B. Ce règlement est publié conformément à l'article 173, paragraphe 8 de la loi des cités et villes.

Le Sous-ministre des affaires municipales,
14749-0 JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

Adopted in the Town of Bélair, this 21st day of February, 1966.

GASTON ROBITAILLE,
Mayor.
JEAN-CLAUDE GRENIER,
Secretary-Treasurer.

True copy.

JEAN-CLAUDE GRENIER,
Secretary-Treasurer.

N.B. This by-law is published in conformity with section 173, paragraph 8 of the Cities and Towns Act.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
14749-0 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Ville de Marieville

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté en conseil No 563 du 29 mars 1966, et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1964, chapitre 193), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement No 316 du conseil municipal de la ville de Marieville, tel que modifié par ledit conseil dans des résolutions adoptées les 2 novembre 1965 et 21 février 1966, et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité de la paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir, comté de Rouville, et annexé à la ville de Marieville.

Ce territoire est le suivant:

Un territoire, faisant actuellement partie de la municipalité de la paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir, comté de Rouville, comprenant en référence au cadastre officiel de ladite paroisse, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, rivières, cours d'eau ou parties d'iceux enfermés dans le périmètre ci-après décrit, à savoir:

Partant du point d'intersection du prolongement de la ligne sud du lot 271 avec la ligne médiane d'un ruisseau limitant à l'est ledit lot 271; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la ligne médiane dudit ruisseau séparant les lots 271 et 272 des lots 145, 146, 148 et 149 jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 149 et 149-A; ledit prolongement; la ligne séparative des lots 149 et 149-A et son prolongement à travers le chemin « Rang de l'Église » jusqu'au côté nord dudit chemin; le côté nord dudit chemin en allant vers l'est jusqu'à son intersection avec la ligne séparative des lots 147 et 150; partie de ladite ligne séparative de lots en allant vers l'est sur une longueur de 1431.95 pieds, soit jusqu'au point d'intersection du prolongement de la limite est de la ville de Marieville à travers les lots 150 et 151; ledit prolongement faisant un angle intérieur de 105° 45' sur une longueur de 732.5 pieds soit jusqu'au point d'intersection de la limite est de la ville de Marieville avec la ligne séparative des lots 151 et 152; puis suivant les limites actuelles de la ville de Marieville, ladite ligne séparative de lots en allant vers l'ouest et faisant un angle intérieur de 74° 27' avec le prolongement ci-haut décrit sur une longueur de 1589 pieds; une ligne à travers les lots 151 et 150 et faisant un angle intérieur de 93° 56' sur une longueur de 504.62 pieds; une autre ligne faisant un angle intérieur de 237° 47' avec la ligne précédente sur une longueur de 305.83 pieds soit jusqu'au point d'intersection du côté nord du

Town of Marieville

Notice is hereby given that by Order in Council No. 563 of March 29, 1966, and in conformity with the provisions of section 43, of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1964, chapter 193), the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to approve by-law No. 316 of the Municipal Council of the town of Marieville, such as amended by the said Council in the resolutions adopted on November 2, 1965, and February 21, 1966, and to decree that, from and after the date of the publication of the present notice, the territory mentioned in the said by-law and hereunder described is detached from the municipality of the parish of Sainte-Marie-de-Monnoir, county of Rouville, and annexed to the town of Marieville.

This territory is the following:

A territory, presently being part of the municipality of the parish of Sainte-Marie-de-Monnoir, county of Rouville, comprising, in reference to the official cadastre of the said parish, lots or parts of lots and their subdivisions, present and future, as well as roads, streets, rivers, water courses or parts of these enclosed in the perimeter hereafter described, to wit:

Leaving from the intersection point of the prolongation of the south line of lot 271 with the median line of a stream bounding on the east said lot 271; thence, successively, the following lines and demarcations: the median line of the said stream separating lots 271 and 272 from lots 145, 146, 148 and 149 up to the prolongation of the separative line of lots 149 and 149-A; the said prolongation; the separative line of lots 149 and 149-A and its prolongation across the road "Rang de l'Église" up to the north side of the said road; the north side of the said road going east up to its intersection with the separative line of lots 147 and 150; part of the said separative line of lots going to the east on a length of 1431.95 feet, being up to the point of intersection of the prolongation of the east limit of the town of Marieville across lots 150 and 151; the said prolongation making an interior angle of 105° 45' on a length of 732.5 feet being up to the point of intersection of the east limit of the town of Marieville with the separative line of lots 151 and 152; then following the present limits of the town of Marieville, the said separative line of lots going to the west and being an interior angle of 74° 27' with the prolongation hereabove described on a length of 1589 feet; a line across lots 151 and 150 and making an interior angle of 93° 56' on a length of 504.62 feet; another line being an interior angle of 237° 47' with the preceding line on a length of 305.83 feet being up to the intersection point of the north side of the road "Rang de l'Église"

chemin « Rang de l'Église » avec le prolongement de la ligne nord-ouest du lot 149-B; ledit prolongement; la ligne nord-ouest des lots 149-B et 272 et son prolongement jusqu'à la ligne médiane d'un ruisseau séparant les lots 271 et 272 des lots 270 et 273; puis laissant les limites actuelles de la ville de Marieville, ladite ligne médiane dudit ruisseau jusqu'au prolongement de la ligne sud du lot 271; ledit prolongement; la ligne sud du lot 271 et son prolongement jusqu'à la ligne médiane d'un autre ruisseau ou point de départ.

Le Sous-ministre des affaires municipales,
14750-0 JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

with the prolongation of the north-west line of lot 149-B; the said prolongation; the north-west line of lots 149-B and 272 and its prolongation up to the median line of a stream separating lots 271 and 272 from lots 270 and 273; then leaving the present limits of the town of Marieville, the said median line of the said stream up to the prolongation of the south line of lot 271; the said prolongation; the south line of lot 271 and its prolongation up to the median line of another stream or point of departure.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
14750 Deputy Minister of Municipal Affairs.

Ministère de l'Agriculture et de la Colonisation

The Southwestern Protestant Settlement Society

Avis public est donné qu'une société de colonisation a été établie sous le nom de « The Southwestern Protestant Settlement Society » par certificat en date du 4 avril 1966, enregistré au bureau du registraire de la province, le 12 avril 1966, libro: 1316, folio: 37.

Les officiers de ladite société sont: MM. Norris Sample, président; Gerald Duncan, premier vice-président; Huntley Greig, second vice-président; Keith Greig, secrétaire-trésorier; MM. Floyd Stevenson, John Dickson, Clifford Williams et Chas. Reid, membres du conseil d'administration.

Le siège des affaires de la société est à Orms-town, comté de Châteauguay, au bureau du secrétaire-trésorier.

Québec, ce 15 avril 1966.

*Le Ministre de l'Agriculture
et de la Colonisation,*

14802-0

A. COURCY.

Department of Agriculture and Colonization

The Southwestern Protestant Settlement Society

Public notice is hereby given that a colonization association has been established under the name of "The Southwestern Protestant Settlement Society" by certificate dated April 4, 1966, registered in the registry office of the Province on April 12, 1966, libro 1316, folio 37.

The officers of the said association are: Messrs Norris Sample, president; Gerald Duncan, first vice-president; Huntley Greig, second vice-president; Keith Greig, secretary-treasurer; Messrs Floyd Stevenson, John Dickson, Clifford Williams and Chas. Reid, members of the Board of Directors.

The head office of the association is in Orms-town, county of Châteauguay, in the office of the Secretary-Treasurer.

Quebec, April 15, 1966.

A. COURCY,
*Minister of Agriculture
and Colonization.*

14802

Ministère de l'Éducation

Paroisse de St-Félicien et ville de St-Félicien

Demande est faite de fusionner le territoire actuel des commissions scolaires de la paroisse et de la ville de St-Félicien dans le comté de Roberval et de l'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de St-Félicien dans le comté de Roberval.

Québec, le 5 avril 1966.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

14688-15-2-0

140-63

Ville de Beauceville-Est Beauceville

Demande est faite de fusionner le territoire actuel des commissions scolaires de la ville de Beauceville-Est dans le comté de Beauce et de l'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de Beauceville dans le comté de Beauce.

Québec, le 13 avril 1966.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

14714-15-2-0

Department of Education

Parish of St-Félicien and town of St-Félicien

Application is made to amalgamate the present territory of the school commissions of the parish and the town of St-Félicien in the county of Roberval and to erect it into a separate school municipality under the name of St-Félicien in the county of Roberval.

Quebec, April 5, 1966.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

14688-15-2

140-63

Town of Beauceville-East Beauceville

Application is made to amalgamate the present territory of the school commissions of the town of Beauceville-East in the county of Beauce, and of Beauceville in the county of Beauce, and to erect it into a separate school municipality under the name of Beauceville in the county of Beauce.

Quebec, April 13, 1966.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

14714-15-2

Cap St-Martin

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de Cap St-Martin dans le comté de Laval à la municipalité scolaire catholique de Chomedey dans le comté de Laval.

Québec, le 13 avril 1966.

14715-15-2-o *Le Ministre de l'Éducation,*
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

La Sarre, P paroisse

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de la paroisse de La Sarre dans le comté d'Abitibi-Ouest à la municipalité scolaire du village de La Sarre dans le même comté et de changer le nom de cette dernière en celui de La Sarre dans le comté d'Abitibi-Ouest.

Québec, le 13 avril 1966.

14716-15-2-o *Le Ministre de l'Éducation,*
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

St-Athanase

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de St-Athanase dans le comté d'Iberville à la municipalité scolaire de la ville d'Iberville dans le même comté.

Québec, le 13 avril 1966.

14717-15-2-o *Le Ministre de l'Éducation,*
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

Clermont

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 538, en date du 29 mars 1966, d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de Ste-Agnès, dans le comté de Charlevoix à la municipalité scolaire de Clermont, dans le comté de Charlevoix.

Ce changement prendra effet, pour fins d'élection le 1er juin 1966 et pour toutes autres fins le 1er juillet 1966.

Québec, le 19 avril 1966.

14803-o *Le Ministre de l'Éducation,*
PAUL GÉRIN-LAJOIE. 55-65

La commission des écoles catholiques de la cité de Jacques-Cartier

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 458 en date du 22 mars 1966, de porter à sept le nombre des commissaires d'écoles pour la commission des écoles catholiques de la cité de Jacques-Cartier.

Ce changement prend effet à compter de l'élection de juin 1966.

Québec, le 12 avril 1966.

14803-o *Le Ministre de l'Éducation,*
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

Commission scolaire régionale Lalonde

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 456 en date du 22 mars 1966, d'admettre les commissions scolaires Clermont et St-Étienne-de-Languedoc dans la commission scolaire régionale Lalonde à compter du 1er juillet 1966.

Pour fins de la représentation prévue à l'article 480, les commissions scolaires de Clermont et St-Étienne-de-Languedoc soient ajoutées au groupe des commissions scolaires de Beaucanton, Desmeloizes, Ville de Duparquet, Dupuy, La Reine, Palmarolle, Rapide Danseur, Ste-Anne de Roquemaure, Ste-Hélène, Ste-Jeanne-d'Arc,

Cap St-Martin

Application is made to annex the present territory of the school commission of Cap St-Martin in the county of Laval, to the Catholic school municipality of Chomedey in the county of Laval.

Quebec, April 13, 1966.

14715-15-2 *PAUL GÉRIN-LAJOIE,*
Minister of Education.

La Sarre, Parish

Application is made to annex the present territory of the school commission of the parish of La Sarre in the county of Abitibi-West to the school municipality of the village of La Sarre in the same county and to change the name of the latter to that of La Sarre, in the county of Abitibi-West.

Quebec, April 13, 1966.

14716-15-2 *PAUL GÉRIN-LAJOIE,*
Minister of Education.

St-Athanase

Application is made to annex the present territory of the school commission of St-Athanase in the county of Iberville to the school municipality of the town of Iberville in the same county.

Quebec, April 13, 1966.

14717-15-2 *PAUL GÉRIN-LAJOIE,*
Minister of Education.

Clermont

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council, No. 538, dated March 29, 1966, to annex the present territory of the School Commission of Ste-Agnès, in the county of Charlevoix, to the school municipality of Clermont, in the county of Charlevoix.

This change will take effect, for election purposes on June 1st, 1966 and for all other purposes on July 1, 1966.

Quebec, April 19, 1966.

14803 *PAUL GÉRIN-LAJOIE,*
Minister of Education. 55-65

The catholic school commission of the city of Jacques-Cartier

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 458 dated March 22, 1966, to increase to seven the number of school commissioners for the catholic school commission of the city of Jacques-Cartier.

This change takes effect from and after the election of June, 1966.

Quebec, April 12, 1966.

14803 *PAUL GÉRIN-LAJOIE,*
Minister of Education.

Lalonde regional school board

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 456 dated March 22, 1966, to admit the Clermont and St-Étienne-de-Languedoc school commissions in the Lalonde regional school board from and after the 1st of July, 1966.

For representation purposes provided for in section 480, the Clermont and St-Étienne-de-Languedoc school commissions be added to the group of school commissions of Beaucanton, Desmeloizes, Ville de Duparquet, Dupuy, La Reine, Palmarolle, Rapide Danseur, Ste-Anne de Roquemaure, Ste-Hélène, Ste-Jeanne-d'Arc,

St-Laurent-de-Palmarolle, St-Mathias, Val Paradis, Val St-Gilles, Villebois, Taschereau, Colom-bourg, Ste-Germaine, St-Janvier, Laferté et Authier.

Québec, le 13 avril 1966.

Le Ministre de l'Éducation,

PAUL GÉRIN-LAJOIE.

14803-o

1945-61

La commission des écoles catholiques de Montréal

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 538, en date du 29 mars 1966, de détacher de la municipalité scolaire de St-Léonard-de-Port-Maurice, dans le comté de Bourget, le lot No 370 du cadastre officiel de la paroisse de Sault-au-Récollet pour l'annexer, pour les catholiques seulement, au territoire sous la juridiction de la Commission des Écoles Catholiques de Montréal.

Ce changement prendra effet, pour fins d'élection le 1er juin 1966 et pour toutes autres fins le 1er juillet 1966.

Québec, le 19 avril 1966.

Le Ministre de l'Éducation,

PAUL GÉRIN-LAJOIE.

14803-o

246-65

Rosemère Cath.

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 457, en date du 22 mars 1966, de détacher de la municipalité scolaire de Bois-des-Filion, dans le comté de Terrebonne, le territoire de la ville de Lorraine, tel qu'érigé par la Loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 162, pour l'annexer, pour les catholiques seulement, à la municipalité scolaire catholique de Rosemère, dans le comté de Terrebonne.

Ce changement prendra effet pour fins d'élection le 1er juin 1966, et pour toutes autres fins le 1er juillet 1966.

Québec, le 15 avril 1966.

Le Ministre de l'Éducation,

PAUL GÉRIN-LAJOIE.

14803-o

167-65

St-François-du-Lac

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 458 en date du 22 mars 1966, de détacher de la municipalité scolaire de St-Michel No 2 dans le comté d'Yamaska les lots 283 et 284 du cadastre officiel de la paroisse de St-Michel d'Yamaska, pour les annexer à la municipalité scolaire de St-François-du-Lac dans le comté d'Yamaska.

Ce changement prend effet pour fins d'élection le 1er juin et pour toutes autres fins le 1er juillet 1966.

Québec, le 12 avril 1966.

Le Ministre de l'Éducation,

PAUL GÉRIN-LAJOIE.

14803-o

882-64

Ste-Monique

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 538, en date du 29 mars 1966, de détacher de la municipalité scolaire de Grand-St-Esprit, dans le comté de Nicolet, les lots 31 à 76 inclusivement et 101 à 142 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Monique pour les annexer à la municipalité scolaire de Ste-Monique, dans le comté de Nicolet.

St-Laurent-de-Palmarolle, St-Mathias, Val Paradis, Val St-Gilles, Villebois, Taschereau, Colom-bourg, Ste-Germaine, St-Janvier, Laferté and Authier.

Quebec, April 13, 1966.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,

Minister of Education.

14803

1945-61

The catholic school commission of Montreal

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 538, dated March 29, 1966, to detach from the school municipality of St-Léonard-de-Port-Maurice, in the county of Bourget, lot No. 370 of the official cadaster of the parish of Sault-au-Récollet to annex it, for the Catholics only, to the territory under the jurisdiction of the catholic school commission of Montreal.

This change will take effect, for election purposes, on June 1, 1966, and for all other purposes, on July 1, 1966.

Quebec, April 19, 1966.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,

Minister of Education.

14803

246-65

Rosemère Cath.

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council number 457, dated March 22, 1966, to detach from the school municipality of Bois-des-Filion, in the county of Terrebonne, the territory of the town of Lorraine, such as erected by the Act 8-9 Elizabeth II, chapter 162, to annex it, for the Catholics only, to the Catholic School Municipality of Rosemère, in the county of Terrebonne.

This change will take effect for election purposes on June 1, 1966, and for all other purposes on July 1, 1966.

Quebec, April 15, 1966.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,

Minister of Education.

14803

167-65

St-François-du-Lac

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 458 dated March 22, 1966, to detach from the school municipality of St-Michel No. 2 in the county of Yamaska lots 283 and 284 of the official cadaster of the parish of St-Michel d'Yamaska, to annex them to the school municipality of St-François-du-Lac in the county of Yamaska.

This change takes effect for election purposes on the 1st of June and for all other purposes on the July 1, 1966.

Quebec, April 12, 1966.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,

Minister of Education.

14803

882-64

Ste-Monique

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 538, dated March 29, 1966, to detach from the school municipality of Grand-St-Esprit, in the county of Nicolet, lots 31 to 76 inclusively and 101 to 142 inclusively in the official cadaster of the parish of Ste-Monique, in order to annex them to the school municipality of Ste-Monique, in the county of Nicolet.

Ce changement prendra effet, pour fins d'élection le 1er juin 1966 et pour toutes autres fins le 1er juillet 1966.

This change will take effect, for election purposes, on June 1, 1966, and for all other purposes on July 1, 1966.

Québec, le 19 avril 1966.

Québec, April 19, 1966.

Le Ministre de l'Éducation,

PAUL GÉRIN-LAJOIE,

PAUL GÉRIN-LAJOIE.

Minister of Education.

14803-o

262-65

14803

262-65

Chomedey Cath.

Chomedey Cath.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire catholique de Chomedey, dans le comté de Laval, les lots 215, 220, 226, 227, 239, P-241, 243, P-244, P-245, P-246, P-247, 248, 249, 252 et P-256 du cadastre officiel de la paroisse de St-Martin pour les annexer, pour les catholiques seulement, à la municipalité scolaire de la ville de Laval-des-Rapides, dans le comté de Laval.

Application is made to detach from the Catholic school municipality of Chomedey, in the county of Laval, lots 215, 220, 226, 227, 239, P-241, 243, P-244, P-245, P-246, P-247, 248, 249, 252, and P-256 in the official cadaster of the parish of St-Martin, to annex them, for Catholics only, to the school municipality of the town of Laval-des-Rapides, in the county of Laval.

Québec, le 15 avril 1966.

Québec, April 15, 1966.

Le Ministre de l'Éducation,

PAUL GÉRIN-LAJOIE,

PAUL GÉRIN-LAJOIE.

Minister of Education.

14804-16-2-o

51-65

14804-16-2

51-65

Farnham-Ouest

Farnham-West

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de Farnham-Ouest, dans le comté de Missisquoi, à la municipalité scolaire de la ville de Farnham, même comté et de changer le nom de cette dernière en celui de « Farnham », dans le comté de Missisquoi.

Application is made to annex the present territory of the school commission of Farnham-West, in the county of Missisquoi, to the school municipality of the town of Farnham, same county, and to change the name of the latter to that of "Farnham", in the county of Missisquoi.

Québec, le 19 avril 1966.

Québec, April 19, 1966.

Le Ministre de l'Éducation,

PAUL GÉRIN-LAJOIE,

PAUL GÉRIN-LAJOIE.

Minister of Education.

14805-16-2-o

14805-16-2

Lotbinière Paroisse

Lotbinière Parish

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de la paroisse de Lotbinière, dans le comté de Lotbinière, à la municipalité scolaire du village de Lotbinière dans le même comté.

Application is made to annex the present territory of the school commission of the parish of Lotbinière, in the county of Lotbinière, to the school municipality of the village of Lotbinière in the same county.

Québec, le 15 avril 1966.

Québec, April 15, 1966.

Le Ministre de l'Éducation,

PAUL GÉRIN-LAJOIE,

PAUL GÉRIN-LAJOIE.

Minister of Education.

14806-16-2-o

14806-16-2

St-Cyriac

St-Cyriac

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de St-Cyriac, dans le comté de Jonquière-Kénogami, à la municipalité scolaire de la cité de Jonquière, dans le comté de Jonquière-Kénogami.

Application is made to annex the present territory of the school commission of St-Cyriac, in the county of Jonquière-Kénogami, to the school municipality of the city of Jonquière, in the county of Jonquière-Kénogami.

Québec, le 15 avril 1966.

Québec, April 15, 1966.

Le Ministre de l'Éducation.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,

PAUL GÉRIN-LAJOIE.

Minister of Education.

14807-16-2-o

14807-16-2

**Ministère des Finances
Assurances**

**Department of Finance
Insurance**

**Home Fire and Marine Insurance Company
of California**

**Home Fire and Marine Insurance Company
of California**

Avis de changement de nom

Notice of change of name

Avis est donné, par les présentes, que « Home Fire and Marine Insurance Company of California », dont le siège social est situé à San Francisco, Californie, États-Unis d'Amérique, et enregistrée dans la province de Québec sous le numéro 337, a changé son nom en celui de « Fireman's Fund Insurance Company ».

Notice is hereby given that "Home Fire and Marine Insurance Company of California", whose head office is situated in San Francisco, California, United States of America, and registered in the Province of Quebec under number 337, has changed its name to "Fireman's Fund Insurance Company".

Donné au bureau du Service des assurances,
Ministère des finances, le 24 janvier 1966.

*Pour le Ministre des finances
de la Province.*

Le Surintendant des assurances,

14689-15-2-o

ROGER-A. CAMARAIRE.

Given at the office of the Insurance Branch,
Department of Finance, the 24 of January 1966.

*For the Minister of Finance
of the Province.*

ROGER-A. CAMARAIRE,

14689-15-2-o

Superintendent of Insurance.

Ministère de l'Industrie et du Commerce

Department of Industry and Commerce

Loi sur les pêcheries

Fisheries Act

Règlement de pêche du Québec

Quebec Fishery Regulation

Avis de pêche aux coques

Notice of Clam Fishing

Vu la décision du Ministre de la Santé Nationale et du Bien-Être Social à l'effet que les coques des régions coquillères situées le long des côtes et des eaux:

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that clams in shellfish areas located along the shores and waters:

N-6.1: Région s'étendant de Pointe aux Outardes ouest à Grosse Pointe sont toxiques à un point qui les rend dangereuses pour la consommation à l'état cru.

N-6.1 Region extending from Pointe aux Outardes West to Grosse Pointe are toxic to a degree unsafe for use as a raw food.

À ces causes et conformément à l'article 5, paragraphe 1, du règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au Ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coques provenant desdites régions.

Therefore, pursuant to section 5, paragraph 1, of the Quebec Fishery regulations, the Minister hereby closes the said areas and forbids anybody whatsoever to fish, take or to have in his possession, clams from the said areas.

La présente interdiction ne s'applique pas cependant aux producteurs licenciés (Arrêté en conseil Québec, 1963-779) pour la mise en conserve seulement.

The present interdiction does not apply however to licensed producers. (Quebec Order in Council, 1963-779), for canning purposes only.

Québec, le 31 mars 1966.

Québec, March 31, 1966.

*Le Ministre de l'Industrie
et Commerce par intérim,*

ERIC KIERANS.

*ERIC KIERANS,
Minister of Industry
and Commerce Pro tempore.*

14751-o

14751

Loi sur les pêcheries

Fisheries Act

Règlement de pêche du Québec

Quebec Fishery Regulation

Avis de pêche aux coques

Notice of Clam Fishing

Vu la décision du Ministre de la Santé Nationale et du Bien-Être Social à l'effet que les coques des régions coquillères situées le long des côtes et des eaux:

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that clams in shellfish areas located along the shores and waters:

N-4.2 Région s'étendant du pont de la Rivière Blanche - Pont de la rivière Colombier;

N-4.2 Region extending from the bridge of the Blanche River - bridge of the Colombier River;

N-4.3 Région s'étendant du pont de la rivière Colombier - Pointe Bersimis (Banc des Canadiens)

N-4.3 Region extending from the bridge of the Colombier River - Pointe Bersimis (Banc des Canadiens)

ne sont plus toxiques à un point qui les rend dangereuses pour la consommation à l'état cru.

are no longer toxic to a degree unsafe for use as a raw food.

À ces causes et conformément à l'article 5, paragraphe 1, du règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au Ministre d'ouvrir lesdites régions à la pêche et de permettre à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coques provenant desdites régions.

Therefore, pursuant to section 5, paragraph 1, of the Quebec Fishery regulations, the Minister hereby opens the said areas and permits anybody whatsoever to fish, take or to have in his possession, clams from the said areas.

Québec, le 5 avril 1966.

Québec, April 5, 1966.

*Le Ministre de l'Industrie
et Commerce par intérim,*

ERIC KIERANS.

*ERIC KIERANS,
Minister of Industry
and Commerce pro tempore.*

14751-o

14751

Loi sur les pêcheries

Fisheries Act

Règlement de pêche du Québec

Quebec Fishery Regulation

Avis de pêche aux coques

Notice of Clam Fishing

Vu la décision du Ministre de la Santé Nationale et du Bien-Être Social à l'effet que les coques des

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect

régions coquilières situées le long des côtes et des eaux:

N-11.1 s'étendant de Pointe aux Anglais à Pointe Sproule

ne sont plus toxiques à un point qui les rend dangereuses pour la consommation *à l'état cru*.

À ces causes et conformément à l'article 5, paragraphe 1, du règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au Ministre d'ouvrir lesdites régions à la pêche et de permettre à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coques provenant desdites régions.

Québec, le 13 avril 1966.

Le Ministre de l'Industrie et Commerce,
14751-o GÉRARD LEVESQUE.

that clams in shellfish area located along the shores and waters:

N-11.1 extending from Pointe aux Anglais to Pointe Sproule

are no longer toxic to a degree unsafe for use as a raw food.

Therefore, pursuant to section 5, paragraph 1 of the Quebec Fishery regulations, the Minister opens the said areas, and permits anybody who-soever to fish, take or have in his possession, clams from the said areas.

Québec, April 13, 1966.

GÉRARD LEVESQUE,
14751 Minister of Industry and Commerce.

Ministère du Travail

Department of Labour

Avis de modification

Notice of amendment

Métal en feuilles — Montréal

Sheet-metal fabricating industry — Montreal

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), qu'il a l'intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivante au décret numéro 827 du 14 août 1958 et amendements, relatif à l'industrie de la fabrication des produits de la tôle (métal en feuilles) dans l'Île de Montréal et un rayon de vingt-cinq (25) milles de ses limites:

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends submitting the following amendment to decree number 827 of August 14, 1958 and amendments (Sheet-metal products fabricating industry in the Island of Montreal and a 25-mile radius from its limits) to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

Les paragraphes « b » et « c » de l'article III seront remplacés par les suivantes:

Subsections "b" and "c" of section III will be replaced by the following:

« b » Sujet aux dispositions du deuxième alinéa du paragraphe « c » du présent article, le décret ne s'applique pas à la fabrication des cuisinières, ni à la construction de navires d'au-delà de 25 pieds de longueur, d'avions ou à la fabrication des produits suivants: cannettes en métal et ustensiles, réfrigérateurs et humidificateurs électriques pour usage domestique, radiateurs électriques, chauffe-eaux électriques, lampes électriques, appareils et accessoires électriques, cylindres de métal destinés à l'entreposage et à la distribution du gaz propane.

« (b) Subject to the provisions of the second paragraph, subsection "c" of this section, the decree does not cover the manufacturing of stoves, the construction of boats over 25 feet long, aircraft or the following products: tin cans and utensils; electric home refrigerators and humidifiers; electric heaters, radiators, lamps, appliances and accessories; metal cylinders for propane gas storage or distribution.

c) Nonobstant les dispositions précédentes, lorsqu'un établissement s'occupe de la fabrication d'articles ou de produits dont quelques-uns sont exemptés de l'application du présent décret, le décret s'applique aux employés et à la partie de leur travail qui n'est pas exemptée.

(c) Notwithstanding the foregoing provisions, when a firm manufactures some items or products which are exempt from the present decree's coverage, the decree shall cover employees and that part of their work which is not exempt.

Cependant si, au moment de l'exécution du travail, il est impossible de faire la distinction entre le travail exempté et le travail non exempté, le décret s'applique aux salariés dont le travail participe, occasionnellement ou régulièrement, à la fabrication d'un ou de plusieurs articles ou produits assujettis au décret.

When, in a working situation, it is impossible to make a clear-cut distinction between exempt and non-exempt work, the decree shall cover employees whose work occasionally or regularly participates in the manufacture or one or more items or products subject to the decree."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail rece-

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider

vra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 23 avril 1966. 14736-o

Avis de modification

Matériaux de construction — Province

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les Métallurgistes Unis d'Amérique lui ont présenté une requête à l'effet d'être acceptés comme partie contractante au décret numéro 2203 du 6 décembre 1960 et amendements, relatif à l'industrie des matériaux de construction dans la province de Québec section IV (Blocs de ciment), section V (Tuyaux de ciment ou de béton) et section VI (Dalles de béton).

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 23 avril 1966. 14736-o

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'industrie de la construction de Drummondville, établi en exécution du décret numéro 988 du 2 octobre 1958, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 634 du 5 avril 1966, section « C », le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1966 au 30 avril 1967; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 988 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 988 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 988 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, April 23, 1966. 14736-o

Notice of amendment

Building Materials — Province

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the United Steel Workers of America have petitioned him to be accepted as contracting party to decree number 2203 of December 6, 1960 and amendments (Building Materials industry in the Province of Québec), for section IV (Concrete or cement blocks), section V (Concrete or cement pipes) and section VI (Concrete or cement slabs).

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, April 23, 1966. 14736-o

Notice of levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Trades Joint Committee of Drummondville (established in pursuance of decree number 988 of October 2, 1958) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the conditions mentioned below. A by-law, approved by Order in Council number 634 of April 5, 1966, section "C", authorizes such levy.

1. Dues

The contribution period extends from May 1 1966 to April 30, 1967. It is carried out as follows:

(a) Professional employers governed by said decree number 988 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll for the employees subject to the said decree.

(b) Artisans covered by said decree number 988 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the salary laid down in the decree for the lowest-paid journeyman.

(c) Employees governed by said decree number 988 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their salary.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi des décrets de Convention Collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la Construction de Drummondville, pour la période comprise entre le 1er mai 1966 et le 30 avril 1967.

4. Disposition spéciale

Les dispositions du présent règlement s'appliquent également aux employeurs professionnels et aux salariés assujettis au décret numéro 1288 du 2 juillet 1964, relatif à la construction des lignes de transmission, et à l'arrêté en conseil numéro 2284 (C) du 22 novembre 1961 et ses amendements, relatifs à l'Industrie de l'acier de structure, dont la mise à exécution a été confiée au Comité paritaire susmentionné.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION DE DRUMMONDVILLE

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mai 1966 et le 30 avril 1967.

Recettes:

Cotisations patronales.....	\$ 46,100.00
Cotisations ouvrières.....	47,445.00
Cotisations artisanales.....	3,125.00
Honoraires d'examen.....	900.00
Int. de banque.....	2,000.00
Impôt fédéral.....	2,800.00
Impôt provincial.....	1,500.00
Assurance-groupe.....	1,260.00
Fonds de pension.....	1,000.00
Rentes du Québec.....	792.00
	<hr/>
	\$106,922.00

Déboursés:

Salaire du secrétaire.....	\$ 10,000.00
Salaire du personnel.....	15,950.00
Salaire des inspecteurs.....	28,325.00
Frais d'inspection.....	12,600.00
Hon: Bureau d'examineurs.....	2,300.00

2. Collection method

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information requested by the said Parity Committee must be given. Every month, the professional employer must complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

The professional employer must forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of his employees must accompany said report. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it shall deem it advisable.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

3. Financial report

In compliance with the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee must submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following set dates: March 31, June 30, September 30 and December 31 of each year.

A statement of estimated receipts and disbursements of the Building Trades Joint Committee of Drummondville for the May 1, 1966 to April 30, 1967 period is given below.

4. Special provision

The provisions of the present by-law also cover professional employers and employees subject to decree number 1288 of July 2, 1964 (Construction of Transmission Lines) and to Order in Council number 2284 (C) of November 22, 1961 and amendments (Structural Steel Industry), whose application has been entrusted to the abovementioned Parity Committee.

THE BUILDING TRADES JOINT COMMITTEE OF DRUMMONDVILLE

Statement of estimated receipts and disbursements for the May 1, 1966 to April 30, 1967 period.

Receipts:

Employers' dues.....	\$ 46,100.00
Employees' dues.....	47,445.00
Artisans' dues.....	3,125.00
Examination fees.....	900.00
Bank interest.....	2,000.00
Federal tax.....	2,800.00
Provincial tax.....	1,500.00
Group insurance.....	1,260.00
Pension fund.....	1,000.00
Québec Pension Plan.....	792.00
	<hr/>
	\$106,922.00

Disbursements:

Secretary's salary.....	\$ 10,000.00
Staff's salary.....	15,950.00
Inspectors' salaries.....	28,325.00
Inspection expenses.....	12,600.00
Fees: Board of Examiners.....	2,300.00

Frais: Bureau d'examineurs	\$ 500.00	Expenses: Board of Examiners	\$ 500.00
Loyer et taxes	825.00	Rent and taxes	825.00
Éclairage, ch. entretien	1,250.00	Lights, heat, maintenance	1,250.00
Frais judiciaires	6,000.00	Legal fees	6,000.00
Frais de vérification	300.00	Auditor's fees	300.00
Impression, papeterie, acc. bur.	1,400.00	Printing, stationery, office equip- ment	1,400.00
Poste, réléphone, télégramme	1,250.00	Postage, telephone, telegrams	1,250.00
Int. échange, agios	450.00	Interest, exchange, agio	450.00
Abonnement, publicité	600.00	Subscription, advertising	600.00
Jetons de présence	800.00	Attendance tokens	800.00
Frais de déplacements	3,900.00	Travelling expenses	3,900.00
Frais de délégation	1,320.00	Delegation expenses	1,320.00
Frais d'affiliation	480.00	Affiliation fees	480.00
Cours de formation	1,500.00	Training courses	1,500.00
Assurance-chômage	550.00	Unemployment Insurance	550.00
Assurance-groupe	2,520.00	Group insurance	2,520.00
Assurances générales	1,800.00	General insurance	1,800.00
Fonds de pension	2,350.00	Pension fund	2,350.00
Impôt fédéral	2,800.00	Federal tax	2,800.00
Impôt provincial	1,500.00	Provincial tax	1,500.00
Rentes du Québec	1,584.00	Québec Pension Plan	1,584.00
	<hr/>		<hr/>
	\$102,854.00		\$102,854.00
Excédent des recettes sur les dé- boursés	\$ 4,068.00	Surplus	\$ 4,068.00

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 23 avril 1966. 14736-0

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'industrie de la fourrure, section du gros, de Montréal, établi en exécution du décret numéro 524 du 11 mai 1955, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 634 du 5 avril 1966, section « B », le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1966 au 30 avril 1967; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 524 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentage, allocations, commissions ou bonis payés.)

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 524 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans ledit décret pour le compagnon le moins rémunéré (ou du salaire moyen fixé par le Comité)

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 524 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires fixes, commissions, bonis et allocation.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, April 23, 1966. 14736-0

Notice of levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the Fur Industry Parity Committee, wholesale section of Montreal (established in pursuance of decree number 524 of May 11, 1955) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the conditions mentioned below. A by-law, approved by Order in Council number 634 of April 5, 1966, section "B", authorizes such levy.

1. Dues

The contribution period extends from May 1, 1966 to April 30, 1967. It is carried out as follows:

(a) Professional employers governed by said decree number 524 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll for the employees subject to the said decree (fixed salaries, percentages, allowances, commissions or bonuses paid).

(b) Artisans covered by said decree number 524 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the salary laid down in the said decree for the lowest-paid journeyman (or the average wage laid down by the Committee).

(c) Employees governed by said decree number 524 and amendments must turn over to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their fixed salaries, commissions, bonuses and allowances.

2. Collection method

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional em-

des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10ième jour du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

Conformément à la Loi des décrets de Convention Collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la Fourrure, section du Gros, de Montréal, pour la période comprise entre le 1er mai 1966 et le 30 avril 1967.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA FOURRURE, SECTION DU GROS DE MONTRÉAL

1010 est, rue Ste-Catherine, suite 401-402, Montréal, P.Q.

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mai 1966 et le 30 avril 1967.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations patronales	\$31,000.00
Cotisations ouvrières	31,000.00
Cotisations artisanales	3,000.00
Pénalités et amendes	5,000.00
Intérêt de banque	60.00
Impôt fédéral	1,716.00
Impôt provincial	949.00
Assurance-chômage	335.00
Rentes du Québec	561.00
	<hr/>
	\$73,621.00

<i>Déboursés:</i>	
Salaire du secrétaire	\$ 5,720.00
Salaire du personnel	11,232.00
Salaire des inspecteurs	19,084.00
Frais d'inspection	3,940.00
Loyer et taxes	2,900.00
Éclairage, ch. entretien	250.00
Frais judiciaires	9,900.00

employers with report forms on which all the information requested by the said Parity Committee must be given. Every month, the professional employer must complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

The professional employer must forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of his employees must accompany the said report. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it shall deem it advisable.

At the end of each week and on the Committee's behalf, the professional employer must collect, by means of a check-off, the levy imposed on his employees.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or supply necessary information, he will be given five (5) days' notice so that he may fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

In compliance with the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee must submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following set dates: March 31, June 30, September 30 and December 31 of each year.

A statement of estimated receipts and disbursements of the Fur Industry Parity Committee, wholesale section of Montreal, for the May 1, 1966 to April 30, 1967 period is given below.

THE FUR INDUSTRY PARITY COMMITTEE WHOLESALE SECTION OF MONTREAL

Suite 401-402, 1010 St. Catherine Street East, Montreal, P.Q.

Statement of estimated receipts and disbursements for the May 1, 1966 to April 30, 1967 period.

<i>Receipts:</i>	
Employers' dues	\$31,000.00
Employees' dues	31,000.00
Artisans' dues	3,000.00
Penalties and fines	5,000.00
Bank interest	60.00
Federal tax	1,716.00
Provincial tax	949.00
Unemployment Insurance	335.00
Québec Pension Plan	561.00
	<hr/>
	\$73,621.00

<i>Disbursements:</i>	
Secretary's salary	\$ 5,720.00
Staff's salary	11,232.00
Inspectors' salaries	19,084.00
Inspection expenses	3,940.00
Rent and taxes	2,900.00
Lights, heat, maintenance	250.00
Legal fees	9,900.00

Frais de vérification	\$1,000.00	Auditor's fees	\$1,000.00
Impression, papeterie, acc. bureau	3,000.00	Printing, stationery, office equip- ment	3,000.00
Poste, téléphone, télégramme	1,100.00	Postage, telephone, telegrams	1,100.00
Abonnement et publicité	50.00	Subscription and advertising	50.00
Jetons de présence	1,800.00	Attendance tokens	1,800.00
Frais de déplacements	7,200.00	Travelling expenses	7,200.00
Frais de délégation	300.00	Delegation expenses	300.00
Assurance-chômage	670.00	Unemployment Insurance	670.00
Assurance-caution	10.00	Fidelity bond	10.00
Assurances générales	60.00	General insurance	60.00
Rentes du Québec	1,122.00	Québec Pension Plan	1,122.00
Impôt fédéral	1,716.00	Federal tax	1,716.00
Impôt provincial	949.00	Provincial tax	949.00
	<hr/>		<hr/>
	\$72,003.00		\$72,003.00
Excédent des recettes sur les déboursés	\$ 1,618.00	Surplus	\$ 1,618.00

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 23 avril 1966. 14736-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, April 23, 1966. 14736-o

Nominations

Présidents d'élection

Il a plu à son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, par commission sous le grand sceau, de faire, pour remplir la charge de présidents d'élection, les nominations suivantes:

Appointments

Returning-Officers

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the executive Council to appoint by commission under the Great Seal, to fill the office of returning-officers, the persons whose name follows:

District électoral Electoral district	Nom, prénom Name, christian name	Profession ou occupation Profession or calling	Domicile Domicile
Labelle	Ricard, Joachim (1)	Entrepreneur — Contractor	Val Barrette.
Matapédia	Bérubé, Lionel (2)	Rentier — Retired	Amqui.
Mercier	Ouimet, Gérard (3)	Représentant — Agent	Montréal.
Montréal-Mercier	Ouimet, Gérard (4)	Représentant — Agent	Montréal.
Rouville	Lahaie, Thomas (5)	Pomiculteur — Orchardist	Mont St-Hilaire.
Terrebonne	Mathieu, Guy (6)	Avocat — Advocate	Saint-Jérôme.

(1) En remplacement de monsieur Benoît Godard, démissionnaire.— In place of Mr. Benoît Godard, resigner.

(2) En remplacement de monsieur Joseph-Antoine Beaulieu, démissionnaire.— In place of Mr. Joseph-Antoine Beaulieu, resigner.

(3) En remplacement de monsieur Rodolphe Masson, démissionnaire.— In place of Mr. Rodolphe Masson, resigner.

(4) En remplacement de monsieur Rodolphe Masson, démissionnaire.— In place of Mr. Rodolphe Masson, resigner.

(5) En remplacement de monsieur Jacques Marcoux, démissionnaire.— In place of Mr. Jacques Marcoux, resigner.

(6) En remplacement de monsieur Pierre Rousseau, démissionnaire.— In place of Mr. Pierre Rousseau, resigner.

Québec, le 20 avril 1966.

Le Président général des élections,
FRANÇOIS DROUIN, C.R.

14737-o

Quebec, April 20, 1966.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
Chief Returning-Officer.

14737-o

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Queen, Defender of the Faith.

À tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU que c'est Notre désir et Notre bon plaisir de rencontrer aussitôt que possible le peuple de la province de Québec et d'obtenir son avis exprimé en parlement;

À CES CAUSES, sur l'avis du Conseil exécutif de la province de Québec, Nous convoquons par les présentes une nouvelle législature de la Province pour le vingt juin prochain et mandons et ordonnons à ses membres de s'assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P. C.R., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, le dix-huit avril, l'an de grâce mil neuf cent soixante-six et de Notre règne le quinzième.

Par ordre,

*Le Secrétaire associé,
de la Chancellerie.*
JEAN SENÉCAL.

14815-16-8-o

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU que c'est Notre désir et Notre bon plaisir de rencontrer aussitôt que possible le peuple de la province de Québec et d'obtenir son avis exprimé en parlement;

À CES CAUSES, Nous faisons connaître par les présentes que, sur l'avis du Conseil exécutif de la province de Québec, Nous Nous avons ce jour donné des ordres pour l'émission de brefs d'élection en due forme afin de constituer une nouvelle Assemblée législative de ladite Province, lesquels brefs d'élection seront tous datés du dix-huit avril 1966 et devront être rapportés avant le dix juillet 1966, la présentation des candidats à l'élection devant avoir lieu et se faire le vingt-deux mai 1966 dans tous les districts électoraux; et le scrutin, quand il sera nécessaire d'en tenir un, devra avoir lieu le cinq juin 1966 dans tous les districts électoraux.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P. C.R., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, le dix-huit avril, l'an de grâce mil

To all to whom these presents shall come or whom the same many concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS We are desirous and have decided to meet as soon as possible the People of the Province of Quebec and to have their advice, expressed in Parliament;

THEREFORE, by and with the advice of the Executive Council of the Province of Quebec, We do hereby convene a new Legislature of the Province for the twentieth day of June next, and do command and order the members thereof to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of Quebec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of the said Province.

At Our Government House, at Quebec, this eighteenth day of April, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-six and the fifteenth year of Our Reign.

By command,

JEAN SENÉCAL,
*Clerk Associate of the Crown
in Chancery, Quebec.*

14815-16-8-o

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Queen, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS We are desirous and have decided to meet as soon as possible the People of the Province of Quebec, and to have their advice, expressed in Parliament;

THEREFORE, We do hereby make it known that, by and with the advice of the Executive Council of the Province of Quebec, We have, this day, given orders for issuing Election Writs in due form, for constituting a new Legislative Assembly of the said Province, which Election Writs are all to bear date the eighteenth day of April 1966, and be returned before the tenth day of July 1966, the nomination of candidates at the election to be held and take place on the twenty-second day of June 1966, in all the electoral districts; and the holding of the polls to take place and be held on the fifth day of June 1966, in all the electoral districts.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of the said Province.

At Our Government House, at Quebec, this eighteenth day of April, in the year of Our

neuf cent soixante-six et de Notre règne le quinzième.

Par ordre,

*Le Secrétaire associé
de la Chancellerie à Québec.*

14816-o

JEAN SENÉCAL.

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec.

SALUT.

Proclamation

ATTENDU que sur l'avis du Conseil exécutif de la province de Québec, Nous avons jugé à propos de dissoudre la présente législature de ladite Province;

À CES CAUSES, NOUS dissolvons par les présentes ladite législature de la province de Québec.

EN FOI DE QUOI, NOUS avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, le dix-huit avril, l'an de grâce mil neuf cent soixante-six et de Notre règne le quinzième.

Par ordre,

*Le Secrétaire associé
de la Chancellerie à Québec.*

14816-o

JEAN SENÉCAL.

Lord one thousand nine hundred and sixty-six and the fifteenth year of Our Reign.

By command,

*JEAN SENÉCAL,
Clerk Associate of the Crown
in Chancery, Quebec.*

14816-o

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Queen, Defender of the Faith.

To Our Beloved and Faithful the members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Our Province of Quebec and to all to whom it may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS We have thought fit, by and with the advice of the Executive Council of the Province of Quebec, to dissolve the present Legislature of the said Province;

THEREFORE, We do hereby dissolve the said Legislature of the Province of Quebec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of the said Province.

At Our Government House, at Quebec, this eighteenth day of April, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-six and the fifteenth year of Our Reign.

By command,

*JEAN SENÉCAL,
Clerk Associate of the Crown
in Chancery, Quebec.*

14816-o

Soumissions

Paroisse de Notre-Dame-de-Laterrière Comté de Chicoutimi

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Normand Girard, secrétaire-trésorier, jusqu'à 6 heures p.m. à Blvd Talbot, Notre-Dame-de-Laterrière, comté de Chicoutimi, P.Q., et par après de 7.30 heures p.m. à 8 heures p.m. à la Salle Publique, Collège de Laterrière, (Garçons), Rue Gauthier, Village de Laterrière, (Chicoutimi), P.Q., mercredi, le 11 mai 1966, pour l'achat de \$95,000 d'obligations de la paroisse de Notre-Dame-de-Laterrière, comté de Chicoutimi, datées du 1er juin 1966 et remboursables par séries du 1er juin 1967 au 1er juin 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 82 — \$95,000 — aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1966.

Tenders

Parish of Notre-Dame-de-Laterrière County of Chicoutimi

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Normand Girard, secretary-treasurer, until 6:00 o'clock p.m., at Blvd. Talbot, Notre-Dame-de-Laterrière, county of Chicoutimi, P.Q., and afterwards from 7:30 o'clock p.m. to 8:00 o'clock p.m. at the Public Hall, Laterrière College (Boys), Gauthier Street, Village of Laterrière, (Chicoutimi), P.Q., Wednesday, May 11, 1966, for the purchase of an issue of \$95,000 of bonds for the parish of Notre-Dame-de-Laterrière, county of Chicoutimi, dated June 1, 1966, and redeemable serially from June 1, 1967 to June 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 82 — \$95,000 — aqueduct.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1, 1966.

Tableau d'amortissement — \$95,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1967	\$ 1,000
1er juin 1968	1,500
1er juin 1969	1,500
1er juin 1970	1,500
1er juin 1971	1,500
1er juin 1972	1,500
1er juin 1973	1,500
1er juin 1974	2,000
1er juin 1975	2,000
1er juin 1976	2,000
1er juin 1977	2,000
1er juin 1978	2,500
1er juin 1979	2,500
1er juin 1980	2,500
1er juin 1981	2,500
1er juin 1982	3,000
1er juin 1983	3,000
1er juin 1984	3,000
1er juin 1985	3,500
1er juin 1986	54,500

Table of redemption — \$95,000 — 20 years

Year	Capital
June 1, 1967	\$ 1,000
June 1, 1968	1,500
June 1, 1969	1,500
June 1, 1970	1,500
June 1, 1971	1,500
June 1, 1972	1,500
June 1, 1973	1,500
June 1, 1974	2,000
June 1, 1975	2,000
June 1, 1976	2,000
June 1, 1977	2,000
June 1, 1978	2,500
June 1, 1979	2,500
June 1, 1980	2,500
June 1, 1981	2,500
June 1, 1982	3,000
June 1, 1983	3,000
June 1, 1984	3,000
June 1, 1985	3,500
June 1, 1986	54,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Chicoutimi.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 11 mai 1966, à 8 heures du soir, à la Salle Publique, Collège de Laterrière, (Garçons), Rue Gauthier, Village de Laterrière, comté de Chicoutimi, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Notre-Dame-de-Laterrière, (Comté de Chicoutimi), ce 18 avril 1966.

Le Secrétaire-trésorier,

NORMAND GIRARD.

Blvd Talbot, Notre-Dame-de-Laterrière,

(Chicoutimi), P.Q.

Téléphone: 678-2529, code 418. 14771-0

Ville de Québec-Ouest

Comté de St-Sauveur

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Roger Gauvin, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 313, avenue Bélanger, Québec-Ouest, comté de St-Sauveur, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 11 mai 1966, pour l'achat de \$167,000 d'obligations de la ville de Québec-Ouest, comté de St-Sauveur, datées du 1er juin 1966 et remboursables par séries du 1er juin 1967 au 1er juin 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Chicoutimi.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, May 11, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the Public Hall, Laterrière College, (Boys), Gauthier Street, Village of Laterrière, county of Chicoutimi, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Notre-Dame-de-Laterrière, (County of Chicoutimi), April 18, 1966.

NORMAND GIRARD,

Secretary-Treasurer.

Talbot Blvd., Notre-Dame-de-Laterrière,

(Chicoutimi), P.Q.

Telephone: 678-2529, code 418. 14771

Town of Quebec-West

County of St-Sauveur

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Roger Gauvin, secretary-treasurer, Town Hall, 313 Bélanger Avenue, Quebec-West, county of St-Sauveur, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Wednesday, May 11, 1966, for the purchase of an issue of \$167,000 of bonds for the town of Quebec-West, county of St-Sauveur, dated June 1, 1966, and redeemable serially from June 1, 1967 to June 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1 and December 1, of each year. The

1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 414 — \$50,000 — trottoirs et chaînes de rues; 415 — \$64,000 — pavage; 426 — \$35,500 — aqueduc, égouts, etc.; 427 — \$5,500 — aqueduc et égouts; 433 — \$12,000 — bâtisses et terrains.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1966.

Tableau d'amortissement — \$167,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1967	\$14,000
1er juin 1968	15,500
1er juin 1969	16,000
1er juin 1970	16,500
1er juin 1971	17,500
1er juin 1972	7,000
1er juin 1973	7,500
1er juin 1974	7,500
1er juin 1975	8,500
1er juin 1976	9,000
1er juin 1977	3,500
1er juin 1978	4,000
1er juin 1979	4,000
1er juin 1980	4,000
1er juin 1981	4,500
1er juin 1982	4,500
1er juin 1983	5,500
1er juin 1984	5,500
1er juin 1985	6,000
1er juin 1986	6,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Québec-Ouest.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 11 mai 1966, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 313, avenue Bélanger, Québec-Ouest, comté de St-Sauveur, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Québec-Ouest, (Comté de St-Sauveur), ce 18 avril 1966.

Le Secrétaire-trésorier,

ROGER GAUVIN.

Hôtel de ville, 313, avenue Bélanger,
Québec-Ouest, (St-Sauveur), P.Q.

Téléphone: 681-6217, code 418. 14772-0

Ville de Lac Mégantic

Comté de Frontenac

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Sou-

rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 414 — \$50,000 — sidewalks and curbs; 415 — \$64,000 — paving; 426 — \$35,500 — aqueduct, sewers, etc.; 427 — \$5,500 — aqueduct and sewers; 433 — \$12,000 — buildings and terrains.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1, 1966.

Table of redemption — \$167,000 — 20 years

Year	Capital
June 1, 1967	\$14,000
June 1, 1968	15,500
June 1, 1969	16,000
June 1, 1970	16,500
June 1, 1971	17,500
June 1, 1972	7,000
June 1, 1973	7,500
June 1, 1974	7,500
June 1, 1975	8,500
June 1, 1976	9,000
June 1, 1977	3,500
June 1, 1978	4,000
June 1, 1979	4,000
June 1, 1980	4,000
June 1, 1981	4,500
June 1, 1982	4,500
June 1, 1983	5,500
June 1, 1984	5,500
June 1, 1985	6,000
June 1, 1986	6,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified payable at par at Québec-West.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, May 11, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 313 Bélanger Avenue, Québec-West, county of St-Sauveur, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Québec-West, (County of St-Sauveur), April 18, 1966.

ROGER GAUVIN,

Secretary-Treasurer.

Town Hall, 313 Bélanger Avenue,
Québec-West, (St-Sauveur), P.Q.

Téléphone: 681-6217, code 418. 14772

Town of Lake Mégantic

County of Frontenac

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be

missions pour obligations » seront reçues par le soussigné Hervé Fecteau, greffier, Hotel de ville, rue Frontenac, Lac Mégantic, comté de Frontenac, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 10 mai 1966, pour l'achat de \$592,500 d'obligations de la ville de Lac Mégantic, comté de Frontenac, datées du 1er juin 1966 et remboursables par séries du 1er juin 1967 au 1er juin 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 333 — \$2,500 — voirie; 352 — \$197,000 — aqueduc; 353 — \$11,500 — voirie; 354 — \$27,000 — travaux à l'Hôtel de ville; 371 — \$30,000 — achat de terrain pour fins industrielles; 374 — \$324,500 — aqueduc et égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1966.

Tableau d'amortissement — \$592,500 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1967	\$21,500
1er juin 1968	22,000
1er juin 1969	23,000
1er juin 1970	24,000
1er juin 1971	25,000
1er juin 1972	27,000
1er juin 1973	28,000
1er juin 1974	31,000
1er juin 1975	33,000
1er juin 1976	34,000
1er juin 1977	26,000
1er juin 1978	27,000
1er juin 1979	28,000
1er juin 1980	29,000
1er juin 1981	31,000
1er juin 1982	32,000
1er juin 1983	34,000
1er juin 1984	37,000
1er juin 1985	39,000
1er juin 1986	41,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Lac Mégantic.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 10 mai 1966, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, rue Frontenac, Lac Mégantic, comté de Frontenac, P.Q.

received by the undersigned Hervé Fecteau, clerk, Town Hall, Frontenac Street, Lake Mégantic, county of Frontenac, P.Q., until 8:00 o'clock p.m. Tuesday, May 10, 1966, for the purchase of an issue of \$592,500 of bonds for the town of Lake Mégantic, county of Frontenac, dated June 1, 1966, and redeemable serially from June 1, 1967 to June 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 333 — \$2,500 — roads; 352 — \$197,000 — aqueduct; 353 — \$11,500 — roads; 354 — \$27,000 — works at the Town Hall; 371 — \$30,000 — buying of land for industrial purposes; 374 — \$324,500 — aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1, 1966.

Table of redemption — \$592,500 — 20 years

Year	Capital
June 1, 1967	\$21,500
June 1, 1968	22,000
June 1, 1969	23,000
June 1, 1970	24,000
June 1, 1971	25,000
June 1, 1972	27,000
June 1, 1973	28,000
June 1, 1974	31,000
June 1, 1975	33,000
June 1, 1976	34,000
June 1, 1977	26,000
June 1, 1978	27,000
June 1, 1979	28,000
June 1, 1980	29,000
June 1, 1981	31,000
June 1, 1982	32,000
June 1, 1983	34,000
June 1, 1984	37,000
June 1, 1985	39,000
June 1, 1986	41,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Lac Mégantic.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Tuesday, May 10, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, Frontenac Street, Lake Mégantic, county of Frontenac, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.
Lac Mégantic, (Comté de Frontenac), ce 18 avril 1966.

Le Greffier,
HERVÉ FECTEAU.

Hôtel de ville,
Rue Frontenac, C. P. 129,
Lac Mégantic, (Frontenac), P.Q.
Téléphone: 583-2441, code 819. 14808-0

Cité de Saint-Jérôme
Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligation » seront reçues par le sous-signé Gérard Maurice, greffier, jusqu'à 4 heures p.m. et par après de 8 heures p.m. à 8.30 heures p.m., à l'Hôtel de Ville, 280, rue Labelle, Saint-Jérôme, comté de Terrebonne, P.Q., lundi, le 9 mai 1966, pour l'achat de \$408,000 d'obligations de la cité de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne, datées du 1er mai 1966 et remboursables par séries du 1er mai 1967 au 1er mai 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos C-410 — \$54,500 — achat d'équipement et divers travaux; C-411 — \$69,500 — aménagement de parcs etc.; C-416 — \$30,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc., C-418 — \$49,500 achat de machinerie; C-424 — \$200,000 — aqueduc et égouts et usine de filtration; C-427 — \$4,500 — voirie.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1966.

Tableau d'amortissement — \$408,000 — 20 ans

Année	Capital
1er mai 1967	\$19,000
1er mai 1968	21,000
1er mai 1969	22,000
1er mai 1970	23,000
1er mai 1971	24,000
1er mai 1972	22,000
1er mai 1973	23,000
1er mai 1974	24,000
1er mai 1975	26,000
1er mai 1976	28,000
1er mai 1977	13,000
1er mai 1978	14,000
1er mai 1979	15,000
1er mai 1980	16,000
1er mai 1981	17,000
1er mai 1982	18,000
1er mai 1983	19,000
1er mai 1984	20,000
1er mai 1985	21,000
1er mai 1986	23,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Saint-Jérôme.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

The council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Lake Mégantic, (County of Frontenac), April 18, 1966.

HERVÉ FECTEAU,
Clerk.

Town Hall,
Frontenac Street, P. O. Box 129,
Lake Mégantic, (Frontenac), P.Q.
Telephone: 583-2441, code 819. 14808

City of Saint-Jérôme
County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gérard Maurice, city clerk, until 4:00 o'clock p.m. and afterwards from 8:00 o'clock p.m. to 8:30 o'clock p.m., at the City Hall, 280 Labelle Street, Saint-Jérôme, county of Terrebonne, P.Q., Monday, May 9, 1966, for the purchase of an issue of \$408,000 of bonds for the city of Saint-Jérôme, county of Terrebonne, dated May 1, 1966, and redeemable serially from May 1, 1967 to May 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. C-410 — \$54,500 — purchase of equipment and different works; C-411 — \$69,500 — arrangement of parks etc.; C-416 — \$30,000 — aqueduct, sewers, roads, etc., C-418 — \$49,500 — purchase of machinery; C-424 — \$200,000 — aqueduct and sewers and filtration plant; C-427 — \$4,500 — roads.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from May 1, 1966.

Table of redemption — \$408,000 — 20 years

Year	Capital
May 1, 1967	\$19,000
May 1, 1968	21,000
May 1, 1969	22,000
May 1, 1970	23,000
May 1, 1971	24,000
May 1, 1972	22,000
May 1, 1973	23,000
May 1, 1974	24,000
May 1, 1975	26,000
May 1, 1976	28,000
May 1, 1977	13,000
May 1, 1978	14,000
May 1, 1979	15,000
May 1, 1980	16,000
May 1, 1981	17,000
May 1, 1982	18,000
May 1, 1983	19,000
May 1, 1984	20,000
May 1, 1985	21,000
May 1, 1986	23,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Saint-Jérôme.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 9 mai 1966, à 8.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 280, rue Labelle, Saint-Jérôme, comté de Terrebonne, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Jérôme, (Comté de Terrebonne), ce 19 avril 1966.

Le Greffier,
GÉRARD MAURICE.

Hôtel de Ville, 280, rue Labelle,
Saint-Jérôme, (Terrebonne), P.Q.
Téléphone: 438-3950, code 514. 14809-0

Ville St-Pierre
Comté de Jacques-Cartier

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gérard Goyette, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 69, 5ième avenue, Ville St-Pierre, comté de Jacques-Cartier, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 10 mai 1966, pour l'achat de \$311,000 d'obligations de Ville St-Pierre, comté de Jacques-Cartier, datées du 1er juin 1966 et remboursables par séries du 1er juin 1967 au 1er juin 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 370 — \$161,000 — aqueduc et voirie; 373 — \$25,500 — aqueduc, égouts et voirie; 375 — \$97,500 — achat d'immeubles; 379 — \$27,000 — achat d'un camion-pompe à incendie.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1966.

Tableau d'amortissement — \$311,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1967	\$13,000
1er juin 1968	14,000
1er juin 1969	14,000
1er juin 1970	11,000
1er juin 1971	12,000
1er juin 1972	13,000
1er juin 1973	13,000
1er juin 1974	13,000
1er juin 1975	13,000
1er juin 1976	14,000
1er juin 1977	13,000
1er juin 1978	14,000
1er juin 1979	15,000
1er juin 1980	16,000
1er juin 1981	18,000
1er juin 1982	20,000
1er juin 1983	21,000
1er juin 1984	21,000
1er juin 1985	21,000
1er juin 1986	22,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, May 9, 1966, at 8:30 o'clock p.m., at the City Hall, 280 Labelle Street, Saint-Jérôme, county of Terrebonne, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Jérôme, (County of Terrebonne), April 19, 1966.

GÉRARD MAURICE,
City Clerk.

City Hall, 280, Labelle Street,
Saint-Jérôme, (Terrebonne), P.Q.
Telephone: 438-3950, code 514. 14809

Town of St-Pierre
County of Jacques-Cartier

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gérard Goyette, secretary-treasurer, Town Hall, 69, 5th Avenue, Town of St-Pierre, county of Jacques-Cartier, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, May 10, 1966, for the purchase of an issue of \$311,000 of bonds for the Town of St-Pierre, county of Jacques-Cartier, dated June 1, 1966, and redeemable serially from June 1, 1967 to June 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 370 — \$161,000 — aqueduct and roads; 373 — \$25,500 — aqueduct, sewers and roads; 375 — \$97,500 — purchase of immovables; 379 — \$27,000 — purchase of a fire truck.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1, 1966.

Table of redemption — \$311,000 — 20 years

Year	Capital
June 1, 1967	\$13,000
June 1, 1968	14,000
June 1, 1969	14,000
June 1, 1970	11,000
June 1, 1971	12,000
June 1, 1972	13,000
June 1, 1973	13,000
June 1, 1974	13,000
June 1, 1975	13,000
June 1, 1976	14,000
June 1, 1977	13,000
June 1, 1978	14,000
June 1, 1979	15,000
June 1, 1980	16,000
June 1, 1981	18,000
June 1, 1982	20,000
June 1, 1983	21,000
June 1, 1984	21,000
June 1, 1985	21,000
June 1, 1986	22,000

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only,

suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 10 mai 1966, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 69, 5^{ème} avenue, Ville St-Pierre, comté de Jacques-Cartier, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Pierre, (Comté de Jacques-Cartier), ce 19 avril 1966.

Le Secrétaire-trésorier,

GÉRARD GOYETTE.

Hôtel de Ville, 69, 5^{ème} Avenue,

Ville St-Pierre, (Jacques-Cartier), P.Q.

Téléphone: 489-5795, code 514. 14810-0

Municipalité de Touraine

Comté de Gatineau

(Anciennement: Canton de Hull, Partie Est)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné André Prud'homme, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 12 avenue de Picardie, Touraine, Via Pointe-Gatineau, comté de Hull, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 9 mai 1966, pour l'achat de \$331,000 d'obligations de la municipalité de Touraine, comté de Gatineau, datées du 1^{er} juin 1966 et remboursables par séries du 1^{er} juin 1967 au 1^{er} juin 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1^{er} juin et 1^{er} décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 312 — \$32,000 — achat de machinerie; 315 (319) — \$18,000 — bordures en asphalte; 316 — \$13,000 — voirie; 324 — \$225,000 — aqueduc; 330 — \$8,000 — achat d'équipement; 334 — \$12,000 — aqueduc; 335 — \$13,000 — aqueduc; 339 — \$10,000 — achat de machinerie.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1^{er} juin 1966.

Tableau d'amortissement — \$331,000 — 20 ans

Année	Capital
1 ^{er} juin 1967	\$ 16,000
1 ^{er} juin 1968	16,000
1 ^{er} juin 1969	16,500
1 ^{er} juin 1970	10,500
1 ^{er} juin 1971	11,000
1 ^{er} juin 1972	8,000
1 ^{er} juin 1973	8,500
1 ^{er} juin 1974	8,500
1 ^{er} juin 1975	8,500
1 ^{er} juin 1976	9,000

and that offers for short-term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Montreal.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, May 10, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 69, 5th Avenue, Town of St-Pierre, county of Jacques-Cartier, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Pierre, (County of Jacques-Cartier), April 19, 1966.

GÉRARD GOYETTE,

Secretary-Treasurer.

Town Hall, 69, 5th Avenue,

Town of St-Pierre, (Jacques-Cartier), P.Q.

Telephone: 489-5795, code 514. 14810

Municipality of Touraine

County of Gatineau

(Formerly: Township of Hull, East part)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned André Prud'homme, secretary-treasurer, Town Hall, 12 Picardie Avenue, Touraine, Via Pointe-Gatineau, county of Hull, P.Q. until 8:00 o'clock p.m. Monday, May 9, 1966, for the purchase of an issue of \$331,000 of bonds for the municipality of Touraine, county of Gatineau, dated June 1, 1966, and redeemable serially from June 1, 1967 to June 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law Nos: 312 — \$32,000 — buying of machinery; 315 (319) — \$18,000 — asphalt curbs; 316 — \$13,000 — roads; 324 — \$225,000 — aqueduct; 330 — \$8,000 — buying of equipment; 334 — \$12,000 — aqueduct; 335 — \$13,000 — aqueduct; 339 — \$10,000 — buying of machinery.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1, 1966.

Table of redemption — \$331,000 — 20 years

Year	Capital
June 1, 1967	\$ 16,000
June 1, 1968	16,000
June 1, 1969	16,500
June 1, 1970	10,500
June 1, 1971	11,000
June 1, 1972	8,000
June 1, 1973	8,500
June 1, 1974	8,500
June 1, 1975	8,500
June 1, 1976	9,000

1er juin 1977.....	\$ 4,000
1er juin 1978.....	4,000
1er juin 1979.....	4,000
1er juin 1980.....	4,500
1er juin 1981.....	4,500
1er juin 1982.....	4,500
1er juin 1983.....	5,000
1er juin 1984.....	5,000
1er juin 1985.....	5,500
1er juin 1986.....	177,500

June 1, 1977.....	\$ 4,000
June 1, 1978.....	4,000
June 1, 1979.....	4,000
June 1, 1980.....	4,500
June 1, 1981.....	4,500
June 1, 1982.....	4,500
June 1, 1983.....	5,000
June 1, 1984.....	5,000
June 1, 1985.....	5,500
June 1, 1986.....	177,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Hull.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto et à Ottawa.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 9 mai 1966, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 12 avenue de Picardie, Touraine, comté de Gatineau, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Touraine, (Comté de Gatineau), ce 18 avril 1966.

Le Secrétaire-Trésorier,
ANDRÉ PRUD'HOMME.

Hôtel de Ville, 12 avenue de Picardie,
Touraine, Via Pointe-Gatineau, (Hull), P.Q.,
Téléphone: 771-5668, code 819. 14811-0

Municipalité de Val Morin

Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J. B. Vanier, secrétaire-trésorier, jusqu'à 6 heures p.m. à 103, rue Morin, Val Morin, comté de Terrebonne, et par après de 7.30 heures p.m. à 8 heures p.m. à la Salle paroissiale, Val Morin, comté de Terrebonne, P.Q., mardi, le 10 mai 1966, pour l'achat de \$121,000 d'obligations de la municipalité de Val Morin, comté de Terrebonne, datées du 1er juin 1966 et remboursables par séries du 1er juin 1967 au 1er juin 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 65 — \$31,000 — voirie; 66 — \$74,000 — aqueduc; 72 — \$16,000 — voirie.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1966.

Tableau d'amortissement — \$121,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1967.....	\$ 3,500
1er juin 1968.....	3,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Hull.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of the said bank in Toronto and Ottawa.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, May 9, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 12 de Picardie Avenue, Touraine, county of Gatineau, P.Q.

The council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Touraine, (County of Gatineau), April 18, 1966.

ANDRÉ PRUD'HOMME,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 12 de Picardie Avenue,
Touraine, Via Pointe-Gatineau, (Hull), P.Q.,
Telephone: 771-5668, code 819. 14811

Municipality of Val Morin

County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned J. B. Vanier, secretary-treasurer, until 6:00 o'clock p.m., at 103 Morin Street, Val Morin, county of Terrebonne, and after from 7:30 o'clock p.m. to 8:00 o'clock p.m., at the Parochial Hall, Val Morin, county of Terrebonne, P.Q., Tuesday, May 10, 1966, for the purchase of an issue of \$121,000 of bonds for the municipality of Val Morin, county of Terrebonne, dated June 1, 1966, and redeemable serially from June 1, 1967 to June 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 65 — \$31,000 — roads; 66 — \$74,000 — aqueduct; 72 — \$16,000 — roads.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1, 1966.

Table of redemption — \$121,000 — 20 years

Year	Capital
June 1, 1967.....	\$ 3,500
June 1, 1968.....	3,500

1er juin 1969	\$ 4,000
1er juin 1970	4,000
1er juin 1971	4,000
1er juin 1972	4,000
1er juin 1973	4,500
1er juin 1974	5,000
1er juin 1975	5,000
1er juin 1976	6,000
1er juin 1977	6,000
1er juin 1978	6,500
1er juin 1979	6,500
1er juin 1980	7,500
1er juin 1981	7,500
1er juin 1982	8,000
1er juin 1983	8,000
1er juin 1984	8,500
1er juin 1985	9,000
1er juin 1986	10,000

June 1, 1969	\$ 4,000
June 1, 1970	4,000
June 1, 1971	4,000
June 1, 1972	4,000
June 1, 1973	4,500
June 1, 1974	5,000
June 1, 1975	5,000
June 1, 1976	6,000
June 1, 1977	6,000
June 1, 1978	6,500
June 1, 1979	6,500
June 1, 1980	7,500
June 1, 1981	7,500
June 1, 1982	8,000
June 1, 1983	8,000
June 1, 1984	8,500
June 1, 1985	9,000
June 1, 1986	10,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Agathe-des-Monts.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 10 mai 1966, à 8 heures du soir, 103, rue Morin, Val Morin, comté de Terrebonne, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Val Morin, (Comté de Terrebonne), ce 20 avril 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
J. B. VANIER.

103, rue Morin
Val Morin, (Terrebonne), P.Q.
Téléphone: 322-2143, code 819. 14812-0

Ville de Villeneuve
Comté de Québec

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le sousigné Daniel Leclerc, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 95, rue Savio, Villeneuve, comté de Québec 5, P.Q., lundi, le 9 mai 1966, jusqu'à 8.30 heures du soir, pour l'achat de \$467,000 d'obligations de la ville de Villeneuve, comté de Québec, datées du 1er juin 1966 et remboursables par séries du 1er juin 1967 au 1er juin 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½% ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ste-Agathe-des-Monts.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Tuesday, May 10, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at 103 Morin Street, Val Morin, county of Terrebonne, P.Q.

The council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Val Morin, (County of Terrebonne), April 20, 1966.

J. B. VANIER,
Secretary-Treasurer.

103 Morin Street,
Val Morin, (Terrebonne), P.Q.
Telephone: 322-2143, code 819. 14812

Town of Villeneuve
County of Quebec

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Daniel Leclerc, secretary-treasurer, Town Hall, 95 Savio Street, Villeneuve, county of Quebec 5, P.Q., Monday, May 9, 1966, until 8:30 o'clock p.m., for the purchase of an issue of \$467,000 of bonds for the Town of Villeneuve, county of Quebec, dated June 1, 1966, and redeemable serially from June 1, 1967 to June 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Règlements Nos: 152 — \$324,500 — aqueduc, égouts, voirie; 157 — \$142,500 — aqueduc et égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1966.

Tableau d'amortissement — \$467,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1967	\$ 5,000
1er juin 1968	5,000
1er juin 1969	6,000
1er juin 1970	6,000
1er juin 1971	7,000
1er juin 1972	7,000
1er juin 1973	8,000
1er juin 1974	8,000
1er juin 1975	8,000
1er juin 1976	9,000
1er juin 1977	9,000
1er juin 1978	10,000
1er juin 1979	11,000
1er juin 1980	12,000
1er juin 1981	12,000
1er juin 1982	13,000
1er juin 1983	13,000
1er juin 1984	15,000
1er juin 1985	16,000
1er juin 1986	287,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 9 mai 1966, à 8.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 95, rue Savio, Villeneuve, comté de Québec 5, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Villeneuve, (Comté de Québec), ce 20 avril 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
DANIEL LECLERC.

Hôtel de Ville, 95, rue Savio,
Villeneuve, (Québec 5), P.Q.
Téléphone: 663-6987, code 418. 14813-0

By-law Nos: 152 — \$324,500 — aqueduct, sewers, roads; 157 — \$142,500 — aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1, 1966.

Table of redemption — \$467,000 — 20 years

Year	Capital
June 1, 1967	\$ 5,000
June 1, 1968	5,000
June 1, 1969	6,000
June 1, 1970	6,000
June 1, 1971	7,000
June 1, 1972	7,000
June 1, 1973	8,000
June 1, 1974	8,000
June 1, 1975	8,000
June 1, 1976	9,000
June 1, 1977	9,000
June 1, 1978	10,000
June 1, 1979	11,000
June 1, 1980	12,000
June 1, 1981	12,000
June 1, 1982	13,000
June 1, 1983	13,000
June 1, 1984	15,000
June 1, 1985	16,000
June 1, 1986	287,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Québec.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Québec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, May 9, 1966, at 8:30 o'clock p.m., at the Town Hall, 95 Savio Street, Villeneuve, county of Québec 5, P.Q.

The council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Villeneuve, (County of Québec), April 20, 1966.

DANIEL LECLERC,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 95 Savio Street,
Villeneuve, (Québec 5), P.Q.
Telephone: 663-6987, code 418. 14813

Syndicat professionnel

Association des policiers provinciaux
du Québec

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des policiers provinciaux du Québec », a été autorisée par le Secré-

Professional Syndicate

Association des policiers provinciaux
du Québec

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des policiers provinciaux du Québec", has been authorized

taire de la province le 5 avril 1966.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 7 avril 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14735-o

14-66

by the Provincial Secretary on April 5, 1966. The head office of the said professional syndicate is situated at Montreal, judicial district of Quebec.

Quebec, April 7, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14735

14-66

Vente d'effets non-réclamés

Canadian Pacific Express Company

Avis est par les présents donné que tous les effets reçus avant le 1er jour de mai 1965, et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Express Company, à divers endroits de la province de Québec, seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Frank Waddington, encanteur, 128 est, rue King, Toronto, à onze heures du matin, le cinquième jour de mai 1966, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Québec, Qué., le 15 mars 1966.

Canadian Pacific Express Company
Le Surintendant général,
E. M. TRASHER.

14345-11-6-o

Sale of Unclaimed Goods

Canadian Pacific Express Company

Notice is hereby given that all goods received previous to the 1st day of May 1965, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Express Company, at different points in the Province of Quebec, will be sold at public auction to the highest bidder by Frank Waddington, Auctioneer, at 128 King Street East, Toronto, Ontario, at 11:00 o'clock in the forenoon, on the 5th day of May 1966, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Quebec, Que., March 15, 1966.

Canadian Pacific Express Company
E. M. TRASHER,
General Superintendent.

14345-11-6-o

Vente par licitation

Les Immeubles Rouville Inc. vs Morin et vir

Province de Québec, district de St-Hyacinthe, Cour supérieure No 17,244, Les Immeubles Rouville Inc., corps politique et incorporé, légalement constitué, ayant son siège social et une place d'affaires en les cité et district de St-Hyacinthe, demanderesse, vs Dame Simone Morin, des cité et district de St-Hyacinthe, épouse de Me Maurice Rousseau, des mêmes lieux et ce dernier aux fins d'autoriser son épouse si besoin est, défenderesse.

Avis de licitation

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure siégeant à St-Hyacinthe, dans le district de St-Hyacinthe, et rendu par l'Honorable Juge Paul Langlois, le 7 mars 1966, dans une cause en laquelle Les Immeubles Rouville Inc., corps politique et incorporé, légalement constitué, ayant son siège social et une place d'affaires en les cité et district de St-Hyacinthe, est demanderesse, et Dame Simone Morin, des cité et district de St-Hyacinthe, épouse de Me Maurice Rousseau, des mêmes lieux, est défenderesse, ordonnant la licitation de l'immeuble désigné comme suit:

« 1^o Un terrain situé à Douville, rue Bachand, désigné comme étant la subdivision No huit du lot originaire No mille quatre-vingt-dix-sept au cadastre de la paroisse Notre-Dame de St-Hyacinthe, mesurant trente-trois pieds de largeur sur cent un pieds et cinq dixièmes de pied de profondeur, le tout à la mesure anglaise;

2^o Un terrain situé à Douville, désigné comme faisant partie du lot No mille quatre-vingt-dix-sept (ptie 1097) au cadastre de la paroisse Notre-Dame de St-Hyacinthe, mesurant quatre cent quarante-sept pieds et quarante-six centièmes

Sale by Licitation

Les Immeubles Rouville Inc. vs Morin et vir

Province of Quebec, district of St-Hyacinthe, Superior Court No. 17,244, Les Immeubles Rouville Inc., body politic and corporate, legally incorporated, having its head office and business place in the city and district of St-Hyacinthe, plaintiff, vs Mrs. Simone Morin, of the city and district of St-Hyacinthe, wife of Me Maurice Rousseau, of the same place and the latter to authorize his wife if necessary, defendant.

Notice of licitation

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting in St-Hyacinthe, in the district of St-Hyacinthe, and rendered by the Honourable Judge Paul Langlois, on March 7, 1966, in a case in which Les Immeubles Rouville Inc., body politic and corporate, legally incorporated, having its head office and business place in the city and district of St-Hyacinthe, is the plaintiff, and Mrs. Simone Morin, of the city and district of St-Hyacinthe, wife of Me Maurice Rousseau, of the same place, is the defendant, ordering the licitation of the immovable designated as follows:

« 1. A piece of land situated at Douville, Bachand Street, designated as being subdivision No. eight of original lot No. one thousand and ninety-seven of the cadastre of the parish of Notre-Dame de St-Hyacinthe, measuring thirty-three feet in width by one hundred and one feet and five tenths of a foot in depth, the whole English measure;

2. A piece of land situated at Douville, designated as being part of lot No. one thousand and ninety-seven (Pt. 1097) of the cadastre of the parish of Notre-Dame de St-Hyacinthe, measuring four hundred and forty-seven feet

de pied au sud-est; deux mille deux cent vingt-six pieds et trente-six centièmes de pied au nord-est; sept cent six pieds et trois centièmes de pied au nord-ouest; la ligne latérale sud-ouest du terrain présentement désigné, étant une ligne brisée longeant la ligne nord-est du lot mille quatre-vingt-dix-huit du cadastre à partir du coin ouest dudit lot mille quatre-vingt-dix-sept-huit, jusqu'au terrain des Chemins de Fers Nationaux du Canada, le tout à la mesure anglaise, plus ou moins, sans garantie de mesure précise, le plus ou le moins devant tourner au profit ou à la perte de l'acquéreur quelque soit la différence, et tenant à un bout, au nord-ouest, au terrain des Chemins de Fers Nationaux du Canada, à l'autre bout, au sud-est, au lot 1097-1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, et 8 dudit cadastre, d'un côté au nord-est, à une autre partie dudit lot 1097 appartenant au gouvernement de la province de Québec et d'autre côté, au sud-ouest, à partie du lot 1098 du même cadastre. »

Ensemble avec un bail en faveur de Southern Canada Power Co. Ltd., donnant le droit de construire une ligne de transmission électrique et le droit pour 99 ans à compter du 31 mars 1917 d'ériger des poteaux, poser des fils, droit de faire tous travaux nécessaires, droit de passage, etc. . . selon acte enregistré à St-Hyacinthe sous le numéro B61811.

Également une hypothèque par Southern Canada Power Co. Ltd., en faveur de Montreal Trust Co. pour garantir l'émission d'obligations de \$50,000,000 grevant et affectant les droits acquis à Southern Canada Power Co. Ltd. sur le lot 1097 suivant acte enregistré au même endroit par bordereau sous le numéro B37.

Également une servitude de droit de passage et servitude à perpétuité pour les lignes électriques de Southern Canada Power consenti par Fry Cadbury Ltd., suivant acte enregistré au même endroit sous le numéro 104340.

L'immeuble ci-haut désigné sera mis à l'enchère et octroyé au plus haut enchérisseur le VINGT-HUITIÈME jour de MAI 1966, à DIX heures TRENTE de l'avant-midi, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure au palais de justice à St-Hyacinthe, ou dans toute autre salle tel que requis par les circonstances, sujet aux charges, clauses et conditions mentionnées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la Cour supérieure. Toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire, à ladite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite cour au moins 12 jours avant la date fixée comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer ladite opposition dans les délais prescrits ci-dessus, elles seront forecloses de droit de le faire.

Un dépôt égal au dixième de l'évaluation municipale de ladite propriété sera exigé avant la vente de chaque et tout enchérisseur.

St-Hyacinthe, 18 avril 1966.

Le Procureur de la demanderesse,

14780-16-2-0 ME MICHEL POTHIER.

and forty-six hundredths of a foot on the south-east, two thousand two hundred and twenty-six feet and thirty-six hundredths of a foot on the north-east, seven hundred and six feet and three hundredths of a foot on the north-west; the south-west lateral line of the land presently designated, being a broken line along the north-east line of lot one thousand and ninety-eight of the cadastre starting from the west corner of said lot one thousand and ninety-seven - eight, up to the land of the Canadian National Railway, the whole English measure, more or less, without guaranty of precise measurement, the more or the less turning to the profit or the loss of the purchaser however great the difference, and holding at one end, on the north-west, by the land of the Canadian National Railway, on the other side, on the south-east, by lot 1097-1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 and 8 of the said cadastre, on one side on the north-east, by another part of said lot 1097 belonging to the Government of the Province of Quebec and on the other side, on the south-west, by part of lot 1098 of the same cadastre."

Together with a lease in favor of Southern Canada Power Co. Ltd., giving the right to build an electrical transmission line and the right for 99 years, from and after March 31, 1917, to erect posts, lay wires, the right to make all necessary works, passing rights, etc. . . according to the registered deed at St-Hyacinthe under number B61811.

Also a mortgage by Southern Canada Power Co. Ltd. in favor of Montreal Trust Co. to guaranty the issuance of obligations of \$50,000,000. entailing and affecting the rights acquired by Southern Canada Power Co. Ltd. on lot 1097 following registered deed at the same place by bordereau under number B37.

Also a servitude of right of passage and servitude to perpetuity for the electric lines of Southern Canada Power consented by Fry Cadbury Ltd., following registered deed at the same place under number 104340.

The above described immovable will be sold by auction and granted to the highest bidder on the TWENTY-EIGHTH day of MAY, 1966, at TEN THIRTY o'clock in the morning, at the office of the Prothonotary of the Superior Court at the Court House of St-Hyacinthe, or in any other hall such as required for the circumstances, subject to charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the Superior Court. Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said court at least 12 days before the date fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within six days following the adjudication; and failing the interested parties to file the said opposition with the delay hereby prescribed, they shall be foreclosed from so doing.

A deposit equal to one tenth of the municipal evaluation of the said property will be required before the sale of each and every bidder.

St-Hyacinthe, April 18, 1966.

ME MICHEL POTHIER,

14780-16-2 Attorney for the plaintiff.

Ventes par Shérifs

Sheriffs' Sales

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Beauce

Cour Supérieure, { CLERMONT GRONDIN,
No 32,394. { entrepreneur en transport, de St-Frédéric, comté de Beauce, demandeur; vs PAMPHILE RODRIGUE, de St-Georges, comté de Beauce, défendeur.

Pour être vendu « en bloc » l'immeuble ci-après décrit:

« Un emplacement dans la 12^{ème} rue ouest qui est partie des lots 67-26 et 67-25. »

Pour être vendu « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de St-Georges Ouest, comté de Beauce, le DIX-SEPTIÈME jour de MAI, 1966 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Député-Shérif,
St-Joseph de Beauce, ADALBERT LESSARD,
le 24 mars 1966. 14512-13-2-o
[Première insertion: 9 avril, 1966]
[Deuxième insertion: 30 avril, 1966]

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Beauce

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
No 32,257. { AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant son siège social à Québec, demanderesse, vs ODILAS PAQUET, cultivateur de St-Philibert, comté de Beauce, résidant à St-Prosper, r.r. 1, comté de Beauce, défendeur.

Pour être vendus « en bloc » les immeubles ci-après décrits:

a) Le lot numéro quarante-cinq, rang A (45 rg. A) canton Linière, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

b) La demie sud-ouest du lot numéro quarante, rang B, (½ S.O. 40) canton Linière, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, à distraire:

Un morceau de terrain, sans bâtisses, faisant partie de la demie sud-ouest du lot quarante, rang B (ptie de ½ S.O. rang B) canton de Linière. Borné au sud-ouest par le lot quarante et un du même rang, au nord-ouest par Arthur Paquet ou par le trait carré des rangs B et quatre, au nord-est par Albert Loignon ou par la demie-nord-est dudit lot quarante, au sud-est par Odilas Paquet ou par partie dudit lot quarante. Ledit morceau de terrain présentement réservé a en largeur celle correspondant à la demie sud-ouest dudit lot quarante, rang B, et en profondeur la longueur de huit (8) arpents.

c) Le lot numéro trente-neuf (39) du rang B, canton de Linière, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, moins le terrain qui a déjà été vendu pour servir à la construction de la route actuelle. »

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Beauce

Superior Court, { CLERMONT GRONDIN,
No. 32,394. { transport contractor, of St-Frédéric, county of Beauce, plaintiff, vs PAMPHILE RODRIGUE, of St-Georges, county of Beauce, defendant.

The immovable hereinafter described is to be sold "en bloc":

"An emplacement on 12th Street West which is part of lots 67-26 and 67-25."

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St-Georges West, county of Beauce, on the SEVENTEENTH day of MAY, 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, ADALBERT LESSARD,
St-Joseph de Beauce, Deputy-Sheriff.
March 24, 1966. 14512-13-2
[First insertion: April 9, 1966]
[Second insertion: April 30, 1966]

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Beauce

Superior Court, { THE QUEBEC FARM
No. 32,257. { CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office in Quebec, plaintiff; vs ODILAS PAQUET, farmer, of St-Philibert, county of Beauce, residing at St-Prosper, R.R. 1, county of Beauce, defendant.

The immovables hereinafter described, to be sold "en bloc":

"Lot number forty-five, range A (45, range A), township of Linière, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

(b) The southwest half of lot number forty, range B, (S.W. ½ of 40), township of Linière, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies; to be withdrawn:

A piece of land, without buildings, forming part of the southwest half of lot forty, range B (P. S.W. ½, range B), township of Linière, bounded on the southwest by lot forty-one on the same range, on the northwest by Arthur Paquet or by the "trait carré" of ranges B and four, on the northeast by Albert Loignon or by the northeast half of said lot forty, on the southeast by Odilas Paquet or by part of said lot forty. The said piece of land presently reserved measures, in width, that corresponding to the southwest half of said lot forty, range B, and, in depth, eight (8) arpents.

(c) Lot number thirty-nine (39), range B, township of Linière, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies, less the terrain already sold for use in the construction of the present highway."

Pour être vendus « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de St-Philibert, comté de Beauce, le DIXIÈME jour de MAI, 1966, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le Député-Shérif,*
St-Joseph de Beauce, ADALBERT LESSARD,
le 23 mars, 1966. 14513-13-2-o
[Première insertion: 2 avril, 1966]
[Deuxième insertion: 23 avril, 1966]

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Beauce

Cour Supérieure, { DAME BLANCHE GRON-
No 32,577. { DIN, ménagère, domi-
ciliée et demeurant à ville
Saint-Joseph de Beauce, veuve de Tancrède Gil-
bert, de son vivant cultivateur, demanderesse, vs
JOSEPH GRONDIN, demeurant au Foyer Valin, à Sant-Méthode, comté de Frontenac, défendeur.

Pour être vendus les immeubles ci-après décrits:

« Le lot numéro cinq cent soixante-douze, subdivision trois (572-3) du cadastre révisé pour une partie de la paroisse de Saint-Joseph de Beauce, division d'enregistrement de Beauce, village de Saint-Joseph, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, avec et sujet aux servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes, pouvant affecter ledit immeuble, suivant titres. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de ville Saint-Joseph de Beauce, comté de Beauce, le TRENTE ET UNIÈME jour de MAI, 1966, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, ADALBERT LESSARD,
Ville St-Joseph de Beauce, le 12 avril, 1966. 14775-16-2-o
[Première insertion: 23 avril, 1966]
[Deuxième insertion: 14 mai 1966]

B E D F O R D

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, { ARMAND DOUCET,
No 14,586. { manufacturier, domi-
cilié en la cité de Saint-Jean,
district d'Iberville et y faisant affaires sous le nom et la raison sociale de St. Johns Window Inc., demandeur, vs ARMAND FLEURY, domicilié à Venise-en-Québec, dans le district de Bedford, défendeur.

« Un certain morceau de terrain situé dans la municipalité de Venise-en-Québec, comté de Missisquoi, désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Georges de Clarenceville, sous partie du lot numéro cent cinquante-deux (Ptie No 152); cedit morceau de terrain étant décrit comme suit:

Commençant sur le côté est du chemin public (le long de tel chemin public) conduisant de Venise-en-Québec, à St-Sébastien d'Iberville, à une distance de quatre cent quatre-vingts pieds (480') au nord du coin nord-ouest d'une partie du même lot No 152 vendue par le présent vendeur à M. Léopold Bouchard, appelé point de départ; de là le long du chemin public, vers le nord, une distance de cent pieds (100') jusqu'à un point; de là vers l'est à angle droit, une distance de trois cents pieds (300') jusqu'à un point;

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St-Philibert, county of Beauce, on the TENTH day of MAY, 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, ADALBERT LESSARD,
St-Joseph de Beauce, Deputy-Sheriff,
March 23, 1966. 14513-13-2
[First insertion: April 2, 1966]
[Second insertion: April 23, 1966]

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Beauce

Superior Court, { MRS. BLANCHE GRON-
No. 32,577. { DIN, housewife, do-
micated and living in the
town of Saint-Joseph de Beauce, widow of Tan-
crède Gilbert, while living, farmer, plaintiff, vs
JOSEPH GRONDIN, living at Foyer Valin, in
Saint-Méthode, county of Frontenac, defendant.

The immoveables hereinafter described to be sold:

"Lot number five hundred and seventy-two, subdivision three (572-3) of the cadastre revised for a part of the parish of Saint-Joseph de Beauce, registration division of Beauce, village of Saint-Joseph, with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies, with and subject to the active or passive servitudes, apparent or occult, affecting the said immoveable, according to titles."

To be sold at the parochial church door of the town of Saint-Joseph de Beauce, county of Beauce, on the THIRTY-FIRST day of MAY, 1966, at TEN o'clock in the morning.

ADALBERT LESSARD,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff,
Town of St-Joseph de Beauce, April 12, 1966. 14775-16-2
[First insertion: April 23, 1966]
[Second insertion: May 14, 1966]

B E D F O R D

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, { ARMAND DOUCET,
No. 14,586. { manufacturer, domi-
ciled in the city of Saint-
John, district of Iberville, and therein carrying on business under the style and name of St. Johns Window Inc., plaintiff, vs ARMAND FLEURY, domiciled at Venise-en-Québec, in the district of Bedford, defendant.

"A certain piece of land situated in the municipality of Venise-en-Québec, county of Missisquoi, designated on the official plan and book of reference of the parish of St-Georges de Clarenceville, under part of lot number one hundred and fifty-two (Pt. No. 152); this said piece of land being described as follows:

Starting on the east side of the public road (along such public road) leading from Venise-en-Québec, to St-Sébastien d'Iberville, a distance of four hundred and eighty feet (480') on the north of the northwest corner of a part of the same lot No. 152 sold by the present vendor to Mr. Léopold Bouchard, called starting point; thence along the public road, toward the north, a distance of one hundred feet (100') up to a point; thence toward the east at right angle, a distance of three hundred feet (300') up to a

de là vers le sud, à angle droit et parallèlement avec ledit chemin public, une distance de cent pieds (100') jusqu'à un point; de là vers l'ouest à angle droit, une distance de trois cents pieds (300') jusqu'au point de départ. Cedit terrain étant borné comme suit: ouest, par le chemin public; est, nord et sud, par le résidu dudit lot No 152 restant la propriété du vendeur. Avec bâtisses. »

Pour être vendu à la porte de l'église des Saints-Martyrs-Canadiens de Venise-en-Québec, dans le district de Bedford, le TRENTE ET UNIÈME jour de MAI 1966.

Le Député-Shérif,

Bureau du Shérif,

ANTONIN BOURASSA.

Palais de Justice,

Sweetsburg, P.Q., ce 14 avril 1966.
14798-16-2-o

point; thence toward the south, at right angle and parallel with the said public road, a distance of one hundred feet (100') up to a point; thence toward the west at right angle, a distance of three hundred feet (300') up to the starting point. The said terrain being bounded as follows: west, by the public road; east, north and south, by the residue of the said lot No. 152 remaining the property of the vendor. With buildings. »

To be sold at the church door of Saints-Martyrs-Canadiens of Venise-en-Québec, in the district of Bedford, on THIRTY-FIRST day of MAY, 1966.

ANTONIN BOURASSA,

Sheriff's office,

Deputy-Sheriff.

Court House,

Sweetsburg, P.Q., April 14, 1966.
14798-16-2

CHICOUTIMI

Fieri Facias

District de Chicoutimi

Cour Supérieure, { **L**A BANQUE ROYALE
No 37,330. { **D**U CANADA, corpora-
tion légalement constituée
ayant une place d'affaires au numéro 15 de la
rue Ste-Famille à Kénogami, district de Chicou-
timi, demanderesse, *vs* ANTOINE CARON,
domicilié et résidant au numéro 508 de la rue
St-Pierre à Jonquière, district de Chicoutimi,
défendeur et LÉONIDAS GAGNON et OMER
LAPOINTE, domiciliés et résidant en les cité
et district de Chicoutimi, registrateurs de la
division d'enregistrement de Chicoutimi, district
de Chicoutimi, mis en cause.

« Un lopin de terre ou emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Jonquière, comme étant, d'après une certaine subdivision, le lot numéro vingt-six-A-cent quarante-huit du rang quatre (No 26-A-148 rang IV) dudit canton, lequel terrain mesure cinquante pieds (50') de largeur du nord-est au sud-ouest sur une profondeur de cent pieds (100') au nord-ouest au sud-est, et est borné au nord-est par le terrain de Jean-Paul Tremblay, au nord-ouest et au sud-ouest par le terrain de Joseph-Émile Brassard, et au sud-est par la route régionale Chicoutimi-Jonquière, le tout avec ensemble toutes les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale Ste-Marie à Jonquière, le QUATRIÈME jour du mois de MAI 1966, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du shérif,

RENÉ DELISLE.

Chicoutimi, le 23 mars 1966.

14514-13-2-o

Fieri Facias

District de Chicoutimi

Cour Supérieure, { **A**LGONQUIN CAPITAL
No 37,534. { **C**ORPORATION LI-
MITEE, corporation légale-
ment constituée ayant sa principale place d'affaires au numéro 10 Place Octave Crémazie Ouest à Montréal, district de Montréal, deman-
deresse, *vs* CHARLES EUGÈNE BOULIANNE,
ajusteur mécanicien, domicilié et résidant au
numéro 584, rue Blough, à Arvida, district de
Chicoutimi, défendeur et LÉONIDAS GAGNON
et OMER LAPOINTE, tous deux domiciliés et

CHICOUTIMI

Fieri Facias

District of Chicoutimi

Superior Court, { **T**HE ROYAL BANK OF
No. 37,330. { **C**ANADA, body legally
incorporated, having a place
of business at number 15 Ste-Famille St., in
Kénogami, district of Chicoutimi, plaintiff, *vs*
ANTOINE CARON, domiciled and residing
at number 508 St-Pierre St., in Jonquière,
district of Chicoutimi, defendant, and LÉONI-
DAS GAGNON and OMER LAPOINTE,
domiciled and residing in the city and district of
Chicoutimi, registrars of the registry division of
Chicoutimi, district of Chicoutimi, mis-en-cause.

« A lot of land or emplacement known and designated on the official plan and in the book of reference of the cadastre of the township of Jonquière, as being, according to a certain subdivision, lot number twenty-six-A-one hundred and forty-eight on range four (No. 26-A-148, range IV) in the said township, which lot of land measures fifty feet (50') in width from northeast to southwest, by a depth of one hundred feet (100') from northwest to southeast, and is bounded on the northeast by the terrain belonging to Jean-Paul Tremblay, on the northwest and southwest by the land of Joseph-Émile Brassard, and on the southeast by the Chicoutimi-Jonquière regional highway; the whole together with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. »

To be sold at the parochial church door of Ste-Marie in Jonquière, on the FOURTH day of the month of MAY, 1966, at THREE o'clock in the afternoon.

RENÉ DELISLE,

Sheriff's Office,

Sheriff.

Chicoutimi, March 23, 1966.

14514-13-2

Fieri Facias

District of Chicoutimi

Superior Court, { **A**LGONQUIN CAPITAL
No. 37,534. { **C**ORPORATION LI-
MITEE, body legally incor-
porated, having its main place of business at
number 10 Place Octave Crémazie West, in
Montreal, district of Montreal, plaintiff, *vs*
CHARLES EUGÈNE BOULIANNE, mecha-
nical adjustor, domiciled and residing at number
584 Blough St., in Arvida, district of Chicoutimi,
defendant, and LÉONIDAS GAGNON and
OMER LAPOINTE, both domiciled and residing

résidant en les cité et district de Chicoutimi, registrateurs du bureau d'enregistrement de Chicoutimi, mis-en-cause.

in the city and district of Chicoutimi, registrars of the registry office in Chicoutimi, mis-en-cause.

* Toute cette partie sud-est du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la cité d'Arvida, comme étant la subdivision numéro quatre-vingt-dix-neuf du lot original numéro douze (12-99), situé sur le côté sud-ouest de la rue Blough, de forme irrégulière, bornée vers le nord-est par la subdivision quarante et un du lot original numéro douze (No 12-41) rue Blough vers le sud-est par la subdivision numéro cent du lot original numéro douze (No 12-100) rue Sickes vers le sud-ouest, par la partie de subdivision numéro quatre-vingt-dix-neuf du lot original numéro douze (ptie 12-99) propriété de Christian Brethren Church, vers le nord-ouest par la partie de la subdivision numéro quatre-vingt-dix-neuf du lot original numéro douze (ptie 12-99) propriété de Alsan, mesurant cinquante-huit pieds et quarante centièmes (58.40') le long de la ligne courbe formée par la rue Blough pour une partie, quinze pieds et vingt-quatre centièmes (15.24') le long de la ligne droite et pour une autre partie, cinquante-sept pieds et cinquante centièmes (57.50') le long de la ligne courbe, lesquelles deux lignes sont formées par la rue Sickes, soixante-treize pieds (73') le long de la ligne droite, formée par l'arrière dudit lot, quatre-vingt-treize pieds et trois centièmes (93.03') le long de la ligne droite, du côté nord-ouest et contenant en superficie environ cinq mille quatre-vingt-dix-huit pieds carrés (5,098 p.c.).

"All the south-east part of the lot known and designated on the official plan and in the book of reference of the city of Arvida, as being subdivision number ninety-nine of original lot number twelve (12-99), situated on the south-west side of Blough Street, irregular in shape, bounded on the north-east by subdivision forty-one of original lot number twelve (No. 12-41), Blough St., on the south-east by subdivision number one hundred of original lot number twelve (No. 12-100) Sickes St., on the south-west by part of subdivision number ninety-nine of original lot number twelve (P. 12-99) which is the property of the Christian Brethren Church, on the north-west by the part of subdivision number ninety-nine of original lot number twelve (12-99) which is the property of Alcan, measuring fifty-eight and forty-hundredths feet (58.40') along the curve line formed by Blough St. on the one part, fifteen and twenty-four hundredths feet (15.24') along the straight line and on the other part, fifty-seven and fifty-hundredths feet (57.50') along the curve line, which two lines are formed by Sickes St., seventy-three feet (73') along the straight line formed by the rear of the said lot, ninety-three and three-hundredths feet (93.03') along the straight line on the north-west side and having an area of approximately five thousand ninety-eight square feet (5,098 sq. ft.).

Telle que ladite propriété se trouve actuellement, avec la demie sud-est ($\frac{1}{2}$ S.-E.) de la maison semi-détachée y érigée, portant le numéro 584 de la rue Blough, en la cité d'Arvida, avec tous les droits, circonstances et dépendances y attachées, sans réserve aucune, et sujet à toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou non-apparentes qui peuvent l'affecter et spécialement toutes les charges, conditions et obligations imposées dans un acte de vente consenti par Leslie R.-Russell en faveur de Aluminium Company of Canada Limited, tel qu'il appert d'un acte passé devant le notaire Roland Huot le quatorze juin mil neuf cent cinquante-cinq, sous le numéro 1406 de ses minutes, et enregistré à Chicoutimi, le vingt-sept juin de la même année, sous le numéro 126,475 et également un acte de modification passé devant le notaire Roland Huot, le vingt-huit octobre mil neuf cent cinquante-sept sous le numéro 3159 de ses minutes, et enregistré à Chicoutimi le sept novembre de la même année, sous le numéro 142,664.

The said property as it is presently to be found, with the south-east half (S.-E. $\frac{1}{2}$) of the semi-detached house thereon erected, bearing number 584 Blough St. in the city of Arvida, with all the rights, circumstances and dependencies attached thereto, without any reservation, and subject to all the active and passive servitudes, apparent or unapparent which may affect it, and especially all the charges, conditions and obligations imposed in a deed of sale consented to by Leslie R.-Russell in favour of Aluminium Company of Canada Limited, as it appears on a deed drawn up by the notary Roland Huot on the fourteenth day of June, one thousand nine hundred and fifty-five, under number 1406 of his minutes, and registered in Chicoutimi on the twenty-seventh day of June of the same year, under number 126,475, and also a deed of amendment drawn up by notary Roland Huot on the twenty-eighth day of October, one thousand nine hundred and fifty-seven under number 3159 of his minutes, and registered in Chicoutimi on the seventh day of November of the same year, under number 142,664."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale Ste-Thérèse, à Arvida, le VINGT-CINQUIÈME jour du mois de MAI 1966, à TROIS heures de l'après-midi.

To be sold at the parochial church door of Ste-Thérèse in Arvida, on the TWENTY-FIFTH day of the month of MAY, 1966, at THREE o'clock in the afternoon.

Bureau du Shérif,
Chicoutimi, le 15 avril 1966.

Le Shérif,
RENÉ DELISLE,
14801-16-2-o

Sheriff's Office,
Chicoutimi, April 15, 1966.

RENÉ DELISLE,
Sheriff.
14801-16-2

HULL

HULL

Canada — Province de Québec
District de Hull
Cour Supérieure, No 8375 { ORVILLE PETTAPIE-
CE, gentilhomme, des cité
et district de Hull, province

Canada — Province of Quebec
District of Hull
Superior Court, No. 8375 { ORVILLE PETTAPIECE
gentleman, of the city and
district of Hull, province of

de Québec, demandeur, *vs* LES ENTREPRISES DICAIRE LIMITED, compagnie constituée en corporation dans la province d'Ontario, ayant sa principale place d'affaires à Orléans, Ontario, défenderesse.

* Une propriété immobilière portant le numéro civique 75, rue Boucherville, en la cité de Hull, connue et décrite aux plan et livre de renvoi officiels pour le quartier un de la cité de Hull, comme étant composée de:

a) Subdivision numéro deux cent trente-sept du lot originaire deux cent cinquante-cinq;

b) Les quatre pieds sud-est de la subdivision deux cent trente-huit dudit lot originaire deux cent cinquante-cinq (255-237, Ptie 255-238, O 1), mesurant mesure anglaise et plus ou moins quatre pieds (4') de largeur sur ladite rue Boucherville et à l'arrière par une profondeur de quatre-vingt-douze pieds (92') et bornée comme suit: vers le nord-est par ladite rue Boucherville, vers le sud-est par ladite subdivision deux cent trente-sept dudit lot originaire deux cent cinquante-cinq, vers le sud-ouest, par partie de la subdivision mille deux cent dix-huit du lot originaire deux cent cinquante-cinq (Ptie 255-1218, O 1) (sentier) et vers le nord-ouest par le résidu de ladite subdivision deux cent trente-huit (res. 255-238, O 1).

Avec toutes les bâtisses dessus érigées, membres et appartenances.

Avis et sujet à une servitude mutuelle de vue et de droit de passage en faveur et contre la propriété adjointe (lot Ptie 255-238) tel qu'il appert d'un acte de servitude entre M. Raymond Decelles et Dame Freda Lyon, épouse de Me Claude Blain, notaire et al exécuté devant Me Wilfrid St. Amond, notaire à Hull, le 16 juillet, 1962, dont copie a été enregistrée à Hull sous le numéro 140-852.

Pour être vendus « en bloc », à mon bureau, au Palais de Justice, en la cité de Hull, le VINGT-CINQUIÈME jour de MAI 1966, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
R. ST-PIERRE.
14797-16-2

Bureau du Shérif,
Hull ce 18 avril 1966.

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure de Kamouraska, No 25-274. } L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant siège social à Québec, demandeur, *vs* GONZAGUE BELZILE, cultivateur de Ste-Françoise, comté de Rivière-du-Loup, P.Q., défendeur.

Pour être vendus « en bloc » les immeubles suivants:

* Une terre située au premier rang de la paroisse de Ste-Françoise, contenant quatre arpents de front sur environ quarante-deux arpents de profondeur, maintenant connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Ste-Françoise, sous les numéros quatre-vingt-onze, quatre-vingt-douze, quatre-vingt-quatorze et quatre-vingt-quinze (91, 92, 94 et 95), avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sauf à distraire du lot numéro quatre-vingt-quatorze le morceau vendu à la Corporation

Quebec, plaintiff *vs* LES ENTREPRISES DICAIRE LIMITED, a company incorporated in the province of Ontario, having its principal place of business at Orléans, Ontario, defendant.

* An immoveable property bearing civic number 75 Boucherville Street, in the city of Hull, known and described upon the official plan and book of reference for ward one of the city of Hull, as being composed of:

(a) Subdivision number two hundred and thirty-seven of the original lot two hundred and fifty-five;

(b) The four southeast feet of subdivision two hundred and thirty-eight of the said original lot two hundred and fifty-five (255-237, Pt. 255-238, W 1), measuring English measure and more or less, four feet (4') in width on the said Boucherville Street and at the back by a depth of ninety-two feet (92') and bounded as follows: towards the northeast by the said Boucherville Street, towards the southeast by the said subdivision two hundred and thirty-seven of the said original lot two hundred and fifty-five, towards the southwest, by part of subdivision one thousand two hundred and eighteen of the original lot two hundred and fifty five (Pt. 255-1218, W 1) (Laneway) and towards the northwest by the residue of the said subdivision two hundred and thirty-eight (res: 255-238, W 1).

With all buildings thereon erected, members and appurtenances.

With and subject to a mutual servitude of view and of right of way in favour and against the adjoining property (Lot Pt. 255-238) as it appears from a deed of servitude between Mr. Raymond Decelles and Dame Freda Lyon wife of Me. Claude Blain, notary et al executed before Me. Wilfrid St. Amond, Notary at Hull, on July 16 1962, of which a copy was registered in Hull under number 140-852.

To be sold "en bloc", at my office, at the Court House, in the city of Hull, the TWENTY-FIVE day of MAY, 1966, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Hull April 18, 1966.

R. ST-PIERRE,
Sheriff.
14797-16-2-0

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
District of Kamouraska

Superior Court of Kamouraska, No. 25-274. } THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body political and corporate, having its head office in Québec, plaintiff, *vs* GONZAGUE BELZILE, farmer, of Ste-Françoise, county of Rivière-du-Loup, P.Q., defendant.

The following immovables, to be sold "en bloc":

* A farm situated on the first range in the parish of Ste-Françoise, measuring four arpents in front by approximately forty-two arpents in depth, now known and designated on the official plan and in the book of reference of the cadaster for the parish of Ste-Françoise under numbers ninety-one, ninety-two, ninety-four and ninety-five (91, 92, 94 and 95), with all the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies. Save to be withdrawn from lot number ninety-four is the piece of land sold to the School Corporation of Ste-Françoise for a school empla-

Scolaire de Ste-Françoise pour emplacement de l'école, ainsi que la lisière de terrain vendue à Hector Rioux, près du petit lac au fronteau nord de la terre et faisant partie des lots quatre-vingt-onze et quatre-vingt-quatorze suivant titre enregistré sous le numéro 89764. Sujet aussi à la servitude de passage pour ligne de transmission électrique de La Compagnie de Pouvoir du Bas St-Laurent sur les lots numéros quatre-vingt-onze et quatre-vingt-douze (91 et 92) dudit cadastre, suivant servitude enregistrée sous le numéro 77436. »

Pour être vendus à la porte de l'église de Ste-Françoise, comté de Rivière-du-Loup, le DOUZIÈME jour de MAI 1966, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Maurice Morin.
Rivière-du-Loup, 14551-13-2-0
ce 28 mars 1966. [Première insertion: le 2 avril 1966]

as well as the strip of land sold to Hector Rioux, near the small lake on the north boundary of the farm, and forming part of lots ninety-one and ninety-four according to the deed registered under number 89764. It is also subject to a right of way for an electric transmission line of La Compagnie de Pouvoir du Bas St-Laurent on lots numbers ninety-one and ninety-two (91 and 92) in the said cadaster, according to a servitude registered under number 77436." »

To be sold at the church door of Ste-Françoise, county of Rivière-du-Loup, on the TWELFTH day of MAY, 1966, at TWO o'clock in the afternoon.

Maurice Morin, Sheriff.
Rivière-du-Loup, 14551-13-2
March 28, 1966. [First insertion: April 2, 1966]

MÉGANTIC

Canada — Province de Québec
District de Mégantic

Cour Supérieure, C.S. 4489, { TREFFLÉ VEILLEUX, cultivateur de St-Benjamin, district de Beauce, demandeur, vs DANIEL GAUVIN, commerçant de Sacré-Coeur de Marie, district de Mégantic, défendeur.

1. « Un morceau de terrain connu et désigné comme étant les trois arpents nord-est du lot numéro dix-neuf-A (Ptie. 19-A) au cadastre officiel pour le neuvième rang du canton de Thetford, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

2. « Un morceau de terrain contenant cinquante acres en superficie, plus ou moins, et sans garantie de mesure précise, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro dix-huit-B (Ptie. 18-B) du neuvième rang du cadastre officiel de Thetford, et étant borné comme suit, savoir: d'un côté à Philémon Fontaine et de l'autre côté à Thomas Turcotte, le tout ou représentants, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

3. « Un morceau de terrain contenant cinquante acres en superficie, plus ou moins, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro dix-huit-B (Ptie. 18-B) du neuvième rang du cadastre officiel du Canton de Thetford, et étant borné comme suit, savoir: des deux bouts par les lignes rectangulaires dudit rang, d'un côté par une autre partie du même lot étant le morceau de terrain ci-dessus désigné, et de l'autre côté; à Thomas Lagueux ou représentants, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances ».

Sauf et à distraire du morceau de terrain ci-dessus décrit en troisième lieu;

Un emplacement mesurant en mesures anglaises deux cents pieds de largeur par deux cents pieds de profondeur, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro dix-huit-B (Ptie. 18-B) du neuvième rang du Cadastre officiel du canton de Thetford, et étant borné comme suit, savoir: en front par le chemin public, en arrière et deux côtés par le résidu dudit morceau de terrain, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances ».

MÉGANTIC

Canada — Province of Quebec
District of Mégantic

Superior Court, S.C. 4489, { TREFFLÉ VEILLEUX, farmer, of St-Benjamin, district of Beauce, plaintiff, vs DANIEL GAUVIN, trader, of Sacré-Coeur de Marie, district of Mégantic, defendant.

1. "A piece of land known and designated as being the three north-east arpents of lot number nineteen-A (P. 19-A) in the official cadaster of ninth Range in the township of Thetford, with all the buildings, thereon constructed, circumstances and dependencies." »

2. "A piece of land having an area of fifty acres, more or less, and without any guarantee of exact measure, known and designated as being a part of lot number eighteen-B (P. 18-B) on the ninth Range in the official cadaster of the township of Thetford, and being bounded as follows, to wit: on one side by Philémon Fontaine and on the other side by Thomas Turcotte, the whole or representatives, with all the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies." »

3. "A piece of land having an area of fifty acres, more or less, known and designated as being a part of lot number eighteen-B (P. 18-B) on the ninth Range in the official cadaster of the township of Thetford, and being bounded as follows, to wit: on both ends by the rectangular lines of the said range, on one side by another part of the same lot being the piece of land designated above, and on the other side by Thomas Lagueux or representatives, with all the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies." »

Save and to be withdrawn from the lot of land described above in the third place:

An emplacement measuring, in English measure, two hundred feet in width by two hundred feet in depth, known and designated as being a part of lot number eighteen-B (P. 18-B) on the ninth Range in the official cadaster of the township of Thetford, and being bounded as follows, to wit: in front by the public road, in the rear and on both sides by the remainder of the said lot of land, with all the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies." »

Non compris dans la présente vente le droit de coupe du bois mou vendu à Philippe Roy, commerçant, de Thetford-Mines, par convention sous seing privé, avec une période de trois années à compter des présentes pour exercer tel droit.

Il est par les présentes constitué contre l'emplacement ci-dessus distrait et réservé en faveur de Herménégilde Jacques, au profit de l'immeuble présentement vendu, soit les trois morceaux de terrain ci-dessus désignés, une servitude perpétuelle de passage, pour tous genres de locomotion à être exercée sans frais sur le passage servant d'entrée, de manière à permettre l'accès à l'immeuble présentement vendu jusqu'à la voie publique.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Sacré-Coeur de Marie, comté et district judiciaire de Mégantic, le MARDI DIX MAI, mil neuf cent soixante-six, à DEUX heures de l'après-midi.

District de Mégantic,

Le Shérif,

DENIS GUENETTE.

14552-13-2-o

MONTMAGNY

De Bonis et de Terris

Canada — Province de Québec

Cour Supérieure — District de Montmagny

Bref d'exécution, { **L A CAISSE POPULAIRE**
No 10.795. { **DESJARDINS PA-**
ROISSIALE DE ST-MA-

GLOIRE, caisse d'épargne et de crédit, ayant son siège social à St-Magloire, dans le comté de Bellechasse, demanderesse, *vs* M. FERNAND LAVERDIÈRE, hôtelier et restaurateur, demeurant à St-Magloire, comté de Bellechasse, défendeur.

« Un emplacement dans le village de St-Magloire, contenant soixante pieds de largeur par un arpent de profondeur plus ou moins désigné comme faisant partie du lot numéro cinquante-trois A (Ptie 53A) du cadastre officiel pour le rang nord-est, chemin Mailloux, Canton Roux, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances et borné en front au sud-ouest par le Chemin Royal, au nord-ouest par Gédéon Lapointe, au nord-est par Herménégilde Champagne et au sud-est par Gilles Labrie ou ayants-droits, tel que le tout se trouve actuellement avec les servitudes, actifs et passifs.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Magloire, comté de Bellechasse, MARDI, le VINGT-QUATRIÈME jour de MAI mil neuf cent soixante-six à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, JEAN-PAUL TREMBLAY,
Montmagny, 16 avril 1966. 14774-16-2-o

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { **ARMAND RIEN-**
No 665 432. { **ADEAU**, demandeur, *vs*
GUY COURTEAU, défen-

deur.

« Ce certain emplacement ayant front sur la 85e Avenue, dans la cité de Chomedey, mesurant

Not included in the present sale is the right to cut soft-wood sold to Philippe Roy, trader, of Thetford-Mines, by agreement under private seal, to exercise said right over a period of three years from and after these presents.

A perpetual servitude of right of way for all types of transportation which may be used without cost on the right of way used as an entrance, in such a way as to grant access to the immovable presently sold from the public road, is hereby constituted on the above-withdrawn and reserved emplacement in favour of Herménégilde Jacques, to the profit of the immovable presently sold, that is, the three pieces of land designated above.

To be sold at the parochial church door of Sacré-Coeur de Marie, county and judicial district of Mégantic, on TUESDAY, the TENTH day of MAY, one thousand nine hundred and sixty-six, at TWO o'clock in the afternoon.
District of Mégantic.

DENIS GUENETTE,

Sheriff.

14552-13-2

MONTMAGNY

De Bonis et de Terris

Canada — Province of Quebec

Superior Court — District of Montmagny

Writ of Execution { **L A CAISSE POPULAIRE**
No. 10,795. { **DESJARDINS PA-**
ROISSIALE DE ST-MA-

GLOIRE, a savings and credit union, having its head office at St-Magloire, in the county of Bellechasse, plaintiff, *vs* M. FERNAND LAVERDIÈRE, hotel keeper and restaurateur, residing at St-Magloire, county of Bellechasse, defendant.

“An emplacement in the village of St-Magloire, containing sixty feet in width by one arpent in depth, more or less, designated as being part of lot number fifty-three A (Pt 53A) of the official cadaster for the northeast range, Mailloux road, Roux township, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and bounded in front on the southwest by the Highway, on the northwest by Gédéon Lapointe, on the northeast by Herménégilde Champagne and on the southeast by Gilles Labrie or beneficiaries, such as the whole appears presently with the servitudes, active and passive.

To be sold at the church door of St-Magloire, county of Bellechasse, TUESDAY, the TWENTY-FOURTH day of MAY one thousand nine hundred and sixty-six at THREE o'clock in the afternoon.

JEAN-PAUL TREMBLAY,

Sheriff's Office, JEAN-PAUL TREMBLAY,
Montmagny, April 16, 1966. 14774-16-2

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { **ARMAND RIEN-**
No 665 432. { **ADEAU**, plaintiff, *vs*
GUY COURTEAU, de-

fendant.

“That certain emplacement fronting on 85th Avenue, in the city of Chomedey, measuring

cinquante pieds (50') de largeur par cent cinquante-huit pieds et cinq dixièmes de pied (158.5') de profondeur et étant connu et désigné comme le lot numéro deux cent quatre-vingt-sept de la subdivision du lot originaire numéro quatre-vingt-quatorze (94-287) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Martin.

Avec le chalet dessus érigé portant le numéro civique 436, 85e Avenue. »

À être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Maxime (dans la cité de Chomedey), maintenant cité de Laval, le SIXIÈME jour du mois de MAI 1966, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*
 BERNARD SARRAZIN, C.R.
 Montréal, 28 mars 1966. 14553-13-2

fifty feet (50') in width by one hundred and fifty-eight feet and five-tenths of a foot (158.5') in depth and being known and designated as lot number two hundred and eighty-seven of the subdivision of original lot number ninety-four (94-287) on the official plan and book of reference of the parish of St. Martin.

With the bungalow dwelling thereon erected bearing civic number 436, 85th Avenue."

To be sold at the parochial church door of the parish of St-Maxime (in the city of Chomedey), now City of Laval, on the SIXTH day of the month of MAY 1966, at ELEVEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office, *Bernard Sarrazin, Q.C., Sheriff.*
 Montreal, March 28, 1966. 14553-13-2-o

NICOLET

Fieri Facias

Canada — Province de Québec
 District de Nicolet

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
 No 3165. { AGRICOLE DU QUÉ-
 BEC, corps politique et incor-
 poré, ayant siège social à Québec, demandeur, vs
 M. JEAN-JACQUES DEMERS, cultivateur de
 Ste-Cécile de Lévrard, comté de Nicolet, dé-
 fendeur.

« Une terre située sur le quatrième rang de la Seigneurie de Lévrard, en la paroisse de Ste-Cécile de Lévrard, mesurant environ trois arpents de largeur au front par environ trente arpents de profondeur, plus ou moins et sans garantie de mesure précise, connue et désignée au cadastre de la paroisse de St-Pierre les Becquets, comprenant Ste-Cécile de Lévrard comme étant les lots numéros quatre cent cinquante et un et quatre cent cinquante-deux (451 et 452), avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu (en bloc), à la porte de l'église paroissiale de Ste-Cécile de Lévrard, le VINGT-CINQUIÈME jour de MAI 1966, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*
 GEORGES DOUCET.
 Nicolet, ce 14 avril 1966. 14796-16-2-o

NICOLET

Fieri Facias

Canada — Province of Quebec
 District of Nicolet

Superior Court, { THE QUEBEC FARM
 No. 3165. { CREDIT BUREAU,
 body politic and corporate,
 having its head office in Quebec, plaintiff, vs Mr.
 JEAN-JACQUES DEMERS, farmer of Ste-
 Cécile de Lévrard, county of Nicolet, defendant.

"A farm situated on the fourth range in the Seigneurie of Lévrard, in the parish of Ste-Cécile de Lévrard, measuring approximately three arpents in width in front by approximately thirty arpents in depth, more or less, and without any guarantee of exact measure, known and designated in the cadaster of the parish of St-Pierre les Becquets, comprising Ste-Cécile de Lévrard, as being lots numbers four hundred and fifty-one and four hundred and fifty-two (451 and 452); with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies."

To be sold "en bloc" at the parochial church door of Ste-Cécile de Lévrard, on the TWENTY-FIFTH day of MAY, 1966, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, *Georges Doucet, Sheriff.*
 Nicolet, April 14, 1966. 14796-16-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { ALBÉRIC NOREAU
 Cour Supérieure { INC., corporation lé-
 No 142-923. { galement constituée ayant
 son siège social à Québec,
 district se Québec, contre JEAN BARNABÉ,
 de Québec, district de Québec et ÉDOUARD
 VERREAULT, es-qualité de régistrateur, de
 Château-Richer, district de Québec, et J. C.
 PICHER, es-qualité de régistrateur, du district
 de Québec, mis-en-cause.

* A.— La subdivision six (6) du lot numéro trente-huit (38) au cadastre officiel de Ste-Brigitte de Laval.

B.— La subdivision soixante (60) du lot numéro quinze cent quarante-trois (1543) au cadastre officiel de Beauport.

Avec bâtisse dessus construite. »
 Pour être vendu à la porte de l'église de Ste-Brigitte de Laval, comté de Montmorency, le

QUÉBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: { ALBÉRIC NOREAU
 Superior Court, { INC., body legally in-
 No. 142-923. { corporated, having its head
 office in Quebec, district of
 Quebec, versus JEAN BARNABÉ, of Quebec,
 district of Quebec, and ÉDOUARD VER-
 REAULT, in his capacity as registrar, of Châ-
 teau-Richer, district of Quebec, and J. C.
 PICHER, in his capacity as registrar of the
 district of Quebec, mis-en-cause.

* A.— Subdivision six (6) of lot number thirty-eight (38) of the official cadaster of Ste-Brigitte de Laval.

B.— Subdivision sixty (60) of lot number one thousand five hundred and forty-three (1543) in the official cadaster of Beauport.

With the building thereon constructed."
 To be sold at the church door of Ste-Brigitte de Laval, county of Montmorency, on the

VINGT-SEPTIÈME jour de MAI prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,

Bureau du Shérif, ALBERT F. RACETTE,
 Québec, le 15 avril 1966. 14817-16-2-o
 [Première insertion: 23 avril 1966.]
 [Deuxième insertion: 14 mai 1966..]

Fieri Facias

Québec, à savoir: (**KOLOSTAT HEATING SYSTEMS LIMITED,** corps politique et incorporé, dûment constitué comme tel, ayant son siège social et principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, *vs* C. JOBIN LIMITÉE, corps politique et incorporé, dûment constitué comme tel, ayant son siège social et principale place d'affaires dans le district de Québec, et PAUL GINGRAS ET MAURICE DE COSTER, en leur qualité de syndics conjoints dans la faillite de la défenderesse, CENTRE COMMERCIAL LEVIS INC, corps politique et incorporé dûment constitué comme tel ayant son siège social et principale place d'affaires à la Place Youville, district de Québec, et JULES CARRIER, en sa qualité de registraire du Bureau d'Enregistrement, pour la division d'enregistrement de Lévis, mis-en-cause.

« I. a) Partie du lot quarante-huit (Ptie 48) du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame de la Victoire, comté de Lévis, de figure irrégulière, bornée au nord-est par la Route No 23, Lévis-Jackman, au sud-est par la Route militaire abandonnée, au sud-ouest par les lots 47-1 et 47-2 et au nord-ouest par ledit lot 47-2;

b) La subdivision numéro un du lot quarante-sept (47-1) dudit cadastre, de figure quadrilatérale, bornée vers le nord-est par ledit lot numéro 48, vers le sud-est par ladite Route militaire, vers le sud-ouest par la partie non subdivisée du lot 47 et vers le nord-ouest par le lot 47-2;

c) La subdivision deux dudit lot quarante-sept (47-2) de figure irrégulière, bornée au nord-est en partie par la Route numéro 23 et en partie par lot 48, au sud-est par les lots 48 et 47-1 et au sud-ouest et au nord-ouest par le lot 47;

Le tout formant un emplacement mesurant cent cinquante-deux pieds et deux dixièmes (152.2') au nord-est sur la Route numéro 23, cinquante-cinq pieds (55') au sud-est sur l'ancienne Route militaire, cent trente-six pieds (136') au sud-ouest et quatre-vingt-onze pieds et six dixièmes (91.6') au nord-ouest, le tout plus ou moins, mesure anglaise;

II. Un certain terrain composé d'une partie du lot mille deux cent vingt et un (Ptie 1221) du cadastre officiel pour le Quartier Notre-Dame, cité de Lévis, et de parties des lots quarante-sept, quarante-neuf et cinquante (Pties 47, 49 et 50) et des lots quarante-neuf-deux et cinquante-vingt-deux (Lots 49-2 et 50-22) du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame de la Victoire, comté de Lévis, les lots du dernier cadastre faisant partie actuellement de la cité de Lévis, Quartier Villemay.

Ce terrain est de figure irrégulière, borné vers le nord-est par une partie dudit lot 47, la Route St-Henri et les lots 47-2 et 47-1, de la paroisse de Notre-Dame de la Victoire, vers le sud-est par la Route St-Henri les lots 47-2, 63-1, 62-1 et 50-25 de ce dernier cadastre, vers le sud-ouest par les lots 50-15, 50-14, 50-13, 50-12, 50-11, 50-10 et 50-23 de ce dernier cadastre, vers le nord-ouest par le lot 50-23, parties des lots 50, 49 et 47 de la

TWENTY-SEVENTH day of MAY next at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff,
 Quebec, April 15, 1966. 14817-16-2
 [First insertion: April 23, 1966.]
 [Second insertion: May 14, 1966.]

Fieri Facias

Quebec to wit: (**KOLOSTAT HEATING SYSTEMS LIMITED,** a body politic and corporate, duly incorporated as such, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal *vs* C. JOBIN LIMITÉE, a body politic and corporate, duly incorporated as such, having its head office and principal place of business in the district of Quebec, and PAUL GINGRAS AND MAURICE DE COSTER, in their quality as joint Trustees in the Bankruptcy of defendant, CENTRE COMMERCIAL LEVIS INC, a body politic and corporate, duly incorporated as such having its head office and principal place of business, in Youville Place, district of Quebec, and JULES CARRIER, in his quality as registrar of the Registry office, for the Registration division of Lévis, mis-en-cause.

I. (a) Part of lot forty-eight (Pt. 48) of the official cadastre of the parish of Notre-Dame de la Victoire, county of Lévis, of an irregular figure, bounded on the northeast by route No. 23, Lévis-Jackman, on the southeast by the abandoned Military route, on the south-west by lots 47-1 and 47-2 and on the north west by said lot 47-2;

(b) Subdivision number one of lot forty-seven (47-1) of the said cadastre, of a quadrilateral figure, bounded on the northeast by said lot number 48, on the southeast by the said Military route, on the southwest by the unsubdivided part of lot 47 and on the northwest by lot 47-2;

(c) Subdivision two of said lot forty-seven (47-2) of an irregular figure, bounded on the northeast in part by route number 23 and in part by lot 48, on the southeast by lots 48 and 47-1 and on the southwest and northwest by lot 47;

The whole forming an emplacement measuring one hundred and fifty-two feet and two tenths (152.2') on the northeast by route number 23, fifty-five feet (55'), on the southeast by the former Military route, one hundred and thirty-six feet (136'), on the southwest and ninety-one feet and six tenths (91.6') on the northwest, the whole more or less, English measure;

II. A certain piece of land composed of part of lot one thousand two hundred and twenty-one (Pt. 1221) of the official cadastre for the Ward of Notre-Dame, city of Lévis, and of parts of lots forty-seven, forty-nine and fifty (Pts. 47, 49 and 50) and lots forty-nine-two and fifty-two-two (Lots 49-2 and 50-22) of the official cadastre of the Parish of Notre-Dame de la Victoire, county of Lévis, the lots of the last cadastre being presently part of the city of Lévis, Ward of Villemay.

This piece of land is of an irregular figure, bounded on the northeast by a part of said lot 47, St-Henri route and lots 47-2 and 47-1, of the parish of Notre-Dame de la Victoire, on the southeast by the route of St-Henri, lots 47-2, 63-1, 62-1 and 50-25 of this last cadastre, on the southwest by lots 50-15, 50-14, 50-13, 50-12, 50-11, 50-10 and 50-23 of this last cadastre, on the northwest by lot 50-23, part of lots 50, 49 and

paroisse de Notre-Dame de la Victoire, et par partie du lot 1221 du Quartier Notre-Dame et vers l'ouest par ledit lot 1221, mesurant ledit emplacement cent quatre-vingt-un pieds et cinq dixièmes (181.5') cent vingt pieds et quatre dixièmes (120.4') et sept pieds et quatre dixièmes (7.4') sur la Route St-Henri au nord-est et au sud-est, quatre-vingt-onze pieds et six dixièmes (91.6') et cent trente-neuf pieds et six dixièmes (139.6') le long des lots 47-1 et 47-2 au nord-est et au sud-est, cinq cent onze pieds (511') le long des lots 63-1, 62-1 et 50-25 au sud-est, quatre cent quatre-vingt-quatorze pieds (494') et soixante-quatorze pieds (74') au sud-ouest le long des lots 50-15 à 50-10 et 50-23, quinze pieds (15') sur le lot 50-23 au nord-ouest, trois cent soixante-trois pieds et quatre dixièmes (363.4') au nord-ouest sur la ligne partageant parties des lots 47 et 49, deux cent trente pieds et sept dixièmes (230.7) au nord-est sur la ligne partageant parties du lot 47 (cette dernière ligne étant située à cent pieds au sud-ouest du mur du garage actuel), cent quatre-vingt-onze pieds (191') au nord-ouest sur la ligne partageant parties des lots 47 et 1221 (cette dernière ligne étant située à soixante pieds au sud-est du mur du garage actuel) et soixante pieds et trois dixièmes (60.3') à l'ouest sur la ligne partageant parties du lot 1221; contenant en superficie trois cent mille cinquante et un pieds carrés (300,051 p.c.) mesure anglaise.

Ledit terrain test, tel qu'indiqué, contourné en jaune sur un plan préparé par Gérard Desjardins, A.G., le vingt-trois novembre 1959, dont copie est annexée au titre d'acquisition du présent vendeur.

III. Un certain terrain de figure irrégulière, faisant partie des lots quarante-sept, quarante-neuf et cinquante (Pts 47, 49 et 50) du cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame de la Victoire, cité de Lévis, Quartier Villemay, comté et division d'enregistrement de Lévis; borné vers le nord-est par une partie du lot 47, vers le sud-est par une partie des lots 47, 49 et 50, propriété de Ivanhoe Corp., vers le sud-ouest par une partie des lots 50 et 50-23 et vers le nord-ouest par le prolongement projeté du Boulevard Adélarde (parties des lots 47, 49 et 50) appartenant au vendeur de Ivanhoe Corp. (Louis Vachon); mesurant cent trente-huit pieds (138') au nord-est, trois cent soixante-trois pieds et quatre dixièmes (363.4') au sud-est, quatre-vingt-un pieds et quatre dixièmes (81.4') au sud-ouest, et trois cent soixante-huit pieds (368') au nord-ouest et contenant en superficie trente-neuf mille cent quinze pieds carrés (39,115 p.c.) mesure anglaise.

Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Notre-Dame de la Victoire, comté de Lévis, le VINGT-SEPTIÈME jour de MAI prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,

Bureau du Shérif, ALBERT F. RACETTE.
 Québec, le 19 avril 1966. 14820-16-2-o
 [Première insertion: 23 avril 1966.]
 [Deuxième insertion: 14 mai 1966.]

47 of the Parish of Notre-Dame de la Victoire, and by part of lot 1221 of the Ward of Notre-Dame and on the west by said lot 1221, the said emplacement measuring one hundred and eighty-one feet and five tenths (181.5') one hundred and twenty feet and four tenths (120.4') and seven feet and four tenths (7.4') on the route of St-Henri on the northeast and on the southeast, ninety-one feet and six tenths (91.6') and one hundred and thirty-nine feet and six tenths (139.6') along lots 47-1 and 47-2 on the northeast and southeast, five hundred and eleven feet (511') along lots 63-1, 62-1 and 50-25 on the southeast, four hundred and ninety-four feet (494') and seventy-four feet (74') on the southwest along lots 50-15 to 50-10 and 50-23, fifteen feet (15') on lot 50-23 on the northwest, three hundred and sixty-three feet and four tenths (363.4') on the northwest on the line dividing parts of lots 47 and 49, two hundred and thirty feet and seven tenths (230.7') on the northeast on the line dividing parts of lot 47 (this latter line being situated at one hundred feet to the southwest of the wall of the present garage), one hundred and ninety-one feet (191') on the northwest by the line dividing parts of lots 47 and 1221 (this latter line being situated at sixty feet to the southeast of the wall of the present garage) and sixty feet and three tenths (60.3') on the west by the line dividing parts of lot 1221; containing in area three hundred thousand fifty-one square feet (300,051 sq. ft.) English measure.

The said land is, such as indicated, traced in yellow on a plan prepared by Gérard Desjardins, L.S., on the twenty-third day of November, 1959, of which a copy is annexed to the acquisition deed of the present vendor.

III. A certain piece of land of an irregular figure, being part of lots forty-seven, forty-nine and fifty (Pts. 47, 49 and 50) of the official cadastre of the Parish of Notre-Dame de la Victoire, city of Lévis, Ward of Villemay, county and registration division of Lévis; bounded on the northeast by a part of lot 47, on the southeast by a part of lots 47, 49 and 50, property of Ivanhoe Corp., on the southwest by a part of lots 50 and 50-23 and on the northwest by the planned prolongation of Adélarde Boulevard (part of lots 47, 49 and 50) belonging to the vendor of Ivanhoe Corp. (Louis Vachon); measuring one hundred and thirty-eight feet (138') on the northeast, three hundred and sixty-three feet and four tenths (363.4') on the southeast, eighty-one feet and four tenths (81.4') on the southwest, and three hundred and sixty-eight feet (368') on the northwest and containing in area thirty-nine thousand one hundred and fifteen square feet (39,115 sq. ft.) English measure.

With buildings constructed thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of Notre-Dame de la Victoire, county of Lévis, on the TWENTY-SEVENTH day of next MAY, at TEN o'clock in the morning.

ALBERT F. RACETTE,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
 Québec, April 19, 1966. 14820-16-2
 [First insertion: April 23, 1966.]
 [Second insertion: May 14, 1966.]

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour Supérieure, { **METROPOLITAN LIFE**
de Roberval, { **INSURANCE COM-**
No 30,350. { **PANY**, corporation légale-
ment constituée, ayant une
place d'affaires pour la province de Québec, en
la cité de Montréal, district de Montréal, deman-
deresse, vs **YVON CASTONGUAY**, domicilié et
résidant au numéro 11, 3^{ème} Rue, St-Félicien,
district de Roberval, province de Québec,
défendeur.

Avis de vente

« Un terrain-emplacement, situé en la municipalité de la ville de St-Félicien, connu et désigné comme étant la subdivision trente-sept du lot originaire numéro quarante-huit-C (No 48-C-37), du troisième (III) rang, du cadastre officiel du canton Ashuapmouchouan, avec la maison dessus construite, appartenances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de la ville de St-Félicien, comté de Roberval, district de Roberval, le DEUXIÈME (2e) jour de JUIN, 1966, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, LÉON-MAURICE LAVOIE.
Palais de Justice,
Roberval, le 19 avril 1966. 14818-16-2-o

SAGUENAY

De Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Saguenay

Cour de Magistrat, { **FERNAND TREM-**
No 18,328. { **BLAY**, boulanger, do-
milié à Baie St-Paul, com-
té de Charlevoix, Québec, demandeur, vs **AURÉ-**
LIEN BOILY, domicilié à St-Urbain, comté de
Charlevoix Québec, district de Saguenay, défen-
deur.

« Un emplacement situé à St-Urbain, mesurant quarante-trois pieds de largeur sur soixante-douze pieds de profondeur, mesure anglaise, désigné comme étant composé d'une partie du lot numéro quatre cent quarante-sept (Ptie de 447) au cadastre officiel de la paroisse de St-Urbain, borné en front au sud par la route St-Jérôme, en profondeur, vers le nord et du côté ouest par le terrain du vendeur, Antonio Girard, sur ledit lot 447 et du côté est par l'emplacement d'Albert Bouchard, avec circonstances et dépendances.

N.B. Ce même emplacement est maintenant connu sous le numéro quatre de subdivision du lot original quatre cent quarante-sept (447-4) qui se lit comme suit:

« De figure irrégulière. Borné au nord-ouest par le lot 447 n. s.; au nord-est par les lots 447 n.s., et 447-3; au sud-est par la route St-Jérôme, au sud-ouest par les lots 447-5 et 447 n.s.; mesurant soixante et un pieds et cinq dixièmes (61.5') au nord-ouest; soixante-neuf pieds (69) au nord-est; cinquante-sept pieds et neuf dixièmes (57.9') au sud-est; et soixante-quinze pieds et trois dixièmes (75.3') au sud-ouest; contenant en superficie quatre mille, quatre cent soixante-dix-huit pieds carrés M.A. (4,478 p.c.).

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Superior Court, { **METROPOLITAN LIFE**
of Roberval, { **INSURANCE COM-**
No. 30,350. { **PANY**, a corporation legally
incorporated, having its place
of business for the Province of Quebec, in the
city of Montreal, district of Montreal, plaintiff,
vs **YVON CASTONGUAY**, domiciled and
residing at number 11, 3rd Street, St-Félicien,
district of Roberval, Province of Quebec, de-
fendant.

Notice of sale

« A terrain-emplacement, situated in the municipality of the town of St-Félicien, known and designated as being subdivision thirty-seven of original lot number forty-eight-C (No. 48-C-37), of the third (III) range, of the official cadaster of the township of Ashuapmouchouan, with the house thereon erected, appurtenances and dependencies. »

To be sold at the church door of the parish of the town of St-Félicien, county of Roberval, district of Roberval, on the SECOND (2) day of JUNE, 1966, at TWO o'clock in the afternoon.

LÉON-MAURICE LAVOIE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Court House,
Roberval, April 19, 1966. 14818-16-2

SAGUENAY

De Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Saguenay

Magistrate's Court, { **FERNAND TREM-**
No. 18,328. { **BLAY**, baker, do-
miled at Baie St-Paul, county
of Charlevoix, Quebec, plaintiff, vs **AURÉ-**
LIEN BOILY, domiciled at St-Urbain, county
of Charlevoix, Quebec, district of Saguenay,
defendant.

« An emplacement situated in St-Urbain measuring forty-three feet in width by seventy-two feet in depth, english measure, designated as being composed of a part of lot number four hundred and forty-seven (P. 447) in the official cadaster of the parish of St-Urbain, bounded in front, on the south, by St-Jérôme road, in depth, on the north and on the west side by the land belonging to the vendor, Antonio Girard, on said lot 447 and on the east side by the emplacement belonging to Albert Bouchard, with circumstances and dependencies.

N.B. This same emplacement is now known under number four of the subdivision of original lot four hundred and forty-seven (447-4) which reads as follows:

« Of irregular shape, bounded on the north-west by lot 447 n.s., on the north-east by lots 447 n.s. and 447-3, on the south-east by St-Jérôme road, on the south-west by lot 447-5 and 447 n.s., measuring sixty-one and five-tenths feet (61.5') on the north-west, sixty-nine feet (69') on the north-east, fifty-seven and nine-tenths feet (57.9') on the south-east, and seventy-five and three-tenths feet (75.3') on the south-west, having an area of four thousand four hundred and seventy-eight square feet. E.M. (4,478 sq. ft.)

« Un terrain vacant mesurant quarante-trois pieds de largeur sur cinquante-quatre pieds de profondeur, mesure anglaise, désigné comme étant une partie centre-sud du lot numéro quatre cent quarante-sept, non subdivisé (Ptie C.S. 447, n.s.) au cadastre officiel de la paroisse de St-Urbain; borné en front vers le sud par le terrain de l'acquéreur, Aurélien Boily, (lot 447-4), en profondeur et du côté est par le terrain de Lucien Bouchard, sur ledit lot 447, n.s. et vers l'ouest par l'emplacement de Roméo McNicoll. »

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Urbain, comté de Charlevoix, JEUDI, le VINGT-SIXIÈME jour de MAI 1966 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, La Malbaie, le 18 avril 1966.

Le Shérif,

SYLVIO TREMBLAY.

14819-16-2-0

« A vacant lot of land measuring forty-three feet in width by fifty-four feet in depth, english measure, designated as being a south-center part of lot number four hundred and forty-seven, unsubdivided (S.C. P. 447, n.s.) in the official cadaster of the parish of St-Urbain, bounded in front, on the south, by the land belonging to the purchaser, Aurélien Boily (lot 447-4), in depth, and on the east side, by the land of Lucien Bouchard, on said lot 447 n.s., and on the west by the emplacement of Roméo McNicoll. »

To be sold at the church door of the parish of St-Urbain, county of Charlevoix, on THURSDAY, the TWENTY-SIXTH day of MAY, 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, La Malbaie, April 18, 1966.

SYLVIO TREMBLAY,

Sheriff

14819-16-2

SAINT — FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de St-François

Cour Supérieure (Sherbrooke), No 30,628. **L'OFFICE DE CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC**, corps politique et incorporée, ayant soège social à Québec, demandeur, vs NOËL TURMEL, autrefois cultivateur de St-Fortunat, comté de Wolfe, maintenant domicilié à 1381 est, rue Fleury, Montréal, défendeur.

« Une terre située à St-Fortunat, comté de Wolfe, composée :

a) De la moitié sud-est du lot numéro quatre (½ s.e. 4) du neuvième rang, au cadastre officiel du canton de Wolfestown, contenant cent acres de terre en superficie, plus ou moins, bornée du côté sud-est par le lot numéro cinq, du neuvième rang, au bout sud-ouest par le cordon entre les rangs neuf et dix, du côté nord-ouest par la demie nord-ouest dudit numéro quatre et au bout nord-est par le numéro quatre B du huitième rang.

b) D'un morceau de terre connu comme faisant partie du numéro quatre (Ptie 4), du rang neuf, au cadastre officiel du canton de Wolfestown, mesurant deux arpents et demi de largeur, plus ou moins, par la profondeur qu'il y a entre le chemin public, qui traverse ledit lot quatre, et le cordon du rang huit, dudit canton, borné au sud-est par la demie sud-est dudit numéro quatre, décrète à l'alinéa « a » ci-dessus, du côté nord-ouest par partie dudit numéro quatre vendue à Ludger Gosselin, au bout sud-ouest par le susdit chemin public, et au bout nord-est par le cordon dudit rang huit, avec circonstances et dépendances.

c) Du lot numéro quatre B (4-B) du huitième rang, au cadastre officiel du canton de Wolfestown, contenant environ cent acres de terre en superficie, plus ou moins, distraction faite dudit lot quatre B de l'emplacement appartenant aux Commissaires d'Écoles pour la municipalité de St-Fortunat, avec bâtisses et dépendances. Avec toutes les bâtisses construites sur les susdits terrains, circonstances et dépendances. Avec droit de passage sur ledit numéro quatre B du huitième rang dudit cadastre, en hiver seulement, en faveur des propriétaires de la partie du lot numéro trois, du neuvième rang dudit cadastre, située entre le chemin public qui traverse le neuvième rang et le cordon entre les huitième et

SAINT — FRANCIS

Fieri Facias de Terris
District of St. Francis

Superior Court (Sherbrooke), No. 30,628. **THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU**, a body politic and corporate, having its head office in Quebec, plaintiff, vs NOËL TURMEL, formerly farmer of St-Fortunat, county of Wolfe, now domiciled at 1381 Fleury Street East, Montreal, defendant.

« A piece of land situated in St-Fortunat, county of Wolfe, composed :

(a) Of the south-east half of lot number four (½ s.e. 4) of the ninth range, on the official cadaster of the township of Wolfestown, containing in area, one hundred acres of land, more or less, bounded on the south-east side by lot number five of the ninth range, on the south-west end by the border between ranges nine and ten, on the north-west side by the north-west half of said number four and on the north-east end by number four B of the eighth range.

(b) Of a piece of land known as being part of number four (Pt. 4), of the ninth range, on the official cadaster of the township of Wolfestown, measuring two arpents and a half in width, more or less, by the depth existing between the public road, which crosses said lot four, and the border of the eighth range of the said township, bounded on the south-east by the south-east half of said number four, described in the first line of paragraph "a" hereabove, on the north-west side by part of said number four sold to Ludger Gosselin, on the south-west end by the above-mentioned public road, and on the north-east end by the border of said eighth range, with circumstances and dependencies.

(c) Of lot number four B (4-B) of the eighth range, on the official cadaster of the township of Wolfestown, containing approximately one hundred acres of land in area, more or less, distraction made from said lot four B of the emplacement belonging to the School Commissioners of the Municipality of St-Fortunat, with buildings and dependencies. With all the buildings constructed on the above-mentioned lands, circumstances and dependencies. With the right of passage on said number four B of the eighth range of the said cadaster, in winter only, in favor of the proprietors of part of lot number three, from the ninth range or the said cadaster, situated between the public road which crosses

neuvième rangs, pour communiquer de cette partie du lot numéro trois, du neuvième rang, au chemin public entre les septième et huitième rangs du canton de Wolfestown.»

Pour être vendus « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de St-Fortunat, comté de Wolfe, MARDI, le TROISIÈME jour de MAI 1966, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
DONAT JACQUES.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice, Sherbrooke,
ce 23 mars 1966. 14540-13-2-0
[Première insertion: le 2 avril 1966]

S A I N T — H Y A C I N T H E

Canada — Province de Québec
District de St-Hyacinthe

No 17,234. { JEAN HUBERT, rentier et
PAUL DURANLEAU,
avocat, tous deux de la ville

de Belceil, district de Richelieu, demandeurs, *vs* MAURICE ROBITAILLE, de la ville de St-Hilaire, district de St-Hyacinthe, défendeur.
« Un emplacement situé au village de St-Hilaire, connu et désigné sur le plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Hilaire, division de l'enregistrement de Rouville, sous le numéro quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre-vingt-douze (92-4) avec ensemble les bâtisses dessus érigées, à distraire cependant dudit lot, une lisière de terre de dix-sept pieds de largeur, mesure anglaise, courant du nord-est au sud-ouest, prise pour l'ouverture et la légation d'une rue, de cinquante pieds de largeur bornant la partie dudit lot au nord-est.

Tel que le tout se trouve sans réserve de la part de l'emprunteur ».

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de ville Mont-St-Hilaire, district de St-Hyacinthe, le TROISIÈME jour du mois de MAI, de l'an 1966, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
GÉRARD BEAUDET.

Bureau du Shérif,
St-Hyacinthe, mars 28 1966. 14555-13-2-0

T E R R E B O N N E

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure { DANIEL LEWIN, rabbin,
No 56,929. { domicilié à Ste-Agathe
des Monts, au numéro 101
de la rue Tour du Lac, district de Terrebonne, demandeur; *vs* JEAN-MARIE CHARLAND, contracteur, domicilié au numéro 490 de la Montée St-Aubin, au village Lafontaine, district de Terrebonne, défendeur.

L'immeuble ci-après mentionné et en la possession du défendeur:

« Un emplacement situé au Village Lafontaine, dans le comté de Terrebonne, connu et désigné comme étant le lot numéro trente-sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent six (No 206-37) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jérôme, avec bâtisses dessus érigée.

Cedit emplacement mesurant soixante-dix pieds (70') de largeur en front le long de la rue et soixante pieds (60') de largeur en arrière à la

the ninth range and the border between the eighth and ninth ranges, to communicate from this part of lot number three, of the ninth range, to the public road between the seventh and eighth ranges of the township of Wolfestown.»

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St-Fortunat, county of Wolfe, TUESDAY, the THIRD day of MAY, 1966, at TEN o'clock in the morning.

Donat Jacques,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Court House, Sherbrooke,
March 23, 1966. 14540-13-2
[First insertion: April 2, 1966]

S A I N T — H Y A C I N T H E

Canada — Province of Quebec
District of St-Hyacinthe

No. 17,243. { JEAN HUBERT, retired,
and PAUL DURAN-
LEAU, lawyer, both of the

town of Belceil, district of Richelieu plaintiffs, *vs* MAURICE ROBITAILLE, of the town of St-Hilaire, district of St-Hyacinthe, defendant.
"An emplacement situated in the village of St-Hilaire, known and designated on the book and official book of reference of the parish of St-Hilaire, registration division of Rouville, under number four of the official subdivision of original lot number ninety-two (92-4) with all buildings thereon erected, to withdraw from said lot, a strip of land of seventeen feet in width, english measure, running from northeast to southwest, taken for the opening and the legation of a street, of fifty feet in width bounding the part of said lot on the northeast.

As the whole is without reserve from the part of the borrower."

To be sold at the parochial church door Mont-St-Hilaire, district of St-Hyacinthe, the THIRD day of the month of MAY in the year 1966, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Gérard Beaudet,
Sheriff.

Sheriff's Office
St-Hyacinthe, March 28, 1966. 14555-13-2-0

T E R R E B O N N E

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, { DANIEL LEWIN, rabbi,
No. 56,929. { domiciled at Ste-Agathe
des Monts, at number 101
Tour du Lac Street, district of Terrebonne, plaintiff; *vs* JEAN-MARIE CHARLAND, contractor, domiciled at number 490 Montée St-Aubin, Lafontaine Village, district of Terrebonne, defendant.

The immovable hereinafter mentioned and in the possession of the defendant:

"An emplacement situated in Lafontaine Village, in the county of Terrebonne, known and designated as being lot number thirty-seven of the official subdivision of original lot number two hundred and six (No. 206-37) on official plan and book of reference for the parish of St. Jérôme, with building thereon erected.

The said emplacement measuring seventy feet (70') in width in front along the street and sixty feet (60') in width in arrear to the depth; by

profondeur; sur cent pieds (100') de profondeur du côté nord-est et quatre-vingt-quinze pieds (95') de profondeur du côté sud-ouest, mesure anglaise et plus ou moins, formant une superficie de six-mille trois cent trente-sept pieds carrés (6,337 p.c.) »

Pour être vendu au bureau du Shérif, au Palais de Justice, à Saint-Jérôme, MARDI le TROISIÈME jour de MAI, mil neuf cent soixante-six à DEUX heures de l'après-midi.

Condition: Comptant.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*
St-Jérôme, le 23 mars 1966. VILLENEUVE HUOT.
14496-13-2-o

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { DANIEL LEWIN, rabbin,
No 56,931. { domicilié à Ste-Agathe
des Monts, au no 101, de la
rue Tour du Lac, district de Terrebonne, deman-
deur, vs JEAN-MARIE CHARLAND, contrac-
teur, domicilié au no 490 de la Montée St-Aubin,
village Lafontaine, district de Terrebonne, défendeur.

Avis de vente

L'immeuble ci-après mentionné et en la possession du défendeur:

« Un emplacement, de forme et de dimensions irrégulières, également situé au village Lafontaine, dans le comté de Terrebonne, connu et désigné sous le numéro trente-six de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent six (no 206-36) des plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Jérôme.

Cedit emplacement mesurant quarante pieds (40') et quinze pieds (15') de largeur en front le long de la rue cadastrée sous le no 206-29 et cent vingt pieds (120') de largeur en arrière à la profondeur dans sa ligne sud-est; sur cent quarante-cinq pieds (145') de profondeur dans sa ligne nord et cent pieds (100') de profondeur dans la ligne sud-ouest, mesure anglaise et plus au moins.

Avec toutes les constructions dessus érigées. ».

Pour être vendu au bureau du shérif au Palais de justice, à Saint-Jérôme, MARDI, le TROISIÈME jour de MAI mil neuf cent soixante-six, à TROIS heures de l'après-midi.

Condition: Comptant.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*
Saint-Jérôme, le 23 mars 1966. VILLENEUVE HUOT.
14497-13-2-o

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { DANIEL LEWIN, rabbin,
No 56,930. { domicilié à Ste-Agathe.
des Monts, au no 101, de la
rue Tour du Lac, Ste-Agathe, district de Terre-
bonne, demandeur, vs JEAN-MARIE CHAR-
LAND, contracteur, domicilié à 490 de la Montée
St-Aubin, village Lafontaine, district de Terre-
bonne, défendeur.

Avis de vente

L'immeuble ci-après mentionné et en la possession du défendeur:

« Un emplacement situé au village Lafontaine, dans le comté de Terrebonne, connu et désigné comme étant le numéro trente-trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent

one hundred feet (100') in depth on the northeast side and ninety-five feet (95') in depth on the southwest side, English measure and more or less forming a superficial area of six thousand three hundred and thirty-seven square feet. (6,337 s.q.)

To be sold at the Sheriff's Office, at the Court House, in Saint-Jérôme, on TUESDAY, the THIRD day of MAY, 1966, at TWO o'clock in the afternoon.

Condition: Cash.

Sheriff's Office, *VILLENEUVE HUOT,*
St-Jérôme, March 23, 1966. *Sheriff.*
14496-13-2

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, { DANIEL LEWIN, rabbi,
No. 56,931. { domiciled at Ste-Agathe
des Monts, at no. 101 Tour
du Lac street, district of Terrebonne, plaintiff,
vs JEAN-MARIE CHARLAND, contractor, do-
micated at no. 490 Montée St-Aubin, village
Lafontaine, district of Terrebonne, defendant.

Notice of sale

The immovable hereafter mentioned and in the possession of the defendant:

"An emplacement, of irregular form and dimensions, also situated in the village of Lafontaine, in the county of Terrebonne, known and designated under number thirty-six of the official subdivision of original lot number two hundred and six (no. 206-36) on the official plan and book of reference of the said parish of Saint-Jérôme.

The said emplacement measuring forty feet (40') and fifteen feet (15') in width in front along registered in cadaster under no. 206-29 and one hundred and twenty feet (120') in width in the rear to the depth in the southeast line, by one hundred and forty-five feet (145') in depth in the north line and one hundred feet (100') in depth in the southwest line, English measure and more or less.

With all the buildings thereon erected."

To be sold at the Sheriff's office, at the Court House, at Saint-Jérôme, TUESDAY, the THIRD day of MAY, one thousand nine hundred and sixty-six, at THREE o'clock in the afternoon.

Condition: Cash.

Sheriff's office, *VILLENEUVE HUOT,*
Saint-Jérôme, March 23, 1966. *Sheriff.*
14497-13-2

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, { DANIEL LEWIN, rabbi,
No. 56,930. { domiciled at Ste-Agathe
des Monts, at 101 Tour du
Lac Street, Ste-Agathe, district of Terrebonne,
plaintiff, vs JEAN-MARIE CHARLAND, con-
tractor, domiciled at 490 de la Montée St-Aubin,
village of Lafontaine, district of Terrebonne,
defendant.

Notice of sale

The immovable hereafter mentioned and in the possession of the defendant:

"An emplacement situated in the village of Lafontaine, in the County of Terrebonne, known and designated as being lot number thirty-three of the official subdivision of original lot number

six (No 206-33) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jérôme.

Cedit emplacement mesurant soixante-cinq pieds (65') de largeur; sur cent un pieds et sept centièmes de pied (101.07') de profondeur dans et cinquante centièmes de pied (100.50') de profondeur dans sa ligne sud-est, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec toutes les constructions dessus érigées."

Pour être vendu au bureau du Shérif au Palais de Justice à Saint-Jérôme, MARDI, le TROISIÈME jour de MAI, mi^l neuf cent soixante-six à DEUX heures et DEMIE de l'après-midi.

Conditions: comptant.

Bureau du Shérif, VILLENEUVE HUOT.
Saint-Jérôme, le 23 mars 1966. 14539-13-2-0

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, { PRUDENTIAL TRUST
No 574 668. { COMPANY LIMITED,
corps politique et incorporé,
ayant sa principale place d'affaires pour la province de Québec en les ville et district de Montréal, demanderesse, *vs* PAUL LÉTOURNEAU, de St-Prosper, district de Beauce, et FERNAND QUIRION, de St-Prosper, district de Beauce, défendeurs.

Avis de vente

Les immeubles ci-après mentionnés et en la possession des défendeurs.

« Une partie du lot 24B dans le second rang du canton de Grenville, mesurant 200 pieds de largeur par la distance entre la Rivière Ottawa et la propriété de la compagnie de chemins de fer Canadien Pacifique de profondeur et un emplacement adjacent connu et désigné comme partie du lot 26A dudit second rang dans ledit canton de Grenville, mesurant 850 pieds par 225 pieds. Ces propriétés étaient autrefois le site d'hôtel connu comme Montana Inn qui a brûlé il y a quelques années. »

Pour être vendu à la porte de l'église catholique paroissiale de Pointe aux Chênes, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, JEUDI, le VINGT-SIXIÈME jour de MAI mil neuf cent soixante-six, à DEUX heures de l'après-midi. (26/5/66 à 2 P.M.).

Conditions: Comptant.

Bureau du Shérif, VILLENEUVE HUOT.
Saint-Jérôme, le 18 avril 1966. 14799-16-2

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, { MINDLIN REALTIES
No 698 187. { INC., corps politique
et incorporé, dûment constitué comme tel, ayant son siège social et principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, demanderesse, *vs* ARESVILLE GARDENS INC. et CLOVIS ARES, défendeurs, et ARES INC., corps politique et incorporé, dûment constitué comme tel, ayant son siège social et principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, mis-en-cause.

Avis de vente

Les immeubles ci-après mentionnés en possession du mis-en-cause.

two hundred and six (No. 206-33) of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Jérôme.

This said emplacement measures sixty-five feet (65') in width; by one hundred and one feet and seven hundredths of a foot (101.07') in depth in its north-west line and one hundred feet and hundredths of a foot (100.50') in depth in its south-east line, English measure and more or less.

With all the constructions erected thereon."

To be sold at the Sheriff's Office, in the Court House of Saint-Jérôme, TUESDAY, the THIRD day of MAY, one thousand nine hundred and sixty-six at TWO-THIRTY in the afternoon.

Conditions: cash.

Sheriff's Office, VILLENEUVE HUOT,
Saint-Jérôme, March 23, 1966. Sheriff.
14539-13-2

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court, { PRUDENTIAL TRUST
No. 574 668. { COMPANY LIMITED,
a body corporate, having its principal place of business for the Province of Quebec in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* PAUL LÉTOURNEAU, of St. Prosper, district of Beauce, and FERNAND QUIRION, of St. Prosper, district of Beauce, defendants.

Notice of sale

The undermentioned immoveables and in the possession of the defendants.

"A part of lot 24B in the second range of the township of Grenville, measuring 200 feet in width by the distance between the Ottawa River and the property of The Canadian Pacific Railway Company in depth and an adjoining emplacement known and designated as part of lot 26A of the said second range in the said township of Grenville, measuring 850 feet by 225 feet. These properties were formerly the site of the hotel known as Montana Inn which burned down some years ago."

To be sold at the parochial Catholic church door of Pointe aux Chênes, county of Argenteuil, district of Terrebonne, THURSDAY, the TWENTY-SIXTH day of MAY one thousand nine hundred and sixty-six, at TWO o'clock in the afternoon. (26/5/66 at 2 P.M.).

Conditions: Cash.

Sheriff's Office, VILLENEUVE HUOT,
Saint-Jérôme, April 18, 1966. Sheriff.
14799-16-2-0

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court, { MINDLIN REALTIES
No. 698 187. { INC., a body politic
and corporate, duly incorporated as such, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* ARESVILLE GARDENS INC. and CLOVIS ARES, defendants and ARES INC., a body politic and corporate, duly incorporated as such, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, mis-en-cause.

Notice of sale

The undermentioned immoveables in the possession of the mis-en-cause.

a) Subdivision quarante-trois du lot originaire cinq cent trente-sept (537-43) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Louis de Terrebonne;

b) Subdivision quarante-quatre du lot originaire cinq cent trente-sept (537-44) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St. Louis de Terrebonne.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale catholique de Terrebonne, comté de Terrebonne, MERCREDI le VINGT-CINQUIÈME jour de MAI mil neuf cent soixante-six, à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: Comptant.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*
Saint-Jérôme, le 18 avril 1966. VILLENEUVE HUOT,
14800-16-2

(a) Subdivision forty-three of original lot five hundred and thirty-seven (537-43) on the official plan and book of reference of the parish of St. Louis de Terrebonne;

(b) Subdivision forty-four of original lot five hundred and thirty-seven (537-44) on the official plan and book of reference of the parish of St. Louis de Terrebonne.

To be sold at the parochial Catholic church door of Terrebonne, county of Terrebonne, WEDNESDAY, the TWENTY-FIFTH day of MAY one thousand nine hundred and sixty-six, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: Cash.

Sheriff's office *VILLENEUVE HUOT,*
Saint-Jérôme, April 18, 1966. *Sheriff.*
14800-16-2-o

Vente pour taxes

Ville de Richmond

Avis public est par les présentes données par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de Richmond que les propriétés ci-dessous désignées et situées dans les limites de la ville de Richmond, seront vendues à l'enchère publique, au bureau du Conseil à l'Hôtel de ville de ladite ville de Richmond, le DIX-NEUVIÈME jour du mois de MAI 1966, à DIX heures de l'avant-midi (heure avancée) pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires et autres impositions, ainsi que les frais encourus pour et par la vente, à moins que ces taxes et autres impositions et dépens ne soient payés avant la vente, à savoir:

Bédard, Claude.— Lot numéro deux cent seize subdivision cent quarante (216-140) des plans et livre de renvois officiels du cadastre de la ville de Richmond. Taxes: \$390.82.

Succession Jean Roberge.— Lot numéro cinq cent deux subdivision A (502A) des plans et livre de renvois officiels du cadastre de la ville de Richmond. Taxes: \$4.49.

Succession Jean Roberge.— Lot numéro cinq cent deux subdivision B (502B) des plans et livre de renvois officiels de cadastre de la ville de Richmond. Taxes: \$157.45.

Succession Jean Roberge.— Lot numéro cinq cent deux subdivision C (502C) des plans et livre de renvois officiels du cadastre de la ville de Richmond. Taxes: \$24.78.

Lamarche, Roland.— Lot numéro trois cent soixante-neuf (369) des plans et livre de renvois officiels du cadastre de la ville de Richmond. Taxes: \$252.71.

Donné à Richmond, Québec, ce 18e jour d'avril 1966.

14814-16-2-o *Le Secrétaire-Trésorier,*
GILLES DUCHARME.

Sale for Taxes

Town of Richmond

Public notice is hereby given by the undersigned secretary-treasurer of the town of Richmond that the following properties hereafter designed and situated within the limits of the town of Richmond, will be sold by public auction at the office of the Council, at the Town Hall in the said town of Richmond, the NINETEENTH day of the month of MAY, 1966, at TEN o'clock in the forenoon, (advanced time) to satisfy the payment of the municipal and school taxes and other impositions and costs incurred by the sale, unless these taxes and other impositions and costs be paid before the sale, to wit:

Bédard, Claude.— Lot number two hundred sixteen dash one hundred and forty (216-140) on the cadastral plan and book of references for the town of Richmond. Taxes: \$390.82.

Estate Jean Roberge.— Lot number five hundred and two subdivision A (502A) on the cadastral plan and book of references for the town of Richmond. Taxes: \$4.49.

Estate Jean Roberge.— Lot number five hundred and two subdivision B (502B) on the cadastral plan and book of references for the town of Richmond. Taxes: \$157.45.

Estate Jean Roberge.— Lot number five hundred and two subdivision C (502C) on the cadastral plan and book of references for the town of Richmond. Taxes: \$24.78.

Lamarche, Roland.— Lot number three hundred and sixty-nine (369) on the cadastral plan and book of references for the town of Richmond. Taxes: \$252.71.

Given at Richmond, Quebec, this 18th day of April, 1966.

14814-16-2-o *GILLES DUCHARME,*
Secretary-Treasurer.

INDEX No 16

ARRÊTÉS en Conseil

451 - Régie des rentes du Québec	2322
451 - Quebec Pension Board	2322
567 - Classement d'objets mobiliers et artistiques appartenant à la Fabrique de la paroisse de St-François, Ile d'Orléans	2325
567 - Classification of moveable and artistic objects belonging to the Fabrique de la paroisse de St-François, Island of Orleans	2325
571 - Casques protecteurs	2326
571 - Safety helmets	2326

ORDERS in Council

ASSEMBLÉE

MEETING

Alma & Jonquières Railway Company (The)	2326
Compagnie du chemin de fer Alma & Jonquières (La)	2326

ASSOCIATIONS Coopératives

ASSOCIATIONS Cooperative

Association coopérative de l'école secondaire Le Ber (Form.)	2326
Association coopérative de travail de Rivière Davy (Nom - Name ch.)	2327
Association coopérative d'habitation de Maniwaki (Form.)	2327
Association coopérative du collège Mont-St-Louis (Form.)	2327
Association coopérative du corps étudiant du collège St-Paul (Form.)	2327
Association coopérative forestière de l'Ascension de Patapédia (L') (Form.)	2327
Association coopérative télévision de Percé (Nom - Name ch.)	2328

AVIS

NOTICES

Aboussafy, Marie-Yvonne (Requête - Petition)	2328
Dubé (J. B.) Ltée (Barrage)	2329
Dubé (J. B.) Ltd. (Dam)	2329
Heldmarier, Claudia Romana (Requête - Petition)	2328
Jakim, Kaz Leopold (Nom - Name ch.)	2328
Klenk, Perry (Requête - Petition)	2329
Loi électorale de Québec (Agence de publicité)	2330
Loi électorale de Québec (Agents officiels)	2330
Quebec Election Act (Official agents)	2330
Quebec Election Act (Publicity agency)	2330
Rottenberg, Sydney (Requête - Petition)	2330
Sedley, Léo (Nom - Name ch.)	2329
Valmont, René (Nom - Name ch.)	2329
Winrow, Robert Michael (Nom - Name ch.)	2329
Zemelman, Thomas (Requête - Petition)	2329

CAISSES

SAVING

d'épargne et de crédit and credit unions

Caisse d'Économie des travailleurs de Drummondville (Form.)	2331
Caisse Populaire de Schefferville (Form.)	2331

COMPAGNIES

COMPANIES

Avis relatifs à la loi des

Notices relative to the Act of

Autorisées à faire des affaires

Licensed to do Business

Hamac-Hansella Machinery Corporation	2332
International Savings and Mortgage Corporation	2331
Taxes Instruments Incorporated	2332

Chartes — Abandon de

Charters — Surrender of

Arba Corp.	2333
Brookfield Corporation	2334
Chambly Lands Limited	2333
Compagnie Regal Limitée (La)	2334
Curling St Hyacinthe Incorporée (Le)	2333
Dolphin Swimwear Inc.	2332
Huron-British Footwear Ltd.	2334
Immeubles Cimon Inc. (Les)	2333
Jane Apartments Ltd.	2332
Mountview Plaza Inc.	2333
Nomic Inc.	2334
Normandie Gardens Corp.	2335
Pâtisserie Cousin Inc.	2334
Radel Realty Inc.	2335
Regal Company Limited	2334
Terrebonne Investments Inc.	2333

Dissoutes

Dissolved

Argenteuil Cable Vision Inc.	2335
Bayridge Estates Ltd.	2335
Bourget Construction Inc.	2335
S. Cadieux & fils Ltée	2335
Canadian Dinette Co.	2335

Canscot Building Limited	2336
Carleton Holdings Inc.	2336
Cie d'Auteuil Ltée (La)	2336
Code Realities Ltd.	2336
Continental Sewing Machine Co. Ltd.	2336
D'Auteuil Co. Ltd.	2336
Desjardins (Eugène), Ltd.	2336
Elda Jewellery Manufacturing Company Limited	2337
Intersigs Ltée	2337
Klaar (W.) (Canada) Ltd.	2337
Lawrence Fabrics Ltd.	2337
Leblanc (Jos) limitée	2337
London Garage Ltd.	2337
Macon Investments Limited	2337
Maçonnerie moderne Ltée	2338
Maple Investment Corporation	2338
Marlborough Golf & Country Club, Limited	2338
Mattolt Investments Limited	2338
McBee Company, Limited (The)	2338
Modern Masonry Ltd.	2338
Modern Stucco & Terrazzo Co. Ltd.	2338
Mountain City Motors Ltd.	2338
New York Investment Corporation	2339
Park Holdings Ltd.	2339
Pointe Claire Barbecue & Spaghetti House Inc.	2339
Quebec Cinema Scope T.V. Ltd.	2339

Divers

Miscellaneous

Béliveau Patternworks Inc. (Dir.)	2339
Bel Aluminium Industries Ltd. (Dir.)	2340
Club de chasse à tir de Québec (Le) (Règl.- By-laws)	2340
Compagnie de Fiducie Prêt et Revenu (Dir.)	2341
Coopératio inc. (Dir.)	2340
Creative Photographers Ltd. (Dir.)	2340
De-Mix Ltée (Dir.)	2340
Kahal Israel Association Inc. (Règl.- By-laws)	2340
Lempira Mines, Ltd. (Dir.)	2341

Lettres patentes supplémentaires (suite)	Supplementary Letters Patent (continued)	Cap St-Martin (Dem.- Appl.)	2349
Équipements Universels Napierville inc.	2317	Chomedey Cath. (Dem.- Appl.)	2351
Gittleston Holdings Incorporated	2317	Clermont (Acc.- Grant.)	2349
Hogan, McCuaig and Hood Ltd.	2318	Farnham-Ouest - West (Dem.- Appl.)	2351
Irwin Dress Co. Ltd.	2318	Jacques-Cartier, c.s.c. (Acc.- Grant.)	2349
Joshar Incorporated	2318	Lalonde, c.s.r.- r.s.b. (Acc.- Grant.)	2349
Laiterie Shefford limitée (La)	2318	La Sarre, par. (Dem.- Appl.)	2349
Landreville automobiles inc.	2319	Lotbinière par. (Dem.- Appl.)	2351
Mason (Bert) & Son Inc.	2319	Montréal, c.s.c. (Acc.- Grant.)	2350
New Casa de la Pizza Inc.	2319	Rosemère Cath. (Acc.- Grant.)	2350
Pascal Realities Limited	2319	St-Athanase (Dem.- Appl.)	2349
Penny-Lou Corporation	2319	St-Cyriac (Dem.- Appl.)	2351
Placements La Vigueur inc.	2319	St-Félicien, ville - town (Dem.- Appl.)	2348
Quebec Hearing Aid Centre Inc.	2320	St-Félicien, par. (Dem.- Appl.)	2348
Raymond-Stephen Mortgage & Invest- ment Corp.	2320	St-François-du-Lac (Acc.- Grant.)	2350
Rocheleau automobile ltée.	2320	Ste-Monique (Acc.- Grant.)	2350
Ste. Rose Land Sales Inc.	2320	Finances	Finance
Scenic Realty Corp.	2321	<i>Assurances:</i>	<i>Insurance:</i>
Shefford Dairy Limited	2318	Home Fire and Marine Insurance Com- pany of California	2351
Simkovits Holdings Ltd.	2321	Industrie et Commerce	Industry and Commerce
Sources Library	2315	Avis de pêche aux coques	2352
Starto-Jet inc.	2322	Shell fishing notice	2352
Super-Marché Raymond ltée.	2322	Travail	Labour
Télécommunications de l'Est limitée	2323	<i>Industrie ou métiers de:</i>	<i>Industry or Trades of:</i>
Sièges sociaux	Head Offices	Building materials, Province (Amend.)	2354
Bazinet Inc.	2341	Construction, Drummondville (Prél.- Levy)	2354
Bienville Inc.	2334	Fournure, gros, Montréal (Prél.)	2356
Entreprises F. Renaud inc. (Les)	2342	Fur, wholesale, Montreal (Levy)	2356
Heaters, Limited	2342	Matériaux de construction, province (Mod.)	2354
Lemoyne & Grant Inc.	2343	Métal en feuilles, Montréal (Mod.)	2353
Marché Lachance Inc.	2343	Sheet metal, Montreal (Amend.)	2353
Maron Construction Corporation	2342	NOMINATIONS	APPOINTMENTS
Paton Manufacturing Company, Li- mité	2342	Présidents d'élection	2358
Productions Robard Inc. (Les)	2343	Returning-Officers	2358
Renaud (F.) Entreprises Inc.	2342	PROCLAMATIONS	PROCLAMATIONS
Reygo Vacuum inc.	2343	Brefs d'élection	2359
Star Brush ltée - Ltd.	2343	Convocation de la Législature	2358
Théâtre lyrique de Montréal inc. (Le)	2342	Convocation of the Legislature	2358
Waterman Canada Inc.	2342	Dissolution de la Législature	2360
DEMANDES	APPLICATIONS	Dissolution of the Legislature	2360
à la Législature	to Legislature	Election Writs	2359
Hull, cité - city	2345	SOUSSIONS	TENDERS
Longueuil, cité - city	2344	Lac Mégantic, ville	2362
Pincourt, ville - town	2344	Lake Mégantic, town	2362
St. Andrews Golf Club Inc.	2344	Notre-Dame-de-Laterrière, par.	2360
Liquidation, avis de	Winding up Notice	Québec-Ouest - West, ville - town	2361
Caisse Populaire Desjardins de Sainte- Paule (La)	2345	St-Jérôme, cité - city	2364
MINISTÈRES	DEPARTMENTAL	St-Pierre, ville - town	2365
Affaires municipales	Municipal Affairs	Touraine, munic.	2366
Bélaire, ville - town (Règl.- By-law B-14)	2345	Val Morin, munic.	2367
Marieville, ville - town (Annex.)	2347	Villeneuve, ville-town	2368
Sully, munic. (Nom - Name ch.)	2330	SYNDICAT	SYNDICATE
Agriculture	Agriculture	Professionnel	Professionnel
et colonisation	and Colonization	Association des policiers provinciaux du Québec (Const.- Inc.)	2369
Southwestern Protestant Settlement So- ciety (The)	2348	VENTES	SALES
Éducation	Education	Effets non-réclamés	Unclaimed Goods
Municipalité scolaire de:	School Municipality of:	Canadian Pacific Express Company	2370
Beauceville (Dem.- Appl.)	2348		
Beauceville-Est-East, ville-town (Dem.- Appl.)	2348		

Licitation	Licitation	Montréal	Montreal
Immeubles Rouville Inc. (Les) <i>vs</i> Morin <i>et vir.</i>	2370	Riendeau <i>vs</i> Courteau.....	2378
SHÉRIFS	SHERIFFS	Nicolet	Nicolet
Beauce	Beauce	Office du Crédit Agricole du Québec (L') <i>vs</i> Demers.....	2379
Grondin <i>vs</i> Rodrigue.....	2372	Quebec Farm Credit Bureau (The) <i>vs</i> Demers.....	2379
Grondin <i>vs</i> Grondin.....	2373	Québec	Quebec
Office du Crédit Agricole du Québec (L') <i>vs</i> Paquet.....	2372	Kolostat Heating Systems Limited <i>vs</i> C. Jobin Limitée <i>et al.</i>	2380
Quebec Farm Credit Bureau (The) <i>vs</i> Paquet.....	2372	Noreau (Albérie) Inc. <i>vs</i> Verreault.....	2379
Bedford	Bedford	Roberval	Roberval
Doucet <i>vs</i> Fleury.....	2373	Metropolitan Live Insurance Company <i>vs</i> Castonguay.....	2382
Chicoutimi	Chicoutimi	Saguenay	Saguenay
Algonquin Capital Corporation Limited <i>vs</i> Boulianne.....	2374	Tremblay <i>vs</i> Boily.....	2382
Banque Royale du Canada (La) <i>vs</i> Ca- ron.....	2374	Saint-François	Saint Francis
Royal Bank of Canada (The) <i>vs</i> Caron..	2374	Office du Crédit Agricole du Québec (L') <i>vs</i> Turmel.....	2383
Hull	Hull	Quebec Farm Credit Bureau (The) <i>vs</i> Turmel.....	2383
Pettapiece <i>vs</i> Les Entreprises Dicair Limited.....	2375	Saint-Hyacinthe	Saint-Hyacinthe
Kamouraska	Kamouraska	Hubert <i>vs</i> Duranleau.....	2384
Office du Crédit Agricole du Québec (L') <i>vs</i> Belzile.....	2376	Terrebonne	Terrebonne
Quebec Farm Credit Bureau (The) <i>vs</i> Belzile.....	2376	Lewin <i>vs</i> Charland.....	2384
Mégantic	Mégantic	Lewin <i>vs</i> Charland.....	2385
Veilleux <i>vs</i> Gauvin.....	2377	Lewin <i>vs</i> Charland.....	2385
Montmagny	Montmagny	Mindlin Realities Inc. <i>vs</i> Aresville Gar- dens Inc. <i>et al.</i>	2386
Caisse Populaire Desjardins Paroissiale de St-Magloire (La) <i>vs</i> Laverdière...	2378	Prudential Trust Company Limited <i>vs</i> Létourneau <i>et al.</i>	2386
		Taxes	Taxes
		Richmond, ville-town.....	2387

